

rapports sont des rapports d'opresseur à opprimé, d'exploiteur à exploité, où l'ouvrier est privé de liberté et la démocratie, inexistante. Le processus révolutionnaire s'accomplit là où l'ouvrier n'est rien et veut devenir tout, là où le pouvoir du patron est illimité, et se ramène à un pouvoir de vie et de mort sur l'ouvrier, sur la femme de l'ouvrier, sur les enfants de l'ouvrier.

Quand pouvons-nous dire que le processus historique de la révolution ouvrière, ce processus immanent dans la coexistence humaine du régime capitaliste, qui porte en lui-même ses lois et qui découle nécessairement de la confluence d'une multiplicité d'actions, incontrôlables parce que résultant d'une situation qui n'est pas voulue par l'ouvrier et n'est pas prévisible par l'ouvrier, quand pouvons-nous donc dire que ce processus historique de la révolution ouvrière affleure à la lumière, devient contrôlable et prévisible?

Nous pouvons le dire lorsque toute la classe ouvrière est devenue révolutionnaire, non plus dans la mesure où elle se refuse de façon générale à participer aux institutions gouvernementales de la classe bourgeoise, non plus dans la mesure où elle représente une opposition sur le plan de la démocratie, mais dans la mesure où toute la classe ouvrière telle qu'elle se regroupe au sein d'une usine, entame une action qui devra nécessairement déboucher sur la fondation d'un État ouvrier, qui conduira nécessairement à structurer la société humaine dans une forme absolument originale, dans une forme universelle, qui englobera toute l'Internationale ouvrière et, partant, toute l'humanité. Et si nous disons que la période actuelle est révolutionnaire, c'est précisément parce que nous constatons que la classe ouvrière de toutes les nations - certes, avec les erreurs, les tâtonnements, et les hésitations propres à une classe opprimée qui manque d'expérience et tente une entreprise entièrement originale - tend à tirer de son sein des institutions d'un type nouveau, des institutions basées sur la représentation, bâties dans le cadre d'un schéma industriel. Nous disons que la période actuelle est révolutionnaire parce que la classe ouvrière tend de toutes ses forces et de toute sa volonté à fonder son État. Voilà pourquoi nous disons que la naissance des Conseils ouvriers d'usines représente un grandiose événement historique, qu'elle représente le commencement d'une ère nouvelle dans l'histoire du genre humain; c'est grâce à elle que le pro

#### *Le Conseil d'usine* 349

cessus révolutionnaire a affleuré à la lumière et est -entré dans la phase où il peut être contrôlé et prévu.

Pendant la phase libérale du processus historique de la classe bourgeoise et de la domination de la classe bourgeoise sur la société, la cellule élémentaire de l'État était le propriétaire, qui, dans l'usine, soumet à son profit la classe ouvrière. Pendant la phase libérale, le propriétaire était aussi un entrepreneur; c'était aussi un industriel : le pouvoir industriel, la source du pouvoir

industriel, se trouvait dans l'usine, et l'ouvrier ne parvenait pas à libérer sa conscience de la persuasion qu'on ne pouvait se passer du patron, dont la personne s'identifiait avec celle de l'industriel, avec celle du gérant qui était responsable de la production, et, partant, responsable du salaire, du pain, des habits, du toit de l'ouvrier.

Pendant la phase impérialiste du processus historique de la classe bourgeoise, le pouvoir industriel de chaque usine se détache de l'usine et se centralise en un *trust*, en un monopole, en une banque, ou dans la bureaucratie d'État. Le pouvoir industriel devient irresponsable, et, partant, plus autocratique, plus impitoyable, plus arbitraire. Mais alors, libéré de la sujétion du « chef », libéré de l'esprit servile et hiérarchique, poussé aussi par les nouvelles conditions générales que la nouvelle phase historique impose à la société, l'ouvrier réalise d'inappréciables progrès dans le domaine de l'autonomie et de l'initiative.

Dans l'usine, la classe ouvrière devient un « instrument de production » déterminé, au sein d'un ensemble de structures déterminé, chaque ouvrier se trouve faire « fortuitement » partie de ce corps constitué; fortuitement quant au rôle de sa volonté, mais non fortuitement quant à sa fonction dans le travail, car il représente une nécessité bien définie du processus de travail et de production, et ce n'est que pour cela qu'il a été embauché, ce n'est que pour cela qu'il peut gagner son pain; il est un engrenage de la machine-division-du-travail, un engrenage de la classe ouvrière qui s'est constituée en instrument de production. Si l'ouvrier acquiert une conscience claire de sa « nécessité déterminée » et s'il en fait la base d'un appareil représentatif de type étatiste (c'est-à-dire qui ne soit pas volontaire, contractualiste, basé sur l'acquisition d'une carte d'adhérent, mais au contraire absolu, structuré, indissociable d'une réalité qu'il faut admettre si l'on veut que soient assurés le pain, le toit, les vêtements, la production

industrielle), si l'ouvrier, donc, si la classe ouvrière fait cela, elle fait une chose grandiose, elle entame une histoire nouvelle, elle ouvre l'ère des États ouvriers, dont la convergence créera la société communiste, le monde organisé sur la base et selon le modèle de la grande usine industrielle; l'Internationale communiste, dans laquelle chaque peuple, chaque partie de l'humanité, prend forme dans la mesure où elle représente essentiellement telle ou telle production, et non plus dans la mesure où elle est organisée, sous forme d'État, à l'intérieur de telles ou telles frontières.

Dans la mesure où elle construit un tel appareil représentatif, ce qu'accomplit la classe ouvrière c'est, en réalité, l'expropriation de la principale machine, du plus important des instruments de production : la classe ouvrière elle-même, qui s'est retrouvée, qui a pris conscience de son unité organique, et qui, unitairement, s'oppose au capitalisme. La classe ouvrière affirme ainsi que le pouvoir industriel, que la source du pouvoir industriel, doit revenir à l'usine; elle considère l'usine comme étant, dans une nouvelle perspective ouvrière, la forme où la classe ouvrière se coule en un corps organique déterminé, la cellule d'un nouvel État : l'État ouvrier, et la base d'un nouveau système représentatif : le système des Conseils. L'État ouvrier, puisqu'il prend naissance en fonction d'une configuration productive, crée déjà les conditions de son propre développement, de sa disparition en tant qu'État, de son incorporation organique dans un système mondial : l'Internationale communiste.

De même qu'aujourd'hui, dans le Conseil d'une grande usine, chaque *équipe* de travail (chaque corps de métier) s'amalgame, du point de vue prolétarien, avec les autres équipes de chaque atelier, chaque moment de la production se fond, du point de vue prolétarien, avec les autres moments, pour mettre en valeur le processus producteur : ainsi, dans le monde, le *charbon* anglais s'unit au *pétrole* russe, le *blé* de Sibérie au *soufre* de Sicile, le *riz* de la région de Vercelli au *bois* de la Styrie... au sein d'un organisme unique, soumis à une administration internationale qui régit la richesse du globe au nom de l'entière humanité. C'est dans ce sens que le Conseil ouvrier d'usine est la première cellule d'un processus historique qui doit culminer dans l'Internationale communiste, non plus en tant qu'organisation politique du prolétariat révolutionnaire, mais en tant que réorganisation de l'économie mondiale, réorganisation de toute la communauté humaine, nationale

*Chronique (12 juin 1920) 351*

et mondiale. Chacune des actions révolutionnaires actuelles a une valeur, existe historiquement, dans la mesure où elle adhère parfaitement à ce processus, dans la mesure où elle représente, dans sa conception et dans sa réalisation, un acte qui libère ce processus des superstructures bourgeoises qui le lient et l'entravent.

Les rapports qui doivent s'établir entre le parti politique et le Conseil d'usine, entre le syndicat et le Conseil d'usine, découlent déjà implicitement du principe suivant : le parti et le syndicat ne doivent se poser ni en tuteurs ni en superstructures déjà constituées de cette nouvelle institution, dans laquelle le processus historique de la révolution prend une forme historique contrôlable; ils doivent se considérer comme des agents conscients qui libéreront cette institution de toutes les forces contraignantes que concentre l'État bourgeois; ils doivent se proposer d'organiser les conditions extérieures et générales (c'est-à-dire politiques) dans lesquelles le processus de la révolution pourra être le plus rapide, dans lesquelles les forces productives libérées pourront trouver leur plus grande expansion.

Sans signature,  
*L'Ordine Nuovo*, 11, 4, 5 juin 1920.

#### CHRONIQUE (12 JUIN 1920)

Avec l'article du camarade Tasca (1) qui paraît dans le présent numéro, en réponse à l'éditorial de la semaine dernière sur le Congrès de la Bourse du travail de Turin, s'ouvre une discussion sur le programme de *L'Ordine Nuovo*, discussion qui porte aussi, en partie, sur les attitudes prises dans la pratique par ses fondateurs et par ses rédacteurs. Il s'agit donc d'une discussion intérieure. Quant aux discussions « extérieures », elles ont été, pendant notre première année d'existence et de travail, pratiquement ininterrompues. Elles ont servi à quelque chose : elles nous ont permis de nous définir et de nous affirmer comme il convient. Nous les avons voulues, nous les avons provoquées, nous y avons participé avec plaisir. Nous voyions

en elles, et nous continuons d'ailleurs à y voir un signe de la vitalité de notre journal, organe de pensée et d'action. Nous être affirmés, cela signifie pour nous avoir pris une conscience précise de ce que nous sommes, nous être donné une physionomie bien à nous, nous être forgé une personnalité. A travers la polémique, notre personnalité s'est trempée et a pris des forces.

Aujourd'hui, la discussion se met à concerner le journal lui-même. Et c'est au tour des malins de sourire, c'est au tour des philistins de crier au scandale. Comment, *L'Ordine Nuovo* n'est donc pas un couvent de moines occupés à commenter en chœur les Saintes Écritures et qui, sur un signe du prier, s'inclinent en disant *amen*? Y aurait-il déjà des hérétiques dans l'« Église » ? Eh bien, mes amis, ce n'est rien de tout cela!

Pas question d'hérésies, pas question de réprouvés, car nous n'avons jamais été ni une chapelle, ni un couvent. Nous avons voulu créer, et nous y sommes parvenus, un organe de culture et d'étude. Jusqu'à présent, nous avons réussi à lui conserver ce caractère; dans l'avenir, notre intention est de l'accentuer autant que possible et non de le faire disparaître. Mais la discussion et la polémique, même quand elles ne sont pas publiques, sont toujours pour un organe comme le nôtre une nécessité vitale immanente.

Nous nous souvenons de nos débuts, quand nous élaborions le programme au cours de discussions que la communauté de vie facilitait et rendait constantes. L'éventualité d'une dissension, d'une faille dans l'unanimité, était alors toujours présente à nos esprits. L'unité a été un point d'aboutissement et non un point de départ auquel nous nous serions sentis liés, quitte à renoncer pour nous y maintenir, n'allons pas jusqu'à dire à la sincérité, mais, à la pleine expression de la pensée et à son adéquation aux faits.

C'est pourquoi, aujourd'hui encore, nous ne redoutons ni la polémique, ni les désaccords théoriques. Car c'est peut-être là le signe que nous sommes parvenus, dans le développement de notre programme, au point où un effort plus intense et plus dynamique est nécessaire pour prendre une nouvelle position, ou pour rester fermement fidèles à l'ancienne position, pour la dominer avec une lucidité et une assurance renouvelées.

Et certes, nous n'avons pas honte d'accomplir cet effort commun, ainsi, ouvertement; nous n'avons pas honte de

#### *Le mouvement turinois des Conseils d'usines 353*

mettre notre publie tout entier en contact avec l'effort d'élaboration et d'élucidation auquel nous voulons que soit soumis sans cesse l'ensemble de nos idées, auquel nous nous assujettissons

sans cesse, au plus profond de nous-mêmes. Notre public, celui qui jusqu'à présent, nous a compris, n'en souffrira pas. De cela, nous en sommes sûrs. Après, nous nous comprendrons mieux.

Nous discutons, cela signifie que nous ne restons pas immobiles, mais que nous pensons, que nous vivons, que nous nous dépassons.

Sans signature,

*L'Ordine Nuovo*, 11, 5, 12 juin 1920.

## LE MOUVEMENT TURINOIS DES CONSEILS D'USINES

*(Rapport envoyé en juillet 1920 au Comité exécutif  
de l'Internationale communiste (1))*

Un des membres de la délégation italienne qui vient de rentrer de Russie soviétique a appris aux travailleurs de Turin que sur la tribune dressée à Kronstadt pour accueillir la délégation on pouvait lire l'inscription suivante :

VIVE LA GRÈVE GÉNÉRALE TURINOISE DE 1920 ! (2).

C'est une nouvelle que les ouvriers ont apprise avec beaucoup de plaisir et avec une profonde satisfaction. La plupart des membres de la délégation italienne en Russie avaient été opposés à la grève générale d'avril. Ils soutenaient dans leurs articles contre la grève que les ouvriers turinois avaient été victimes d'une illusion et qu'ils avaient surestimé l'importance de leur grève.

Aussi les travailleurs turinois ont-ils appris avec plaisir la manifestation de sympathie des camarades de Kronstadt, et ils se sont dit: «Nos camarades communistes russes ont mieux compris et plus justement estimé l'importance de la grève d'avril que ne l'ont fait les opportunistes italiens, et ils ont ainsi donné à ces derniers une bonne leçon.»

*La grève d'avril*

Le mouvement turinois du mois d'avril a été en effet un événement exceptionnel, non seulement dans l'histoire du prolétariat italien, mais dans celle du prolétariat européen, nous irons même jusqu'à dire dans l'histoire du prolétariat du monde entier.

Pour la première fois dans l'histoire, en effet, on a vu un prolétariat engager la lutte pour le contrôle de la production sans avoir été poussé à l'action par la faim ou par le chômage. De plus, ce ne fut pas seulement une minorité, une avant-garde de la classe ouvrière qui entreprit la lutte, mais bien la masse entière des travailleurs de Turin qui entra en lice et mena le combat jusqu'au bout en faisant fi des privations et des sacrifices.

La grève des métallurgistes dura un mois, celle des autres catégories de travailleurs dura dix jours.

La grève générale des dix derniers jours s'étendit à tout le Piémont, mobilisant près d'un demi-million d'ouvriers de l'industrie et de l'agriculture, ce qui signifie qu'elle toucha une population de près de quatre millions de personnes.

Les capitalistes italiens déployèrent l'ensemble de leurs forces pour étouffer le mouvement ouvrier turinois; tous les moyens de l'État bourgeois furent mis à leur disposition, alors que les ouvriers se trouvèrent seuls pour soutenir la lutte, sans aucune aide, ni de la direction du Parti socialiste, ni de la Confédération générale du travail. Bien plus, les dirigeants du parti et de la Confédération bafouèrent les travailleurs turinois et firent tout ce qui était en leur pouvoir pour empêcher les travailleurs et les paysans italiens d'entreprendre une quelconque action révolutionnaire par laquelle ils auraient cherché à manifester leur solidarité avec leurs frères turinois, et à leur apporter une aide efficace.

Mais les ouvriers turinois ne se découragèrent pas. Ils supportèrent tout le poids de la réaction capitaliste, ils respectèrent la discipline jusqu'au dernier moment et restèrent, même après la défaite, fidèles au drapeau du communisme et de la révolution mondiale.

*Anarchistes et syndicalistes*

La propagande des anarchistes et des syndicalistes contre la discipline de parti et contre la dictature du prolétariat

n'eut aucune influence sur les masses, même lorsque, par suite de la trahison des dirigeants, la grève se termina sur une défaite. Bien plus, les travailleurs turinois jurèrent d'intensifier la lutte révolutionnaire et de la mener sur deux fronts : d'un côté contre la bourgeoisie victorieuse, de l'autre, contre leurs propres chefs qui les avaient trahis.

La conscience et la discipline révolutionnaire dont les masses turinoises ont fait preuve, ont pour bases historiques les conditions économiques et politiques dans lesquelles s'est développée la lutte de classe à Turin.

Turin est un centre à caractère essentiellement industriel, les ouvriers représentent environ les trois quarts de la population qui s'élève à un demi-million d'habitants; les éléments petits-bourgeois sont en nombre infime. A Turin on trouve en outre une masse compacte d'employés et de techniciens qui sont organisés dans les syndicats, et sont des adhérents de la Bourse du travail. Ils ont été, pendant toutes les grandes grèves, aux côtés des ouvriers et ils ont ainsi acquis, pour la plupart, si ce n'est tous, des réactions de véritables prolétaires, en lutte contre le capital, pour la révolution et pour le communisme.

### *La production industrielle*

Vue du dehors, la production turinoise est parfaitement centralisée et homogène. L'industrie métallurgique, avec environ cinquante mille ouvriers et dix mille employés et techniciens, occupe la première place. Rien que dans les usines Fiat travaillent trente-cinq mille ouvriers, employés et techniciens; dans les usines principales de cette entreprise sont employés seize mille ouvriers qui construisent des automobiles en tout genre, en utilisant les méthodes les plus modernes et les plus perfectionnées.

La production automobile caractérise l'industrie métallurgique turinoise. La plus grande partie du corps des ouvriers est faite d'ouvriers qualifiés et de spécialistes qui n'ont cependant pas la mentalité petite-bourgeoise des ouvriers qualifiés des autres pays, ceux d'Angleterre par exemple.

La production automobile, qui occupe la première place dans l'industrie métallurgique, s'est subordonné d'autres branches de la production, comme par exemple l'industrie du bois et celle du caoutchouc.

Les métallurgistes forment l'avant-garde du prolétariat turinois. Étant donné les caractéristiques de l'industrie



métallurgique, tout mouvement parmi ses ouvriers devient un mouvement général des masses et prend un caractère politique et révolutionnaire, même si, au départ, il n'avait que des objectifs syndicaux.

Turin possède une seule organisation syndicale importante, forte de quatre-vingt-dix mille adhérents . la Bourse du travail. Les groupes anarchistes et syndicalistes existants n'ont presque aucune influence sur la masse ouvrière, qui se range avec fermeté et résolution aux côtés de la section du Parti socialiste, composée pour sa plus grande partie, d'ouvriers communistes.

Le mouvement communiste dispose des organismes de combat que voici : la section du parti, comptant 1 00 adhérents, vingt-huit cercles comptant dix mille membres et vingt-trois organisations de jeunesse comptant deux mille membres.

Dans chaque entreprise existe un groupe communiste permanent avec son propre organisme directeur. Les différents groupes se rassemblent, selon la position topographique de leur entreprise en groupes de quartier, qui aboutissent à un comité directeur qui, au sein de la section du parti, concentre entre ses mains tout le mouvement communiste de la ville et dirige la masse ouvrière.

### *Turin, capitale de l'Italie*

Avant la révolution bourgeoise, qui instaura l'actuel ordre bourgeois en Italie, Turin était la capitale d'un petit État, qui comprenait le Piémont, la Ligurie et la Sardaigne. A cette époque la petite industrie et le commerce prédominaient à Turin.

Après l'unification du royaume d'Italie et le transfert de la capitale à Rome, Turin paraissait menacée de perdre son importance. Mais la ville surmonta rapidement la crise économique et devint un des centres industriels les plus importants d'Italie. On peut dire qu'il y a trois capitales en Italie : Rome, qui est le centre administratif dû l'État bourgeois, Milan, qui est le centre commercial et financier du pays (toutes les banques, les agences commerciales et les bureaux financiers sont concentrés à Milan), et enfin, Turin, qui est le centre industriel, où la production industrielle a atteint le plus haut degré de développement. Au moment du transfert de la capitale à Rome, toute la petite et moyenne bourgeoisie intellectuelle qui avait fourni au nouvel État bourgeois le personnel admi

nistratif nécessaire à son fonctionnement, émigra de Turin; par contre, le développement de la grande industrie attira à Turin la fine fleur de la classe ouvrière italienne. Le processus du développement de cette ville est, du point de vue de l'histoire italienne et de la révolution prolétarienne italienne, fort intéressant.

C'est ainsi que le prolétariat turinois devint le dirigeant spirituel des masses ouvrières italiennes qui sont attachées à cette ville par de multiples liens : de parenté, de tradition, d'histoire, mais aussi par leurs aspirations (l'idéal de chaque ouvrier italien est de pouvoir travailler à Turin).

Tout ceci explique pourquoi les masses ouvrières de toute l'Italie désiraient, quitte à aller à l'encontre de la volonté de leurs chefs, manifester leur solidarité avec la grève générale de Turin : elles voient dans cette ville le centre, la capitale de la révolution communiste, le Petrograd de la révolution prolétarienne italienne.

### *Deux insurrections armées*

Pendant la guerre impérialiste de 1914-1918, Turin a vécu deux insurrections armées : la première insurrection, qui éclata au mois de mai de 1915, avait pour objectif d'empêcher l'intervention de l'Italie dans la guerre contre l'Allemagne (c'est à cette occasion que la Maison du peuple fut mise à sac (1)), la seconde insurrection, au mois d'août de 1917, prit le caractère d'une lutte révolutionnaire armée de grande envergure.

L'annonce de la Révolution russe de mars avait été accueillie à Turin avec une joie indescriptible. Les ouvriers pleuraient d'émotion en apprenant que le pouvoir du Tsar avait été renversé par les travailleurs de Petrograd. Mais les travailleurs turinois ne se laissèrent pas prendre à la phraséologie démagogique de Kerenski et des mencheviks. Lorsqu'en juillet [sic] 1917, arriva à Turin la mission envoyée en Europe occidentale par le Soviet de Petrograd, les délégués, Smirnov et Goldenberg, qui se présentèrent devant une foule de cinquante mille ouvriers, furent accueillis par les cris assourdissants de « Vive Lénine! », « Vive les Bolcheviks! » (2).

Goldenberg n'était pas très satisfait de cet accueil; il ne parvenait pas à comprendre de quelle façon le camarade Lénine avait acquis une telle popularité parmi les ouvriers turinois. Et il ne faut pas oublier que cet épisode eut lieu après la répression de la révolte bolche

vique de juillet, et que la presse italienne se déchaînait contre les bolcheviks, en les traitant de brigands, d'intrigants, d'agents et d'espions de l'impérialisme allemand.

Depuis l'entrée en guerre de l'Italie (24 mai 1915), le prolétariat turinois n'avait fait aucune manifestation de masse.

*Barricades, tranchées, barbelés*

L'imposant meeting qui avait été organisé en l'honneur des délégués du Soviet de Petrograd, marqua le début d'une nouvelle période dans les mouvements de masse. Un mois ne s'était pas écoulé que les travailleurs turinois, s'insurgèrent, armes en main, contre l'impérialisme et le militarisme italien. L'insurrection éclata le 23 août 1917. Pendant cinq jours, les ouvriers combattirent dans les rues de la ville. Les insurgés qui disposaient de fusils, de grenades et de mitrailleuses parvinrent même à occuper quelques quartiers de la ville et tentèrent à trois ou quatre reprises de s'emparer du centre où se trouvaient les institutions gouvernementales et les commandements militaires.

Mais deux années de guerre et de réaction avaient affaibli l'organisation du prolétariat, jadis si forte, et les ouvriers, inférieurs en armes, furent vaincus. C'est en vain qu'ils espérèrent en un appui du côté des soldats : ceux-ci se laissèrent ébranler par l'insinuation que la révolte avait été suscitée par les Allemands.

Le peuple dressa des barricades, il creusa des tranchées, il entoura quelques quartiers de barbelés électrifiés, et repoussa pendant cinq jours toutes les attaques des troupes et de la police. Plus de 500 ouvriers tombèrent, plus de 2 000 furent gravement blessés. Après la défaite, les meilleurs éléments furent arrêtés et mis à l'écart, et le mouvement prolétarien perdit en intensité révolutionnaire. Mais les sentiments communistes du prolétariat turinois n'étaient pas éteints.

On peut en trouver une preuve dans l'épisode que voici peu de temps après l'insurrection d'août eurent lieu des élections au conseil d'administration de l' « Alliance coopérative turinoise » (*Alleanza cooperativa torinese*), immense organisation qui pourvoit à l'approvisionnement du quart de la population turinoise.

*Le mouvement turinois des Conseils d'usines* 359

*L'Alliance coopérative*

L'A.C.T. est composée de la Coopérative des cheminots et de l'Association générale des ouvriers. Depuis plusieurs années la section socialiste avait en main le conseil d'administration, mais la section n'était plus en mesure de mener activement l'agitation au sein des masses ouvrières.

Le capital de l'Alliance était dans sa plus grande partie constitué d'actions de la Coopérative des cheminots, appartenant aux cheminots et à leurs familles. Le développement pris par l'Alliance avait porté la valeur des actions de 50 à 700 liras. Le parti parvint cependant à convaincre les actionnaires qu'une coopérative ouvrière a pour but, non le profit des particuliers, mais le renforcement des moyens de la lutte révolutionnaire, et les actionnaires se contentèrent d'un dividende de trois et demi pour cent sur la valeur nominale de 50 liras, et non sur la valeur réelle de 700 liras. Après l'insurrection d'août, se forma, avec l'appui de la police et de la presse bourgeoise et réformiste, un comité de cheminots qui se proposa d'arracher au Parti socialiste la majorité qu'il avait dans le conseil d'administration. Aux actionnaires, on promit la liquidation immédiate de la différence de 650 liras entre la valeur nominale et la valeur courante de chaque section; aux cheminots on promit diverses prérogatives dans la distribution des denrées alimentaires. Les réformistes traîtres et la presse bourgeoise mirent en œuvre tous leurs moyens de propagande et d'agitation afin de transformer la coopérative, d'organisation ouvrière qu'elle était, en une entreprise commerciale de type petit-bourgeois. La classe ouvrière était exposée à des pressions de toute sorte. La censure étouffa la voix de la section socialiste. Mais en dépit de toutes les pressions et de toutes les vexations, les socialistes, qui n'avaient pas un seul instant abandonné leur point de vue (qui était que la coopérative ouvrière était un moyen de la lutte de classe) obtinrent de nouveau la majorité au sein de l'Alliance coopérative.

Le Parti socialiste obtint 700 voix sur 800, bien que dans leur majorité, les électeurs aient été des employés des chemins de fer qu'on s'attendait à voir manifester, après la défaite de l'insurrection d'août, une certaine hésitation, voire des tendances réactionnaires.

*Dans l'après-guerre*

Après la fin de la guerre impérialiste, le mouvement prolétarien fit de rapides progrès. La masse ouvrière de Turin comprit que la période historique ouverte par la guerre différait profondément de celle qui précédait la guerre. La classe ouvrière turinoise sentit aussitôt que la Ille Internationale est une organisation du prolétariat mondial qui a vocation de prendre la direction de la guerre civile, d'entreprendre la conquête du pouvoir politique, d'instaurer la dictature du prolétariat, de créer un nouvel ordre dans les rapports économiques et sociaux.

Les problèmes de la révolution, qu'ils soient économiques ou politiques, étaient l'objet de discussions dans toutes les assemblées d'ouvriers. Les meilleures forces de l'avantgarde ouvrière se réunirent pour assurer la diffusion d'un hebdomadaire d'inspiration communiste : *L'Ordine Nuovo*. Dans les colonnes de cet hebdomadaire furent traités les différents problèmes de la révolution : l'organisation révolutionnaire des masses pour gagner les syndicats à la cause du communisme; le transfert de la lutte syndicale du domaine étroitement corporatif et réformiste au terrain de la lutte révolutionnaire, du contrôle de la production et de la dictature du prolétariat. Le problème des Conseils d'usines fut également rai à l'ordre du jour.

Dans les entreprises turinoises existaient déjà de petits comités ouvriers, reconnus par les capitalistes, et certains d'entre eux avaient déjà engagé la lutte contre le fonctionnarisme, l'esprit réformiste et les tendances légalistes des syndicats.

Mais la plupart de ces comités étaient de simples créatures des syndicats; les listes de candidats à ces comités (Comités d'entreprises), étaient proposées par les organisations syndicales, lesquelles choisissaient de préférence des ouvriers de tendance opportuniste, qui ne causeraient pas d'ennuis aux patrons et étoufferaient dans *l'œuf* toute action de masse. Les partisans de *L'Ordine Nuovo* défendirent en tout premier lieu dans leur propagande, la transformation de ces Comités d'entreprise, et soutinrent le principe que les listes de candidats devaient émaner de la masse ouvrière et non provenir des sommets de la bureaucratie syndicale. Ils assignèrent comme tâche aux Conseils d'usines le contrôle de la production, l'armement et la préparation militaire des masses, leur préparation poli

*Le mouvement turinois des Conseils d'usines 361*

tique et technique. Ces Conseils ne devaient plus jouer leur ancien rôle de chiens de garde préposés à la protection des intérêts des classes dominantes, et devaient cesser de freiner les masses dans leurs actions contre le régime capitaliste.

## *L'enthousiasme pour les Conseils*

La propagande en faveur des Conseils d'usines fut accueillie avec enthousiasme par les masses; en l'espace de six mois, des Conseils d'usines furent constitués dans toutes les usines petites ou grandes de la métallurgie. Les communistes devinrent majoritaires dans le syndicat des métallurgistes; le principe du Conseil d'usine et du contrôle sur la production fut approuvé et accepté par la majorité du Congrès, et par la plus grande partie des syndicats membres de la Bourse du travail.

L'organisation des Conseils d'usines se fonde sur les principes suivants : dans chaque usine, petite ou grande, un organisme est constitué sur la base de la représentation (et non sur l'ancienne base du système bureaucratique); cet organisme incarne la force du prolétariat, il lutte contre l'ordre capitaliste ou contrôle la production, en éduquant toute la masse ouvrière pour la lutte révolutionnaire et pour la création de l'État ouvrier. Le Conseil d'usine doit être formé selon le modèle de l'organisation par industrie; il doit représenter pour la classe ouvrière le modèle de la société communiste à laquelle on arrivera en passant par la dictature du prolétariat; dans cette société n'existeront plus de différences de classes, tous les rapports sociaux seront réglés selon les exigences techniques de la production et de l'organisation correspondante, et ne seront pas subordonnés à un pouvoir d'État organisé. La classe ouvrière doit comprendre toute la beauté et toute la noblesse de l'idéal pour lequel elle lutte et se sacrifie; elle doit se rendre compte que, pour atteindre cet idéal, il est nécessaire de passer par certaines étapes; elle doit reconnaître la nécessité de la discipline révolutionnaire et de la dictature.

Chaque entreprise se subdivise en ateliers, et chaque atelier en équipes de métiers : chaque équipe accomplit une partie définie du travail; les ouvriers de chaque équipe élisent un ouvrier et lui donnent un mandat impératif et conditionnel. L'assemblée des délégués de toute l'entreprise forme un Conseil qui élit en son sein un Comité

exécutif. L'assemblée des secrétaires politiques des comités exécutifs forme le Comité central des Conseils qui élit en son sein un Comité de ville qui étudie l'organisation de la propagande, l'élaboration des plans de travail, l'approbation des projets et des propositions émanant des différentes entreprises, voire de simples individus, et enfin, assure la direction générale de l'ensemble du mouvement.

### *Conseils et Comités d'entreprises pendant les grèves*

Certaines des attributions des Conseils d'usines ont un caractère essentiellement technique, si ce n'est industriel, comme par exemple le contrôle exercé sur le personnel technique, le licenciement des employés qui se révèlent être des ennemis de la classe ouvrière, la lutte avec la direction pour conquérir des droits et des libertés, le contrôle de la production de l'entreprise et des opérations financières.

Les Conseils d'usines ont rapidement pris racine. Les masses accueillirent volontiers cette forme d'organisation communiste, elles se rangèrent autour des comités exécutifs et appuyèrent énergiquement la lutte contre l'autocratie capitaliste. Bien que ni les industriels, ni la bureaucratie syndicale n'aient accepté de reconnaître les Conseils et les Comités, ceux-ci obtinrent toutefois des succès notables : ils chassèrent les agents et les espions des capitalistes, ils établirent des liaisons avec les employés et avec les techniciens pour obtenir des informations de caractère financier et industriel; dans le cadre de la gestion de l'entreprise, ils concentrèrent entre leurs mains le pouvoir disciplinaire et montrèrent aux masses désunies et désagrégées ce que signifiait la gestion directe des ouvriers dans l'industrie.

L'activité des Conseils et des Comités d'entreprises donna sa mesure pendant les grèves; ces grèves perdirent leur caractère impulsif, fortuit, et devinrent l'expression de l'activité consciente des masses révolutionnaires. L'organisation technique des Conseils et des Comités d'entreprises, leur capacité d'action firent de tels progrès qu'il fut possible d'obtenir en cinq minutes que les seize mille ouvriers de chez Fiat, dispersés en quarante-deux ateliers, suspendent le travail. Le 3 décembre 1919, les Conseils d'usines donnèrent une preuve tangible de leur capacité à diriger sur une grande échelle des mouvements

### *Le mouvement turinois des Conseils d'usines 363*

de masse" : obéissant à un ordre de la section socialiste qui concentrait entre ses mains tous les rouages du mouvement de masse, les Conseils d'usines mobilisèrent, sans aucune préparation, en l'espace d'une heure, cent vingt mille ouvriers, encadrés entreprise par entreprise. Une heure

après, l'armée prolétarienne se précipita comme une avalanche jusqu'au centre de la ville et balaya des rues et des places toute la canaille militariste et nationaliste.

### *La lutte contre les Conseils*

A la tête du mouvement pour la constitution des Conseils d'usines se placèrent les communistes qui appartenaient à la section socialiste et aux organisations syndicales; y prirent part également les anarchistes, qui essayèrent d'opposer leur phraséologie ampoulée au langage clair et précis des communistes marxistes.

Le mouvement rencontra cependant l'opposition acharnée des fonctionnaires syndicaux, de la direction du Parti socialiste et de *l'Avanti!* Tous ces gens basaient leur polémique sur la différence entre le principe du Conseil d'usine et celui du Soviet. Leurs conclusions eurent un caractère purement théorique, abstrait, bureaucratique. Derrière leurs phrases sonores se cachait le désir de faire échec à la participation directe des masses à la lutte révolutionnaire, le désir de maintenir la tutelle des organisations syndicales sur les masses. Les membres de la direction du parti se refusèrent toujours à prendre l'initiative d'une action révolutionnaire avant que soit réalisé un plan d'action coordonné, mais ils ne faisaient jamais rien pour préparer et élaborer ce plan.

Le mouvement turinois ne réussit cependant pas à dépasser les dimensions locales, car tout le mécanisme bureaucratique des syndicats fut mis en œuvre pour empêcher que les masses ouvrières des autres régions d'Italie ne suivent l'exemple de Turin. Le mouvement turinois fut bafoué, tourné en dérision, calomnié et critiqué de toutes les façons.

Les violentes critiques des organismes syndicaux et de la direction du Parti socialiste apportèrent un nouvel encouragement aux capitalistes qui ne mirent plus de frein à leur lutte contre le prolétariat turinois et contre les Conseils d'usines. La conférence des industriels qui se tint au mois de mars 1920 à Milan 1, élaborait un plan d'attaque; mais les « tuteurs de la classe ouvrière », les



organisations économiques et politiques, ne s'en soucièrent pas. Abandonné de tous, le prolétariat turinois fut contraint d'affronter tout seul avec ses propres forces, le capitalisme national et le pouvoir de l'État. Turin fut envahie par une armée de policiers; autour de la ville on plaça des canons et des mitrailleuses aux points stratégiques. Et quand tout ce dispositif militaire fut prêt, les capitalistes se mirent à provoquer le prolétariat. Il est vrai que, face à ces très lourdes conditions de lutte, le prolétariat hésita à accepter le défi; mais quand il fut évident que le heurt était inévitable, la classe ouvrière sortit courageusement de ses positions de repli, et voulut que la lutte soit menée jusqu'à la victoire finale,

#### Le Conseil national socialiste *de* Milan (1)

Les métallurgistes firent grève pendant un mois entier, les autres catégories pendant dix jours; dans toute la province l'industrie était arrêtée, les communications paralysées. Mais le prolétariat turinois fut isolé du reste de l'Italie; les organes centraux ne firent rien pour l'aider, ils ne publièrent pas le moindre tract pour expliquer au peuple italien l'importance de la lutte des travailleurs turinois; l'Avanti ! se refusa à publier la déclaration de la section turinoise du parti. Les camarades turinois furent abreuvés de toute part des épithètes d'anarchistes et d'aventuriers. A cette époque devait se tenir à Turin le Conseil national du parti; mais ce congrès eut lieu à Milan, sous prétexte qu'une ville « en proie à la grève générale » semblait mal venue pour servir de théâtre à des discussions entre socialistes.

En cette occasion se manifesta toute l'impuissance des hommes appelés à diriger le parti; tandis qu'à Turin la masse ouvrière défendait courageusement les Conseils d'usines, première organisation basée sur la démocratie ouvrière, première organisation incarnant le pouvoir politique prolétarien, à Milan on bavardait autour de projets et de méthodes théoriques pour former des Conseils représentant la forme du pouvoir politique qu'il appartiendrait au prolétariat de conquérir : on discutait sur la façon d'organiser des conquêtes qui n'étaient pas encore faites, et on abandonnait le prolétariat turinois à son destin, on laissait à la bourgeoisie la possibilité de détruire le, pouvoir ouvrier déjà conquis!

Les masses prolétariennes italiennes manifestèrent de

La Russie, puissance mondiale 365

diverses façons leur solidarité avec les camarades turinois : les cheminots de Pise, de Livourne et de Florence se refusèrent à transporter les troupes dirigées sur Turin, les travailleurs du port et les marins de Livourne et de Gênes sabotèrent le mouvement dans les ports; dans plusieurs villes, le prolétariat se mit en grève en dépit des ordres des syndicats.

La grève générale de Turin et du Piémont s'est heurtée au sabotage et à la résistance des organisations syndicales et du parti lui-même. Elle a eu toutefois une grande importance éducative : elle a démontré, en effet, que l'union effective des ouvriers et des paysans est possible, et elle a confirmé l'urgente nécessité de lutter contre tout le mécanisme bureaucratique des organisations syndicales, qui constituent le plus solide soutien des manœuvres opportunistes des parlementaires et des réformistes visant à l'étouffement de tout mouvement révolutionnaire des masses laborieuses.

Publié pour la première fois en russe, en allemand et en français dans L'Internationale communiste, 11, 14, novembre 1920; publié 4 nouveau en italien, sans signature, dans L'Ordine Nuovo quotidien le 14 mars 1921.

## LA RUSSIE, PUISSANCE MONDIALE

L'État ouvrier, selon la vigoureuse définition de Lénine, c'est un État bourgeois sans la bourgeoisie (1). L'État ouvrier doit résoudre à l'intérieur comme à l'extérieur, les mêmes problèmes qu'un État bourgeois et il ne peut les résoudre avec des systèmes et des moyens techniques substantiellement très différents de ceux qu'emploie un État bourgeois. L'État ouvrier russe a résolu à l'intérieur les problèmes fondamentaux de son existence et de son développement, qu'il les ait résolus, c'est ce qui ressort de façon évidente de l'efficacité et de la combativité de son armée. L'armée est l'expression « physiologiquement » la plus typique de la véritable force d'un organisme social : on ne peut concevoir d'État sans armée, on ne peut concevoir d'armée disciplinée, valeureuse, capable d'initiative militaire, si

ce n'est en tant que fonction d'un État solidement établi, soutenu par la volonté permanente et par le permanent esprit de discipline et de sacrifice de la population. La classe ouvrière est en Russie une petite minorité de la population, mais elle était, et elle est encore, la seule classe sociale historiquement préparée à assumer et à garder le pouvoir; la seule classe capable, à travers son parti politique, le Parti communiste, de construire un État (1). La classe ouvrière russe était, et est, historiquement forte et mûre, non dans la mesure où ses éléments correspondent numériquement à la majorité de la population, mais dans la mesure où, à travers son parti politique, elle se révèle capable de construire un État; c'est-à-dire dans la mesure où la classe ouvrière réussit à convaincre la majorité de la population, faite des couches informes des classes moyennes, des classes intellectuelles et des classes paysannes, que ses intérêts immédiats et futurs coïncident avec les intérêts de la majorité politique. C'est sur cette conviction, devenue conscience sociale largement répandue, que se fonde précisément l'État, que se fonde le consensus national aux initiatives et aux actions du pouvoir ouvrier, que se fonde la discipline et l'esprit de hiérarchie. Une hiérarchie? Certes, une hiérarchie; le pouvoir ouvrier est l'établissement d'une nouvelle hiérarchie des classes sociales; les intellectuels, les paysans, l'ensemble des classes moyennes, reconnaissent dans la classe ouvrière la source du pouvoir de l'État; ils reconnaissent la classe ouvrière comme étant la classe dirigeante; consultés lors des élections aux organismes représentatifs, ils choisissent leurs députés dans le parti de la classe ouvrière, dans le Parti communiste. Ce sont ces classes qui fournissent la masse de l'infanterie et de la cavalerie à l'Armée rouge qui défend l'État contre les agressions extérieures, ce sont elles qui fournissent leurs masses de manœuvres à l'armée du travail qui combat contre le froid et la faim, ce sont elles qui fournissent les techniciens de l'industrie et de l'agriculture, elles qui fournissent les techniciens de l'art militaire; toutes ces classes contribuent à donner vie aux diverses branches de l'appareil d'État de la nation russe, qui est entre les mains de la classe ouvrière et non plus entre les mains des capitalistes. Voici le problème historique fondamental que la classe ouvrière russe a résolu, voici pourquoi la classe ouvrière russe a démontré qu'elle avait atteint la maturité historique, qu'elle était dépositaire des destins

*La Russie, puissance mondiale* 367

du peuple russe : la classe ouvrière russe a organisé la société russe dans toutes ses diverses couches, et l'a organisée en sorte que les efforts communs, les sacrifices communs, les volontés communes, n'aient qu'un seul objectif : la réalisation du programme ouvrier, devenu idée et mission de l'État.

Seul État ouvrier du monde, entourée par une meute féroce d'ennemis implacables, la Russie des Soviets avait à résoudre un second problème vital : établir sa position dans le système mondial des puissances. L'État ouvrier russe a résolu aujourd'hui ce problème, et il l'a résolu avec

les moyens et les méthodes par lesquels l'aurait résolu un État bourgeois : par la force militaire, en gagnant une guerre. Elle ne pouvait faire autrement, aucun autre État ouvrier n'aurait pu, ni ne pourra faire autrement. L'Armée rouge a défait la Pologne (1), les puissances capitalistes n'ont pu aider la Pologne, elles ont dû laisser s'accomplir la défaite polonaise, elles ont dû subir l'humiliation, elles ont dû convenir qu'elles étaient incapables de faire avancer leurs armées, elles ont dû convenir qu'elles n'avaient pas d'armée, qu'elles n'avaient pas l'appui des masses humaines qu'elles gouvernent, qu'elles n'étaient que des organisations bureaucratiques vides et sans âme, sans autorité, sans prestige. La Russie des Soviets est devenue ainsi une puissance mondiale, elle est devenue la plus grande des puissances mondiales, capable de contrebalancer par son poids et par sa stature historique tout le système capitaliste mondial. La Russie, grâce à sa victoire militaire, grâce à son armée, a pris la tête, à l'échelle mondiale, du système des forces réelles en lutte contre le capitalisme hégémonique : elle incarne la rébellion des classes ouvrières contre leurs exploités, et elle est explicitement soutenue par les classes ouvrières; elle incarne les souffrances et la faim des nations vaincues dans la guerre mondiale; elle incarne la vengeance des nations, militairement victorieuses, mais économiquement défaites (2); elle incarne l'insurrection des colonies, saignées par les métropoles; elle incarne tout l'informe conglomérat de rébellion contre l'exploitation hégémonique du capitalisme; elle reproduit à l'échelle mondiale cette hiérarchie de valeurs sociales qu'elle a réalisée à l'intérieur de son État, elle réalise à l'échelle mondiale un moment de la dictature prolétarienne sur toutes les classes moyennes de la société humaine, qui vise à *l'écrasement de la classe capitaliste*, antagoniste du prolétariat.

La guerre mondiale, gagnée par l'Entente, aurait dû, avec la Paix de Versailles et la Société des Nations, instaurer un régime de monopole sur l'ensemble du globe; au système d'équilibre et de concurrence entre différents États devait succéder une hégémonie incontestée. La Russie des Soviets, en conquérant sa place de grande puissance, a brisé le système hégémonique elle a remis en vigueur le principe de la lutte entre les États, elle a placé à l'échelle mondiale, sous une forme absolument imprévue par la pensée socialiste, la lutte de l'Internationale ouvrière contre le capitalisme.

Sans signature,

L'Ordine Nuovo, II, 12, 14 août 1920.

#### LE PROGRAMME

#### DE « L'ORDINE NUOVO » (1)

Lorsque, au mois d'avril de 1919 nous avons décidé à trois, quatre ou cinq camarades, de commencer la publication d'une revue intitulée L'Ordine Nuovo (et les procès-verbaux de nos réunions doivent encore exister, car ils furent rédigés et transcrits au propre, étant, mais oui messieurs, destinés à l'histoire!) personne d'entre nous (enfin, presque personne ... ) ne pensait changer la face du monde, ne pensait rénover les esprits et les cœurs des multitudes humaines, ne pensait ouvrir un nouveau cycle dans l'histoire. Personne d'entre nous (enfin, presque personne, car il en était qui rêvaient de 6 000 abonnés en quelques mois) ne nourrissait de douces illusions sur le succès de l'entreprise. Qui donc étions-nous? Que représentions-nous? Quelle nouvelle parole apportions-nous? Hélas 1 le seul sentiment qui nous ait unis dans nos réunions d'alors, venait d'une vague passion pour une vague culture prolétarienne; nous voulions agir, agir, et encore agir, nous nous sentions inquiets, sans directives, plongés dans la vie ardente des mois qui suivirent l'Armistice, en un moment où le cataclysme de la société italienne semblait imminent.

Le programme de « L'Ordine Nuovo » 369

Hélas! la seule voix nouvelle qui se soit fait entendre au cours de ces réunions a été étouffée. L'un d'entre nous, qui était un technicien, a dit : « Il faut étudier l'organisation de l'usine en tant qu'instrument de production, nous devons consacrer toute notre attention aux méthodes capitalistes de production et d'organisation, et nous devons travailler pour en faire l'objet de l'attention privilégiée de la classe ouvrière et du parti»; un autre, qui se préoccupait de l'organisation des hommes, de l'histoire des hommes, de la psychologie de la classe ouvrière a dit : « Il faut étudier ce qui se passe au sein des masses ouvrières. Existe-t-il en Italie, sous forme

d'une institution de la classe ouvrière, quelque chose qui puisse être comparé au Soviet, qui participe de sa nature? quelque chose qui nous autorise à affirmer : le Soviet est une forme universelle, ce n'est pas une institution russe, uniquement russe; le Soviet est la forme à travers laquelle, partout où se trouvent des prolétaires en lutte pour conquérir l'autonomie industrielle, la classe ouvrière manifeste sa volonté d'émancipation; le Soviet est la forme d'autogouvernement des masses ouvrières; ce qu'il faut donc se demander, c'est s'il existe ne serait-ce qu'un embryon, une velléité, une allusion, de gouvernement des Soviets en Italie, à Turin?» Le premier camarade, qui avait été troublé par une question posée à brûle-pourpoint par un camarade polonais : « Pourquoi ne s'est-il jamais tenu en Italie de Congrès des Comités d'entreprises? » a pu au cours de ces premières réunions, répondre sur ce point : « Oui, il existe en Italie, à Turin, un embryon de gouvernement ouvrier, un embryon de Soviet; il s'agit du Comité d'entreprise. Étudions cette institution ouvrière, faisons une enquête, étudions également l'usine capitaliste, mais non pas en tant qu'organisation de la production matérielle, car pour cela il nous faudrait une culture spécialisée que nous n'avons pas; étudions l'usine capitaliste en tant que forme nécessaire de la classe ouvrière, en tant qu'organisme politique, en tant que territoire national de l'autogouvernement ouvrier.» C'était là une façon de parler nouvelle, elle fut repoussée, précisément par le camarade Tasca.

Que demandait le camarade Tasca ? Il demandait que l'on n'entamât aucune propagande directe parmi les masses ouvrières, il voulait un accord entre les secrétaires fédéraux et les syndicats, il voulait que l'on convoquât un congrès des secrétaires fédéraux et qu'on établît un plan pour entreprendre une action officielle; le groupe

de *L'Ordine Nuovo* aurait été ainsi ravalé au rang d'une clique irresponsable de présomptueux et de mouches du coche. Quel lut eh fait le programme réel des premiers numéros de *L'Ordine Nuovo*? Son programme fut l'absence de tout programme concret, malgré une vague et vaine aspiration aux problèmes concrets. Quelle fut l'idée directrice des premiers numéros de *L'Ordine Nuovo*? Aucune idée directrice, aucune organisation sérieuse du matériel littéraire publié. Qu'est-ce que le camarade Tasca entendait par « culture » ? Nous voulons dire qu'entendait-il concrètement et non dans l'abstrait? Eh bien, par « culture » le camarade Tasca entendait « rappeler », il n'entendait pas « penser » ; et il entendait « rappeler » des choses usées, des choses délabrées, la pacotille de la pensée ouvrière ; il entendait faire connaître à la classe ouvrière italienne, « rappeler » au profit de la brave classe ouvrière italienne, (qui est si arriérée, qui est si rustre et si inculte) que Louis Blanc a émis des « pensées » sur l'organisation du travail, et que de telles pensées ont donné lieu à des expériences réelles, « rappeler » qu'Eugène Fournière a rédigé une méticuleuse petite dissertation scolaire pour administrer tout chaud (ou tout froid) un schéma d'État socialiste, « rappeler », dans l'esprit de Michelet (ou dans celui du brave Luigi Molinari (1)) la Commune de Paris, sans même subodorer que les communistes russes, sur les traces de Marx, rattachent le Soviet, le système des Soviets, à la Commune de Paris, sans même subodorer que les observations de Marx sur le caractère « industriel » de la Commune ont servi aux communistes russes à comprendre le Soviet, à élaborer l'idée du Soviet, à tracer la ligne de leur parti, devenu parti de gouvernement. Que fut donc *L'Ordine Nuovo* dans ses premiers numéros? Ce fut une anthologie, rien d'autre qu'une anthologie ; une revue telle qu'il aurait pû en paraître à Naples, à Caltanissetta, à Brindisi ; ce fut une revue de culture abstraite, d'information abstraite, qui avait un penchant pour les petites « nouvelles » horripilantes et les xylographies pleines de bonnes intentions ; voilà ce que fut *L'Ordine Nuovo* dans ses premiers numéros : une pure incohérence, le produit d'un intellectualisme médiocre, qui cherchait en trottinant un port idéologique où aborder et une voie d'action à suivre. Tel était vraiment *L'Ordine Nuovo* lorsqu'il fut lancé à la suite de nos réunions d'avril 1919, ces réunions dûment consignées dans des procès-verbaux, ces réunions au cours desquelles le camarade Tasca repoussa, comme

*Le programme de « L'Ordine Nuovo »* 371

non conforme aux saines traditions de la modérée, de la pacifiste petite famille socialiste italienne, la proposition de consacrer nos énergies à la « découverte » d'une tradition soviétiste dans la classe ouvrière italienne, de les consacrer à exploiter le filon du véritable esprit révolutionnaire italien ; et nous disons véritable, parce qu'il coïncidait avec une tendance universelle de l'Internationale ouvrière, parce qu'il était le produit d'une situation historique réelle, parce qu'il était le résultat d'une élaboration de la classe ouvrière elle-même.

Togliatti et moi avons ourdi un coup d'État rédactionnel (1); le problème des Comités d'entreprises fut explicitement posé dans le numéro 7 de la revue; quelques soirs avant d'écrire cet article, nous en avons exposé la ligne générale au camarade Terracini, et Terracini avait exprimé son plein accord sur la théorie aussi bien que sur la pratique; approuvé par Terracini, cet article fut publié avec la collaboration de Togliatti, et il se passa ce que nous avions prévu : nous fûmes, Togliatti, Terracini et moi-même, invités à participer à des discussions dans les cercles éducatifs, dans les assemblées d'usines, nous fûmes invités par des Comités d'entreprises à discuter dans des réunions restreintes de délégués et de trésoriers. Nous avons donc persévéré dans le même sens; le problème du développement du Comité d'entreprise est devenu le problème central, il est devenu *l'idée* de *L'Ordine Nuovo*, c'est lui qui était posé comme étant le problème fondamental de la révolution ouvrière, comme étant le problème de la « liberté » prolétarienne. *L'Ordine Nuovo* devint, pour nous et pour tous ceux qui nous suivaient, le « Journal des Conseils d'usines »; les ouvriers aimèrent *L'Ordine Nuovo* (ceci nous pouvons l'affirmer avec une satisfaction profonde). Pourquoi les ouvriers ont-ils aimé *L'Ordine Nuovo*? c'est parce que, dans les articles du journal, ils retrouvaient une partie d'eux-mêmes, la meilleure partie d'eux-mêmes; c'est parce qu'ils sentaient que les articles de *L'Ordine Nuovo* étaient nourris de ce qui était précisément leur propre recherche intérieure : « Comment pouvons-nous devenir libres?... Comment pouvons-nous devenir nous-mêmes?... » C'est parce que les articles de *L'Ordine Nuovo* n'étaient pas de froides constructions intellectuelles, mais qu'ils naissaient de nos discussions avec les meilleurs parmi les ouvriers, parce qu'ils élaboraient des sentiments, des volontés, des passions qui étaient authentiquement celles de la classe ouvrière turinoise et que nous avions nous



mêmes éprouvées et provoquées, c'est parce que les articles de *L'Ordine Nuovo* équivalaient presque à « prendre acte » d'événements réels considérés comme des moments d'une évolution de la classe ouvrière vers une libération profonde et vers une expression authentique. Voilà pourquoi les ouvriers aimèrent *L'Ordine Nuovo*, et voilà comment se « forma » l'idée de *L'Ordine Nuovo*. Le camarade Tasca ne collabora en rien à cette formation, à cette élaboration; *L'Ordine Nuovo* développa sa propre idée hors de sa volonté et de sa « contribution » à la révolution. C'est là que je vois l'explication de son attitude actuelle et du « ton » de sa polémique; il n'a pas travaillé laborieusement pour atteindre sa « conception », et je ne m'étonne pas qu'elle ait avorté à la naissance, car elle n'était pas aimée, et je ne m'étonne pas qu'il ait traité le sujet d'une façon si élémentaire, et qu'avec tant de légèreté et d'absence de discipline intérieure il se soit engagé dans l'action, en s'efforçant de lui redonner ce caractère officiel qu'il avait défendu et consigné au procès-verbal un an auparavant.

## II

Dans l'article précédent j'ai cherché à définir l'origine des positions de principe du camarade Tasca envers le programme de *L'Ordine Nuovo*, ce programme qui s'était organisé peu à peu, comme une conséquence de notre expérience effective des nécessités spirituelles et pratiques de la classe ouvrière, centrées autour du problème des Conseils d'usines. Puisque le camarade Tasca n'a pas participé à cette expérience, puisqu'il était même hostile à ce qu'elle se fasse, le problème des Conseils d'usines lui a échappé dans ses termes historiques réels et dans le développement organique qu'il avait commencé à prendre - en dépit de quelques hésitations et de quelques erreurs compréhensibles - à travers les exposés que nous avons faits, Togliatti, moi-même et quelques autres camarades qui avaient accepté de nous aider. Pour Tasca, le problème des Conseils d'usines s'est ramené à un problème au sens arithmétique du mot: le problème de savoir comment organiser immédiatement toute la classe des ouvriers et des paysans italiens. Dans un de ses articles polémiques, Tasca écrit qu'il place sur le même plan le Parti commu

### *Le programme de « L'Ordine Nuovo »* 373

niste, le syndicat et le Conseil d'usine; ailleurs, il prouve qu'il n'a pas compris le sens de l'attribut « volontaire » que *L'Ordine Nuovo* donne aux organisations du parti et du syndicat, pour les différencier du Conseil d'usine qui est considéré comme une forme d'association « historique », d'un type qui ne peut être comparé aujourd'hui qu'avec celui de l'État bourgeois. Selon la conception exposée par *L'Ordine Nuovo* - qui, parce qu'étant une théorie, s'organisait autour d'une idée, l'idée de liberté (et concrètement, sur le plan de la création historique actuelle, autour de l'hypothèse d'une action autonome révolutionnaire de la classe ouvrière) - le Conseil d'usine est une institution de caractère « publique », tandis que le parti et le syndicat sont des

associations de caractère « privé ». L'ouvrier est amené à faire partie du Conseil d'usine en tant que producteur, c'est-à-dire par une conséquence de son caractère universel, par une conséquence de sa position et de sa fonction dans la société, de la même façon que le citoyen est amené à faire partie de l'État démocratique parlementaire. L'ouvrier est amené à entrer « volontairement » au parti et dans le syndicat, en signant un engagement écrit, en signant un « contrat » qu'il peut déchirer à tout instant : le parti et le syndicat, par leur caractère « volontaire », par leur caractère « contractuel », ne peuvent en aucune façon être confondus avec le Conseil, institution représentative qui ne se développe pas arithmétiquement, mais morphologiquement et qui tend, dans ses formes supérieures, à traduire la configuration *prolétarienne* de l'appareil de production et d'échange créé par le *capitalisme* aux fins du profit. C'est pourquoi *L'Ordine Nuovo* ne désignait pas le développement des formes supérieures de l'organisation des Conseils en employant la terminologie politique propre aux sociétés divisées en classes, mais en empruntant des termes de référence à l'organisation industrielle. Le système des Conseils ne peut, selon la conception développée par *L'Ordine Nuovo*, s'exprimer par le mot « fédération » ou par un mot de sens voisin, et l'on ne peut s'en faire une idée qu'en étendant à tout un centre industriel l'ensemble des rapports industriels *qui*, dans une usine donnée lie une équipe de travail à une autre équipe, *un atelier à un autre atelier*. L'exemple de Turin, était pour nous l'exemple d'une réalisation et c'est pourquoi dans un de nos articles, nous avons vu en Turin le creuset historique de la révolution communiste italienne. Dans une usine, les ouvriers sont des producteurs dans la mesure où, étant organisés

d'une façon strictement déterminée par la technique industrielle qui (en un certain sens) est indépendante du mode d'appropriation des valeurs produites, ils collaborent à la préparation de l'objet fabriqué. Tous les ouvriers d'une usine d'automobiles, qu'ils soient métallurgistes, maçons, électriciens, menuisiers, etc. assument le caractère et la fonction de producteurs dans la mesure où ils sont également nécessaires et indispensables à la fabrication de l'automobile, dans la mesure où, organisés sur le plan de l'industrie, ils constituent un organisme historiquement nécessaire et absolument indivisible. Voici quelles ont été les étapes du développement urbain de Turin : le transfert de la capitale à Florence d'abord, puis à Rome, et le fait qu'initialement l'État italien ne s'est constitué que comme une dilatation de l'État piémontais, ont privé Turin de sa classe petite-bourgeoise qui a fourni son personnel au nouvel appareil d'État italien. Mais que la capitale ait été transférée, et que Turin se soit soudain appauvrie en un élément caractéristique des villes modernes, ne provoqua pas sa décadence; Turin reprit au contraire son développement, et ce développement se fit méthodiquement, au fur et à mesure que se développait son industrie mécanique, l'ensemble des usines Fiat. Turin avait fourni au nouvel État sa classe d'intellectuels petits-bourgeois, le développement de l'économie capitaliste, en ruinant la petite industrie et l'artisanat de la nation italienne, fit affluer à Turin une masse prolétarienne très dense, qui donna à la ville sa physionomie actuelle, peut-être une des plus originales de toute l'Europe. La ville prit, et conserva, une configuration naturellement centralisée et organisée autour d'une industrie qui « régit » tout le mouvement urbain et en règle les débouchés : Turin est la ville de *l'automobile*, de la même façon que la région de Vercelli est un ensemble économique caractérisé par le *riz*, le Caucase par le *pétrole*, les Galles du Sud par la *houille*, etc. De même que, à l'intérieur d'une usine, les ouvriers acquièrent des caractéristiques communes, en s'organisant en vue de la production d'un produit déterminé qui unit et coordonne les efforts des travailleurs du métal et du bois, des menuisiers, des électriciens, etc., à l'échelle de la ville, la classe prolétarienne prend forme à partir de l'industrie dominante, celle qui, du seul fait qu'elle existe, suffit à organiser et à gouverner tout l'ensemble urbain. C'est ainsi, qu'à l'échelle nationale, un peuple prend forme à partir de ce qu'il exporte, à partir de la contri

*Le programme de « L'Ordine Nuovo »* 375

but ion effective qu'il apporte à la vie économique du monde.

Le camarade Tasca, lecteur fort distrait de *L'Ordine Nuovo*, n'a rien saisi de ce déroulement théorique, qui n'était, du reste, que la transposition, pour la réalité italienne, des points de vue exposés par le camarade Lénine dans quelques articles publiés par le même *Ordine Nuovo* et des conceptions du théoricien américain de l'association syndicaliste révolutionnaire des I.W.W., le marxiste Daniel De Leon (1). Le camarade Tasca, en effet, interprète, un moment donné, dans un sens purement commercial et comptable la représentation des complexes économiques exprimée

par les mots « bois », « riz », « soufre », etc. Ailleurs, il se demande quel rapport peut bien exister entre les Conseils, ailleurs encore il trouve dans la conception proudhonienne de l'usine destructrice du gouvernement, l'origine de l'idée défendue par *L'Ordine Nuovo*, bien que, dans ce même numéro du 5 juin, où paraissait l'article intitulé « Le Conseil d'usine » et le commentaire du Congrès de la Bourse du travail, ait été également reproduit un extrait de l'article sur la Commune de Paris où Marx fait explicitement allusion au caractère *industriel* de la société communiste des producteurs. C'est dans cette œuvre de Marx que De Leon et Lénine (2) ont trouvé les motifs fondamentaux de leurs conceptions; tels étaient les points de départ de l'élaboration des articles de *L'Ordine Nuovo* que, répétons-le, et particulièrement en ce qui concerne le numéro qui fut à l'origine de la polémique, le camarade Tasca n'avait lus, comme il devait en donner la preuve, que superficiellement et sans aucune intelligence de leur substance idéologique et historique.

Je ne veux pas répéter, pour ceux qui ont suivi cette polémique, tous les arguments déjà développés pour soutenir l'idée que la liberté ouvrière se réalise initialement au sein du Conseil d'usine. J'ai seulement voulu faire allusion à quelques idées fondamentales pour montrer à quel point le processus profond de développement du programme de *L'Ordine Nuovo* a échappé au camarade Tasca. Dans un appendice qui fera suite à ces deux courts articles (3), j'analyserai quelques points de l'exposé fait par Tasca, dans la mesure où il me semble opportun de les élucider et de démontrer leur inconsistance. Il est cependant un point qu'il faut élucider tout de suite : lorsque Tasca, parlant du capital financier, écrit que le capital « prend son envol », se détache de la production, et se met à planer...

tout cet embrouillamini d'envol et de vol plané du... papier-monnaie n'a rien à voir avec l'évolution de la théorie des Conseils d'usines ! Nous avons noté que la *personne* du capitaliste s'est détachée du monde de la production, mais non pas le capital, fût-il financier; nous avons noté que l'usine n'est plus gouvernée par le patron en personne, mais par la banque, par l'intermédiaire d'une bureaucratie industrielle qui tend à se désintéresser de la production, de la même façon que le fonctionnaire se désintéresse de l'administration publique. Ce point de départ nous a servi pour une analyse historique des rapports ~ qui ont commencé à s'établir dans l'usine, et pour préciser ce qu'est l'avènement d'une des plus importantes conditions historiques de l'autonomie industrielle de la classe ouvrière dont l'organisation, sur le plan de l'usine, tend à s'approprier le pouvoir d'initiative sur la production.

Cette histoire d' « envol » et de « vol plané » est une fantaisie quelque peu malheureuse du camarade Tasca, qui, alors même qu'il se réfère à son propre compte rendu du livre d'Arturo Labriola, sur le capitalisme (compte rendu paru dans le *Corriere universitario* (1)), pour faire la preuve qu'il s'était « occupé » du capital financier (et notons en passant que Labriola soutient précisément une thèse opposée à celle de Hilferding, thèse qui devint par la suite celle des bolcheviks), apporte effectivement la preuve qu'il n'a absolument rien compris, et qu'il n'a construit qu'un château de sable, sur de vagues réminiscences et à coups de mots creux.

Cette polémique a servi à démontrer le bien-fondé des observations que j'avais faites sur le rapport de Tasca : sur le problème des Conseils, la science de Tasca n'était qu'une teinture superficielle, et il n'était animé que par l'envie incoercible de faire connaître ce qu'était « sa » théorie, d'entamer « sa » propre action, d'ouvrir une ère nouvelle dans le mouvement syndical.

Notre commentaire du Congrès de la Bourse du travail et de l'intervention du camarade Tasca (intervention qui tendait à provoquer le vote d'une motion à valeur exécutive) a été dicté par la volonté de respecter intégralement le programme de notre revue. Les Conseils d'usines ont en eux-mêmes leur propre loi, ils ne peuvent, ils ne doivent pas accepter la législation des organismes syndicaux qu'il leur incombe, précisément, de renouveler fondamentalement, dans l'immédiat. De la même façon, le mouvement des Conseils d'usines exige que les représentants des

*Chronique (21 août 1920)377*

ouvriers soient l'émanation directe des masses, et soient liés à la masse par un mandat impératif. L'intervention du camarade Tasca, parlant dans un Congrès ouvrier, en tant que rapporteur, sans avoir été mandaté par personne, et traitant d'un problème qui concernait toute la masse ouvrière et dont la solution impérative aurait dû engager la masse, était tellement en

contradiction avec la ligne idéologique de *L'Ordine Nuovo* que le commentaire, sous la forme violente qu'il a prise, était parfaitement justifié et devait absolument être fait.

Signé Antonio Gramsci, *L'Ordine Nuovo*, II, 12, 14 août 1920 et 11, 14, 28 août 1920.

#### CHRONIQUE (21 AOÛT 1920)

Dans sa lettre, que nous publions par ailleurs dans le présent numéro (1), le camarade D. R. fait allusion à la thèse qui exprime la solidarité du camarade Lénine avec le mouvement turinois et avec *L'Ordine Nuovo*. Voici ce que dit le camarade Lénine : « En ce qui concerne le Parti socialiste italien, le deuxième Congrès de la Ille Internationale considère comme justes, quant au fond, la critique de ce parti et les propositions pratiques qui sont développées à titre de propositions à soumettre au Conseil du Parti socialiste italien, au nom de la Section de Turin, dans la revue *L'Ordine Nuovo* du 8 mai 1920, et qui correspondent entièrement aux principes fondamentaux de la Ille Internationale. Pour ces raisons le He Congrès de la Ille Internationale invite le Parti socialiste italien à convoquer [au plus tôt] un congrès extraordinaire appelé à discuter tant ces propositions que toutes les décisions des deux Congrès de l'Internationale communiste, afin de corriger la ligne du parti et d'épurer ce dernier, notamment sa fraction parlementaire, des éléments non communistes (2).»

Le rapport que la section socialiste de Turin avait préparé pour le Conseil national d'avril, qui devait se tenir à Turin et fut au dernier moment déplacé à Milan (3), n'est

connu que des lecteurs de *L'Ordine Nuovo* et des quelques rares lecteurs de la brochure *Per un rinnovamento del Partito socialista italiano* : les organismes centraux et responsables du parti ne l'ont jamais pris en considération. Par contre, il a été lu à Moscou par les camarades du Comité exécutif de la IIIe Internationale; c'est lui qui a servi de base au jugement porté sur le Parti socialiste italien et qui a été choisi comme base utile pour une discussion lors d'un congrès extraordinaire. Ce rapport avait été rédigé pendant les premiers jours de la grève des métallurgistes turinois, alors que personne n'envisageait encore la grève générale, même à titre de simple éventualité, il reflétait l'état d'inquiétude et de désarroi qui, en cette période, tourmentait la commission exécutive de la section, qui avait tout tenté, mais en vain, pour attirer l'attention du Parti sur les événements en cours et qui espérait de la part du Conseil national davantage de compréhension et une intuition plus aiguë des impératifs du mouvement prolétarien italien; il est malheureusement aujourd'hui encore d'actualité. Les événements se sont déroulés alors selon la volonté des capitalistes, et la classe ouvrière turinoise a été battue; les efforts accomplis par la section turinoise pour obtenir que le Parti prenne la tête du mouvement ont été vains; la section a été accusée d'indiscipline, de légèreté... d'anarchisme. Toute discussion a été systématiquement évitée; discuter du rapport au Conseil - qui avait été écrit et avait été porté à la connaissance du Parti avant que la grève des métallurgistes ne soit devenue la grève générale piémontaise, c'est-à-dire en un moment où l'intervention énergique des organismes centraux était encore possible et aurait pu être décisive -aurait signifié revenir sur les jugements prononcés et sur les accusations portées, cela aurait équivalu à « perdre la face » devant les masses.

C'est du passé. Ce sont des événements qui semblent aujourd'hui fort lointains. Il paraîtrait même que certains, parmi les plus acharnés contre les « Turinois », auraient complètement changé d'avis! Et pourtant, à cause du souvenir que nous gardons des journées passionnées vécues en avril dernier, cela nous a fait plaisir, comme cela fera sans aucun doute plaisir à tous les camarades de la section et à la masse ouvrière, d'apprendre que le jugement du Comité exécutif de la IIIe Internationale est fort différent de celui, qui paraissait sans appel, des plus grands représentants italiens du Parti; d'apprendre que c'est, justement

*L'occupation* 379

l'avis des « quatre excités » turinois qui a eu l'approbation de la plus haute autorité du mouvement ouvrier international.

Sans signature,

*L'Ordine Nuovo*, II, 13, 21 août 1920.

## L'OCCUPATION (1)

A Milan, à Rome, à Naples, à Florence, à Turin, et dans beaucoup d'autres centres, les usines de l'industrie métallurgique ont été occupées par les ouvriers sans beaucoup de résistance de la part des propriétaires et de l'État bourgeois (2). La lutte syndicale pour le nouveau contrat collectif se développe normalement, mais la base a complètement changé : ce qui n'avait été jusqu'ici qu'un duel à coups de discours et d'articles de journaux entre les dirigeants de la Fédération ouvrière et les dirigeants de l'organisation patronale, devient aujourd'hui une action de la grande masse, dont les possibilités d'initiative s'élargissent notablement et qui doit s'autogouverner. Le fait matériel de l'occupation des usines, cet acte d'autorité de la classe ouvrière qui viole le principe sacré de la propriété privée et détruit les schémas traditionnels des hiérarchies sociales, est en lui-même l'origine et la cause de sentiments nouveaux, de nouvelles passions dans les consciences individuelles et dans la conscience collective de la masse. Jamais comme en ce moment les éléments ouvriers les plus avancés, n'ont eu besoin de plus de sang-froid. Il faut qu'ils fassent connaître à leurs camarades la notion exacte des événements sans craintes démagogiques, les convaincre tous de l'énorme responsabilité qui pèse sur chacun; il faut qu'ils rendent chaque ouvrier conscient qu'il est devenu un soldat, qu'il a une consigne, qu'il doit être solidement encadré, dans les rangs prolétariens, et que toute défection, toute faiblesse, tout geste impulsif doit être considéré comme une trahison ouverte, comme un acte contre-révolutionnaire.

La relative facilité avec laquelle s'est faite l'occupation des usines, doit faire beaucoup réfléchir les ouvriers (3) : ils ne doivent pas se faire d'illusions à ce sujet. Les commu



nistes ont toujours exalté la prise de possession des usines, de la part du personnel ouvrier, mais cette exaltation ne concernait pas tant le fait matériel que sa signification historique; si la classe ouvrière tend irrésistiblement à détruire le principe de la propriété capitaliste, cela signifie que les thèses de l'Internationale communiste sur les caractéristiques de l'actuelle période historique, ne sont pas de simples abstractions idéologiques, mais l'impression exacte de la réalité effective : voilà pourquoi les communistes ont exalté et exaltent ces actes. Ils démontrent l'enchaînement des événements, l'incapacité du régime capitaliste à satisfaire les exigences des grandes masses populaires, ils démontrent combien la classe ouvrière est devenue puissante et résolue, ils préfigurent le prochain renversement des valeurs sociales et historiques. Mais la pure et simple occupation des usines de la part de la classe ouvrière, si elle indique le degré de puissance du prolétariat, ne produit en soi, ni pour soi, aucune nouvelle position définitive. Le pouvoir reste entre les mains du capital; la force armée reste à l'État bourgeois; l'administration publique, la distribution des vivres, les organismes de crédit, l'appareil commercial intact restent sous le contrôle de la classe bourgeoise. Le prolétariat n'a aucun moyen coercitif pour briser le sabotage des techniciens et des employés, il ne peut pas s'approvisionner en matières premières, il ne peut pas vendre les objets produits. L'occupation des usines en soi et pour soi, sans que le prolétariat dispose de la force armée, sans qu'il ait les moyens de rationner les vivres selon ses intérêts de classe, sans que le prolétariat ait les moyens de sanctionner corporellement le sabotage des spécialistes et de la bureaucratie, l'occupation ne peut être considérée comme une expérience *de société* communiste.

Et voici pourquoi l'occupation des usines a été relativement facile :

1. Les ouvriers métallurgistes sont à l'avant-garde du prolétariat italien. Le mouvement métallurgiste est national. Si l'État bourgeois avait essayé d'opposer la force armée au développement normal de la méthode de lutte adoptée par la Fédération, il aurait eu contre lui tout le prolétariat industriel et agricole de la nation. L'État a jugé inopportun le coup de force : il a préféré que le principe de la propriété soit bafoué, il a laissé envahir son propre territoire par l'armée ennemie, en gardant la sienne intacte, en pleine possession *de* ses forces. Cette méthode des

L'occupation 381

hommes de gouvernement, si elle constitue, en elle-même et par elle-même, la preuve concrète de la faiblesse de l'État, n'est pourtant pas seulement de la faiblesse et de l'incapacité. Les bourgeois méprisent profondément la classe ouvrière, ils la jugent incapable de créer quoi que ce soit, ils la considèrent comme un ensemble de pauvres hères moralement et intellectuellement inférieurs, un ramassis de brutes qui se préoccupent seulement de se remplir le

ventre, de faire l'amour et de cuver leurs soûleries dans de profonds sommeils; les bourgeois n'admirent et ne craignent que la force physique des masses ouvrières, qui sont pour eux le cheval que Dieu le père a opportunément créé à l'usage du cavalier bourgeois. Les hommes du gouvernement ont jugé qu'il fallait laisser la bride sur le cou du cheval prolétaire pour qu'il puisse courir librement jusqu'au moment où il tomberait sur les genoux, efflanqué, affamé, complètement abruti, prêt, pour une poignée de foin, à suivre le cavalier qui lui montrera le chemin de l'écurie.

2. l'État bourgeois applique au prolétariat la méthode qu'il essaie d'employer avec l'État ouvrier russe. Il voudrait pouvoir convaincre la classe ouvrière que le communisme est une utopie, qu'il ne peut qu'aggraver la situation économique et politique du travailleur; on voudrait tenter une leçon fröbelienne, une soirée d'église protestante avec projection de films qui montrent le développement de la petite fable morale. Si les ouvriers étaient convaincus que l'occupation des usines représente une tentative de gestion communiste, la déception rapide serait d'un effet terrible : la cohésion révolutionnaire de la classe serait brisée, les communistes convaincus ne seraient plus qu'une minorité et la majorité, avilie et déprimée, telle une armée aux pieds nus et désarmée, qui se trouve soudain sous le feu de l'artillerie lourde, plierait l'échine sous le talon capitaliste.

Il faut donc dire la vérité à la masse ouvrière. Il ne faut pas que les ouvriers puissent croire un seul instant que la Révolution communiste est aussi facile à réaliser que l'occupation d'une usine non défendue. Ces événements, au contraire, doivent permettre aux communistes d'expliquer clairement aux masses ce que représente la révolution, dans toute sa complexité : ces événements démontrent de façon aveuglante l'utopie réformiste et anarcho-syndicaliste. De quoi sert le Parlement à la classe ouvrière? A quoi servirait l'occupation des fabriques au sens que lui donnent les anarchistes, s'il n'y a pas - ou si l'on n'orga

nise pas énergiquement - un centre politique-économique (l'État ouvrier) qui unit une fabrique à l'autre, qui transforme les banques au bénéfice de la gestion ouvrière, qui brise, soit par des sanctions physiques, soit par le rationnement, le sabotage des contre-révolutionnaires? Et comment les ouvriers pourraient-ils être en même temps à l'usine et dans la rue pour défendre leurs conquêtes, s'il n'y a pas une organisation de l'État pour discipliner une force armée fidèle et bien répartie, prête à toutes les circonstances et à toutes les éventualités?

L'occupation des usines de la part des masses ouvrières est un événement historique de première importance; c'est une étape nécessaire du développement révolutionnaire et de la guerre de classe; mais il faut en fixer avec exactitude la signification et la portée et en tirer tous les éléments utiles à l'élévation politique des masses et au renforcement de l'esprit révolutionnaire.

Sans signature, *Avanti !*, édition piémontaise, 2 septembre 1920; édition milanaise, 5 septembre 1920.

#### DIMANCHE ROUGE

Les journalistes de la classe bourgeoise se tordent de rage, contraints comme ils le sont, de constater l'activité de la classe ouvrière dans les usines occupées; activité qui se manifeste par des initiatives, prises par la classe ouvrière, tant dans le domaine de la production, que dans le domaine du règlement intérieur ou dans celui de la défense militaire.

Les hiérarchies sociales sont brisées, les valeurs historiques se sont déplacées, les classes « exécutantes », les classes « instruments » sont devenues des classes « dirigeantes », elles se sont mises à leur propre tête, elles ont trouvé dans leurs rangs les hommes représentatifs, les hommes à investir du pouvoir gouvernemental, les hommes capables d'assumer toutes les fonctions qui feront d'un agrégat élémentaire et mécanique une cohésion organique, une créature vivante. Tout ceci fait se tordre de rage les rédacteurs de la bourgeoisie, ceux qui croient que la classe

*Dimanche rouge* 383

bourgeoise a été investie par Dieu des pouvoirs de décision et d'initiative historique!

Ce que les ouvriers ont fait a une immense portée historique qui doit être comprise dans toute son ampleur par la classe ouvrière. Aujourd'hui, les ouvriers vont consacrer leur journée à un examen de conscience, à la discussion et à l'analyse des événements qui viennent de se dérouler;

une journée comme celle-ci doit compter pour les ouvriers autant que dix ans d'activité normale, de propagande normale, d'assimilation normale des notions et des concepts révolutionnaires.

Que s'est-il passé ces jours derniers? La fédération des métaux avait entamé une action syndicale afin d'obtenir des améliorations de salaire pour les ouvriers; les industriels ont refusé de reconnaître la moindre valeur positive et réaliste au mémorandum des ouvriers. Bien qu'ils ne soient pas communistes, bien qu'ils aient signé des tracts contre la méthode bolchevique d'émancipation populaire, les chefs de l'organisation ont été conduits, par l'examen de la situation effective, à porter la lutte sur un autre terrain, et là, bien que la violence n'ait pas été immédiatement nécessaire, il devint immédiatement nécessaire d'envisager et d'organiser la violence. Cependant la nouvelle méthode de lutte introduisit aussitôt un élément nouveau : lorsque les ouvriers luttèrent, pour améliorer leur situation économique en faisant grève, le devoir des ouvriers en lutte se limitait à avoir confiance en leurs chefs lointains, il se limitait à déployer des vertus de solidarité et de résistance, précisément fondées sur cette confiance générique. Mais à partir du moment où les ouvriers, au cours de leur lutte, occupent les usines et veulent continuer à produire, la position morale de la masse acquiert aussitôt une valeur et un aspect différents; les chefs syndicaux ne peuvent plus diriger, les chefs syndicaux disparaissent dans l'immensité de la scène, la masse doit résoudre par elle-même, avec ses propres moyens, avec ses propres hommes, les problèmes de l'usine.

L'usine, sous les capitalistes, était un petit État, dominé par un seigneur despotique : le seigneur avait le privilège de disposer d'un suffrage individuel absolu et il l'exerçait en choisissant les ouvriers, les employés, les chefs, les spécialistes, et en les répartissant dans les ateliers, dans les bureaux, dans les laboratoires; l'usine était ainsi un État organisé despotiquement, et les pleins pouvoirs étaient entre les mains du patron ou du délégué du patron;

la multiplicité d'États constituée par toutes les usines capitalistes se résumait en l'État bourgeois, qui obtenait la discipline et l'obéissance de la population non possédante en lui accordant une fiction de pouvoir et de souveraineté, en l'appelant tous les cinq ou sept ans à se désigner des représentants au Parlement et aux conseils municipaux. Aujourd'hui, avec l'occupation ouvrière, le pouvoir despotique à l'intérieur de l'usine est brisé, le droit de suffrage pour le choix des employés de l'industrie est passé à la classe ouvrière. Chaque usine est un État illégal, est une république prolétarienne qui vit, au jour le jour, en attendant le déroulement des événements. Mais si une grande incertitude plane encore sur l'avenir de ces républiques prolétariennes, étant donné que les forces adverses ne se révèlent pas et ne laissent pas comprendre leurs véritables intentions, la constatation que ces républiques « vivent » a un? portée et une valeur historique incommensurables. La vie a sa propre logique et une énergie intrinsèque qui transcendent l'arbitraire et les caprices des individus. Puisque ces républiques prolétariennes vivent, elles voient se dresser devant elles tous les problèmes propres à un pouvoir autonome et indépendant exerçant sa souveraineté sur un territoire défini. C'est là que sont mises à l'épreuve la capacité politique, la capacité d'initiative et de création révolutionnaire de la classe ouvrière. Le premier problème, le problème fondamental, qui se présente impérativement aux citoyens de l'État-usine est celui de la défense militaire. Il se pose au départ. L'État bourgeois construit son armée à partir de trois couches sociales : la bourgeoisie, la petite bourgeoisie, le peuple laborieux. Le peuple fournit la masse militaire, la grande bourgeoisie possédante et l'aristocratie fournissent le corps des officiers supérieurs, la petite bourgeoisie fournit les officiers subalternes. On constate que dans l'armée capitaliste, l'organisation s'effectue comme dans l'usine capitaliste où la classe possédante, ou la classe qui, par ses intérêts financiers peut être assimilée à la classe possédante, assume un commandement despotique; le prolétariat est la passive masse de manœuvre, la petite bourgeoisie remplit les fonctions de commandement subalterne. Dans la république-usine il n'y a plus qu'une seule classe : la classe prolétarienne, celle qui fournissait la masse de manœuvre passive à l'armée et à l'industrie; il lui faut se créer une armée, articulée, organisée, disciplinée, capable de résister aux forces adverses

. et de les vaincre. Les ouvriers sont amenés à

*Dimanche rouge* 385

considérer la défense comme un devoir universel, et c'est une conception juste; mais ils sont aussi amenés à conclure que ce devoir doit être immédiatement assumé par tous indistinctement, et c'est là une erreur. La défense militaire doit être organisée en un corps spécial, ayant ses commandements et ses charges; la conception de la hiérarchie perd toute virulence dans de telles formations, puisqu' « il n'existe qu'une seule classe ». Ces formations ne doivent pas être limitées, puisque la défensive peut être d'un moment à l'autre transformée en offensive ou en initiative

militaire. Ce problème de l'initiative militaire en entraîne un autre : cette multiplicité de républiques prolétariennes constituées par les usines occupées et dirigées par les ouvriers ne sera-t-elle pas portée, nécessairement, par la dialectique intime du développement historique, à se confédérer, à s'organiser sous une forme unitaire, à opposer au pouvoir bourgeois un pouvoir central qui lui soit propre? Le problème de la constitution du Soviet urbain se pose aujourd'hui concrètement à la classe ouvrière. S'il prend naissance, il doit disposer d'une force armée, qui peut et doit être fournie par des formations d'usine régulièrement constituées et commandées, afin qu'il soit possible, grâce aux fonctions de commandement de réunir et de constituer une milice urbaine; mais la création de noyaux militaires dans les usines pose à son tour le problème du Soviet, puisque la défensive n'a pas de limites et doit se dérouler selon sa propre logique.

Ces problèmes doivent être discutés aujourd'hui par les ouvriers dans les usines, au sein des assemblées générales qui sont les organismes du pouvoir et de la souveraineté des républiques prolétariennes d'usine. Le travail de propagande et de préparation pour la désignation des députés ouvriers doit être mené en sorte que, au moment voulu, quand le déroulement des événements aura créé un climat historique producteur d'événements nouveaux et originaux, puisse sortir de chaque usine ou de chaque groupe d'usines, l'armature du pouvoir du prolétariat en lutte pour son émancipation. Les mêmes considérations sont aussi valables pour cette création révolutionnaire que pour la création des forces armées. Dans l'État bourgeois, les fonctions de commandement suprême (le gouvernement) sont entre les mains des capitalistes ou de la haute classe sociale liée par ses intérêts financiers aux propriétaires; les postes subalternes, notamment la charge des députés de la nation, sont entre les mains de la petite bourgeoisie qui

se laisse dominer économiquement et moralement par les capitalistes, la masse du peuple laborieux est manœuvrée politiquement pour satisfaire les intérêts matériels des propriétaires et les ambitions idéologiques des petits bourgeois. Afin de maintenir intacte cette hiérarchie de classes, la Constitution proclame qu'il est illégal de donner aux députés un mandat impératif : la bourgeoisie compte sur la force du milieu et sur l'attrait des occasions offertes de satisfaire les ambitions personnelles pour corrompre les députés, même s'il s'agit d'ouvriers, à condition toutefois qu'ils ne soient pas liés par un mandat impératif. Lorsque se forme le pouvoir central prolétarien, toutes ces conditions sont changées : il n'existe qu'une seule classe, qui élit ses députés en les choisissant dans son sein, le collègue électoral étant représenté par l'usine, le mandat impératif devant être respecté. Cela veut dire que les hiérarchies sont brisées, et que la construction du pouvoir ouvrier se fait sur des bases purement industrielles et administratives : les anarchistes devraient être les plus favorables à cette façon d'organiser le pouvoir puisque leurs idéaux y sont concrètement réalisés (1).

Aujourd'hui, dimanche rouge des ouvriers métallurgistes, doit être construite, par les ouvriers eux-mêmes, la première cellule historique de la révolution prolétarienne, qui jaillit de la situation générale avec la force irrésistible des phénomènes naturels.

Sans signature,

*Avanti !*, édition piémontaise, 5 septembre 1920.

#### CINQ MOIS APRÈS (2)

*Avril 1920.* Harcelés par les industriels qui basent leur volonté offensive sur certitude d'une scission entre les masses turinoises et les directions des organisations syndicales, les ouvriers métallurgistes sont contraints de descendre dans l'arène. Les industriels voulaient humilier les ouvriers turinois, ils voulaient leur faire voir qu'ils avaient non seulement en main le pouvoir industriel, mais aussi la force politique pour les réduire à l'impuissance absolue, pour briser toute tentative prolétarienne tendant

*Cinq mois après* 387

à obtenir une certaine liberté d'organisation et d'initiative à l'intérieur de l'usine. Les ouvriers métallurgistes entamèrent la lutte et y jetèrent toutes leur forces. Il s'agissait d'obtenir le contrôle de la production, contrôle qu'aurait dû exercer localement le Comité exécutif du Conseil de fabrique et qui se serait centralisé dans les Comités urbains, régionaux, nationaux, pour le contrôle ouvrier; Comités qui se seraient eux-mêmes basés, aux divers échelons, sur les Conseils

d'usine et sur les syndicats professionnels. La lutte des ouvriers turinois, qui fut pourtant imposée par les industriels et non pas déclenchée par les ouvriers eux-mêmes, apparut alors comme quelque chose de monstrueux, hors de toute réalité, *digne d'être écrasé par les industriels* : un climat de défiance se développa contre la Turin prolétarienne; les dirigeants révolutionnaires du mouvement furent traités de fous, de fanatiques... d'anarchistes. On déclara que les industriels avaient raison de ne pas accepter le contrôle, puisque contrôle ouvrier aurait signifié... métayage. Les ouvriers furent vaincus, après un mois de lutte, exemplaire d'esprit de discipline et d'abnégation, exemplaire par les sacrifices accomplis. Ils rentrèrent à l'usine vaincus, mais indomptés, vaincus mais pas avilis, vaincus mais l'âme gonflée de passion révolutionnaire et de volonté de revanche. Ils rentrèrent à l'usine, les ouvriers turinois, poursuivis par les hurlements que les industriels avaient matérialisés par des affiches. Dans l'usine il n'existe qu'un seul pouvoir : « quand on travaille, on ne discute pas ! »

*Septembre 1920.* La lutte syndicale élaborée par les centrales syndicales, se développait dans l'esprit de la période révolutionnaire. A la grève du zèle succède l'occupation des usines métallurgiques de tout le pays; les Conseils d'usine qui avaient été présentés aux masses en ébullition, comme un hochet littéraire, comme un quelque chose de superflu, puisque le contrôle est *contrôle... sur les produits* ou n'est rien, les Conseils d'usine surgissent naturellement partout. Les ouvriers qui occupent les usines ne peuvent compter que sur eux-mêmes. Ils doivent donc développer leur esprit d'initiative : d'objet industriel et discipliné, ils deviennent *sujet* responsable. Ils doivent se créer une personnalité collective, une âme collective, une volonté collective. Et voilà que l'expérience turinoise d'autogouvernement, d'initiative autonome, que les ouvriers turinois avaient commencée depuis un an et pour



laquelle ils avaient dû mener une lutte gigantesque, voilà que cette expérience vient d'être réalisée à l'échelle nationale, par la catégorie ouvrière qui en Italie, comme dans tous les pays, est à l'avant-garde du prolétariat révolutionnaire et qui entraîne avec soi toutes les autres catégories industrielles. Aujourd'hui ce sont les industriels qui se trouvent au pied du mur; aujourd'hui les ouvriers armés veillent sur les usines occupées; aujourd'hui, puisque ce sont elles qui ont conduit la bataille jusqu'à l'occupation, les organisations syndicales doivent continuer la lutte et préparer toutes les forces qui seront nécessaires pour la victoire définitive. Aujourd'hui, le problème du contrôle ouvrier se pose à l'échelle nationale, et se pose pour toutes les industries; aujourd'hui, cinq mois après la défaite du prolétariat turinois, personne ne considère le contrôle comme une *folie* de fanatiques, pas même les industriels. *Les ouvriers turinois ont eu raison en avril 1920*: les ouvriers turinois étaient bien dans le sens de l'histoire, c'est-à-dire dans le sillon de la révolution mondiale. Aujourd'hui, on admet qu'il peut y avoir deux *autorités* dans les usines; aujourd'hui, on admet que les ouvriers élus directement peuvent discuter même pendant les heures de travail; ah! la grande efficacité pédagogique du fusil aux mains des ouvriers, de l'usine aux mains de la classe ouvrière.

Mais aujourd'hui, cinq mois après la grève générale pour le contrôle, celui-ci ne suffit plus au mouvement du prolétariat turinois. Ou, tout au moins, le contrôle ne suffit plus au sens que lui donnent les industriels ainsi que de nombreux dirigeants ouvriers. Aujourd'hui, beaucoup, et même trop, considèrent le contrôle comme une espèce de... métayage. Pour la classe ouvrière révolutionnaire, il signifie la voie ouverte à la complète autonomie industrielle; à l'expulsion définitive du champ de la production de la classe propriétaire en tant que telle. Le contrôle signifie la création d'organismes de l'économie populaire, qui soient l'émanation directe des usines, émanation des ouvriers d'usine et seulement des ouvriers d'usine.

Point de sinécure, point de bureaux pour les fonctionnaires de l'État ou pour les permanents syndicaux : les ouvriers turinois n'en veulent pas. Ce qu'ils veulent, ce sont des organismes vitaux, des organismes susceptibles d'être remaniés à chaque instant et qui constituent toujours l'expression sincère de l'esprit et de la volonté de la masse. Des organismes autonomes, indépendants de l'État bourgeois et du Parlement, qui deviennent la forme histo-

rique de la capacité économique (et, bien entendu, « économie», non au sens italien d'action syndicale, d'action coopérative, mais comme capacité de mettre en oeuvre et de diriger le processus de production des biens économiques) du prolétariat révolutionnaire. Et, à côté de ces organismes de contrôle ouvrier, il faut obtenir les garanties réelles de leur existence politique. Les ouvriers doivent pouvoir défendre en permanence leurs organisations.

Cinq mois d'histoire nationale et mondiale ne sont pas passés inutilement; le pas en avant fait par le prolétariat italien est gigantesque. Ce qui, au mois d'avril, paraissait être une « utopie » est devenu, aujourd'hui, du « domaine public ». La force du prolétariat italien est aujourd'hui centuplée. Et cette force doit donner tout son rendement.

L'issue de la lutte est encore imprévisible, car les inconnues sont très nombreuses. Mais, quel que soit le résultat, étant donné le déploiement des forces ouvrières, il ne peut pas ne pas donner satisfaction à ces revendications « minimales » du prolétariat révolutionnaire.

Sans signature, Avanti !, édition piémontaise, 14 septembre 1920.

## LE PARTI COMMUNISTE (1)

### I

Depuis Sorel, c'est devenu un lieu commun que de se référer aux communautés chrétiennes primitives pour juger le mouvement prolétarien moderne. Disons tout de suite que Sorel n'est en aucune façon responsable de la mesquinerie et de la grossièreté spirituelle de ses admirateurs italiens (2), tout comme Karl Marx n'est pas responsable des prétentions idéologiques des « marxistes ». Dans le domaine de la recherche historique, Sorel est un « inventeur », il ne saurait être imité, il ne met pas à la disposition de ceux qui se veulent ses disciples une méthode dont l'application mécanique, en tout lieu et par n'importe qui puisse aboutir à des découvertes intelligentes. Pour Sorel, comme pour la doctrine marxiste, le christianisme

représente une révolution dans la plénitude de son développement, c'est-à-dire une révolution qui est parvenue à ses conséquences extrêmes, à la création d'un système nouveau et original de rapports, moraux, juridiques, philosophiques, artistiques; prendre ces conclusions comme des schémas idéologiques valables pour *toutes* les révolutions, c'est trahir grossièrement et bêtement l'intuition historique de Sorel, qui peut seulement être à l'origine d'une série de recherches historiques sur les « germes » d'une civilisation prolétarienne; germes qui *doivent* exister, s'il est vrai (comme c'est le cas pour Sorel), que la révolution prolétarienne est immanente au sein de la société industrielle moderne, et s'il est vrai que c'est d'elle aussi que sortiront une règle de vie originale et un système de rapports absolument nouveaux qui seront caractéristiques de la classe révolutionnaire. Quelle valeur peut donc avoir la constatation que, à la différence des premiers chrétiens, les ouvriers ne sont pas chastes, qu'ils ne sont pas tempérants, que leur mode de vie n'est pas original ? Pour ne rien dire de la généralisation fantaisiste qui vous présente tout uniment les « ouvriers métallurgistes de Turin » comme un ramassis de brutes, qui mangent du poulet rôti tous les jours, s'enivrent dans les lupanars toutes les nuits, n'aiment pas leur famille, et trouvent en allant au cinéma et en singeant les habitudes bourgeoises la satisfaction de leurs idéaux de beauté et de vie morale, pour ne rien dire, donc de cette généralisation peu sérieuse et puérile, cette affirmation ne peut en aucune façon servir de base à un jugement historique : elle équivaudrait, dans le domaine de l'intelligence historique, à cette autre affirmation : puisque les chrétiens modernes mangent du poulet, fréquentent des femmes, s'enivrent, font de faux témoignages, commettent l'adultère, etc., c'est donc une légende qu'il y ait eu des ascètes, des martyrs et des saints. En somme, tout phénomène historique doit être étudié en fonction de ses caractères particuliers, dans le cadre de l'actualité concrète, en tant que développement de la *liberté* qui se manifeste en finalité, en institutions, en formes qui ne peuvent absolument pas être confondues et comparées (si ce n'est métaphoriquement), avec la finalité, les institutions, les formes, des phénomènes historiques passés. Toute révolution qui, comme la révolution chrétienne et la révolution communiste, se réalise et ne peut se réaliser que par un bouleversement des masses populaires les plus profondes et les plus larges, ne peut

*Le Parti communiste*      391

que briser et détruire tout le système d'organisation sociale préexistant; qui peut imaginer et prévoir les conséquences immédiates que provoquera dans le champ de la destruction et de la création historique, l'apparition de ces innombrables multitudes qui n'ont aujourd'hui ni volonté ni pouvoir? Parce qu'elles n'ont jamais « voulu et pu », elles prétendront voir se matérialiser dans tous les actes publics et privés la volonté et le pouvoir qu'elles auront conquis; elles trouveront tout ce qui existe mystérieusement hostile, et voudront le détruire radicalement; mais précisément à cause de cette immensité de la révolution, à cause de son caractère imprévisible, et de sa liberté sans limites, qui peut risquer ne serait-ce qu'une seule hypothèse définitive sur les

sentiments, sur les initiatives, sur les vertus qui prendront forme dans un pareil creuset incandescent? Quels changements pourra subir tout ce qui aujourd'hui existe, tout ce qu'aujourd'hui nous voyons, et qui échappe à notre volonté et à notre force de caractère? Chaque jour d'une vie si intense ne sera-t-il pas une révolution? Chaque changement dans les consciences individuelles, dans la mesure où il se produira simultanément dans l'ensemble de la masse populaire, n'aura-t-il pas des résultats que nous ne pouvons imaginer?

Rien ne peut être prévu, dans l'ordre de la vie morale et des sentiments, à partir des constatations actuelles. Aujourd'hui, il semble qu'un seul sentiment soit devenu assez constant pour caractériser la classe ouvrière : le sens de la solidarité. Mais l'intensité et la force de ce sentiment peuvent se ramener au soutien de la volonté de résistance et de sacrifice pour une période de temps que même la faible capacité populaire de prévision historique parvient à estimer, avec une certaine approximation. Elles ne sauraient être considérées, en effet, ni par suite admises, comme susceptibles de soutenir la volonté historique pendant toute la période de création révolutionnaire et de fondation de la société nouvelle : il sera alors impossible, en effet, de fixer une limite de temps à la résistance et au sacrifice, car l'ennemi à combattre et à vaincre ne sera plus hors du prolétariat, ne sera plus une puissance physique extérieure, limitée et identifiable mais il sera dans le prolétariat lui-même, dans son ignorance, dans sa paresse, dans sa massive impénétrabilité aux rapides intuitions; la dialectique de la lutte de classe se sera alors intériorisée et, dans chaque conscience, et dans chacun de ses actes, l'homme nouveau devra combattre le « bourgeois » aux

aguets. C'est pourquoi le syndicat ouvrier, cet organisme qui réalise et discipline la solidarité prolétarienne, ne peut servir de modèle et de base de prévision pour l'avenir de la civilisation; il ne contient pas d'éléments permettant le développement de la liberté; il est destiné à subir des changements radicaux qui seront la conséquence du développement général : il est déterminé et non déterminant.

Le mouvement prolétarien, dans sa phase actuelle, tend à réaliser une révolution dans l'organisation des choses matérielles et des forces physiques; ses traits caractéristiques ne peuvent se ramener à ces sentiments et à ces passions largement répandus dans la masse et qui soutiennent la volonté de la masse; les traits caractéristiques de la révolution prolétarienne ne peuvent être recherchés que dans le parti de la classe ouvrière, dans le Parti communiste, qui existe et se développe dans la mesure où il est l'organisation disciplinée de la volonté de fonder un État, de la volonté de doter d'une organisation prolétarienne le système des forces physiques existantes et de jeter les bases de la liberté populaire.

Le Parti communiste est, dans la période actuelle, la seule institution qui puisse être sérieusement confrontée avec les communautés religieuses du christianisme primitif; dans la mesure où le Parti existe déjà, sur une échelle internationale, on peut tenter une comparaison et établir des degrés de valeur entre les militants de la Cité de Dieu et les militants de la Cité des Hommes; le communiste n'est certes pas inférieur au chrétien des Catacombes. Au contraire! le but ineffable que le christianisme proposait à ses champions est, par son mystère prometteur, une pleine justification de l'héroïsme, de la soif du martyr, de la sainteté; il n'est pas nécessaire qu'entrent en jeu les grandes forces humaines du caractère et de la volonté pour susciter l'esprit de sacrifice de celui qui croit en la récompense céleste et en la béatitude éternelle. L'ouvrier communiste, qui, pendant des semaines, pendant des mois, pendant des années, de façon totalement désintéressée, après huit heures de travail en usine, travaille encore huit heures pour le parti, pour le syndicat, pour la coopérative, est, du point de vue de l'histoire de l'homme, supérieur à l'esclave ou à l'artisan qui bravait tous les périls pour se rendre au rendez-vous clandestin de la prière. De même Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht sont plus grands que les plus grands saints du Christ. C'est précisément parce que le but de leur milice est concret, humain,

*Le Parti communiste*      393

limité, que les combattants de la classe ouvrière sont plus grands que les combattants de Dieu : les forces morales sur lesquelles s'appuie leur volonté sont d'autant plus immenses que le but proposé à cette volonté est plus défini. Quelle force d'expansion pourront donc prendre les sentiments de l'ouvrier, qui, penché sur sa machine, répète pendant huit heures par jour, son geste

professionnel, aussi monotone que l'égrènement du cercle fermé d'un petit chapelet, lorsqu'il sera le « dominateur », lorsque c'est lui qui donnera la mesure des valeurs sociales ? Le fait même que l'ouvrier réussisse encore ' - penser, bien qu'étant réduit à travailler sans savoir le comment ni le pourquoi de son activité pratique, n'est-il pas un miracle ? Ce miracle de l'ouvrier qui, quotidiennement, conquiert sa propre autonomie spirituelle et sa propre liberté de construire dans l'ordre des idées, en luttant contre la fatigue, contre l'ennui, contre la monotonie du geste qui tend à mécaniser, et par conséquent à tuer la vie intérieure, ce miracle s'organise dans le Parti communiste, dans la volonté de lutte et de création révolutionnaire qui s'exprime à travers le Parti communiste.

L'ouvrier a dans l'usine des charges de pure exécution. Le processus général du travail et de la production lui échappe, il n'est pas un point en mouvement qui crée une ligne, il est une épingle, piquée en un point déterminé, et la ligne résulte de la succession des épingles qu'une volonté extérieure a disposées pour servir ses propres fins. L'ouvrier a tendance à transposer ce type de comportement dans tous les milieux où se déroule sa vie; il se contente facilement, partout, de son rôle d'exécutant matériel, de son rôle de « masse » guidée par une volonté étrangère à la sienne; il est paresseux intellectuellement, il ne sait, ni ne veut, prévoir au-delà de l'immédiat; c'est pourquoi il manque de tout critère dans le choix de ses chefs et se laisse facilement leurrer par les promesses; il se plaît à croire qu'il pourra obtenir sans grand effort de sa part, et sans avoir trop à penser. Le Parti communiste est l'instrument et la forme historique du processus de libération intérieure par lequel l'ouvrier ' *d'exécutant* devient *preneur d'initiative*, de *masse* devient *chef et guide*, de bras devient cerveau et volonté; dans la formation du Parti communiste il est possible de voir le germe de liberté qui connaîtra son développement et sa pleine expansion après que l'État ouvrier aura organisé les conditions matérielles nécessaires. L'esclave ou l'artisan du monde classique « se

connaissait lui-même», réalisait sa libération en entrant dans les rangs d'une communauté chrétienne où il sentait concrètement qu'il était l'égal, qu'il était le frère, parce qu'il était le fils du même père; il en va de même pour l'ouvrier, quand il entre dans les rangs du Parti communiste, où il collabore à « inventer » et à « découvrir » des modes de vie originaux, où il collabore « volontairement » à l'activité du monde, où il pense, où il prévoit, où il a une responsabilité, où il est non seulement organisé mais organisateur, où il sent qu'il fait partie d'une avant-garde qui court en avant, entraînant derrière elle toute la masse populaire.

Le Parti communiste, même du point de vue de la simple organisation, s'est révélé être la forme spécifique de la révolution prolétarienne. Aucune révolution du passé n'a connu les partis; ils sont nés après la révolution bourgeoise et se sont décomposés dans le terreau de la démocratie parlementaire. Sur ce plan aussi, s'est vérifiée l'idée marxiste que le capitalisme crée des forces qu'il ne parvient pas ensuite à dominer. Les partis démocratiques servaient à révéler les hommes politiques de valeur et à les faire triompher dans la concurrence politique; aujourd'hui les hommes de gouvernement sont imposés par les banques, par les grands journaux, par les groupes industriels, les partis se sont effrités en une multiplicité de cliques personnelles. Le Parti communiste, surgissant des cendres des partis socialistes, répudie ses origines démocratiques et parlementaires, et révèle ses caractères essentiels qui sont originaux dans l'histoire : la révolution russe est une révolution accomplie par des hommes organisés au sein du Parti communiste, des hommes qui, dans le parti, se sont modelé une personnalité nouvelle, ont acquis de nouveaux sentiments, ont créé une vie morale qui tend à devenir conscience universelle et but à assigner à tous les hommes.

## II

Les partis politiques sont le reflet des classes sociales et le moyen de les désigner. Ils apparaissent, se développent, se décomposent, se renouvellent, au fur et à mesure que les diverses couches des classes sociales en lutte subissent des modifications de réelle portée historique, voient chan

ger radicalement leurs conditions de vie et de développement, acquièrent une conscience accrue et plus claire de ce qu'elles sont et de leurs intérêts vitaux. Dans la période historique actuelle, et par suite de la guerre impérialiste, qui a profondément changé la structure de l'appareil national et international de production et d'échanges, la rapidité avec laquelle se déroulent tant le processus de dissociation des partis politiques traditionnels, nés sur le terrain de la démocratie parlementaire, que le processus d'apparition de nouvelles organisations politiques,

est devenue caractéristique. Ce processus général obéit à une logique interne et implacable, nourrie par la désagrégation des vieilles classes et des vieilles couches et par les vertigineux changements de condition que subissent des couches entières de la population sur tout le territoire de l'État et parfois sur tout le territoire du domaine capitaliste.

Même les classes sociales historiquement les plus paresseuses et les plus lentes à se différencier, comme la paysannerie, n'échappent pas à l'action énergique des réactifs qui dissolvent le corps social; il semble même que, plus ces classes ont été dans le passé paresseuses et lentes, plus elles veulent aujourd'hui parvenir rapidement aux conséquences dialectiquement extrêmes de la lutte des classes, à la guerre civile et à la mainmise sur les rapports économiques. Nous avons vu, en Italie, en l'espace de deux ans, sortir, pour ainsi dire du néant, un puissant parti de la classe paysanne : le Parti populaire, qui à sa naissance, prétendait représenter les intérêts économiques et les aspirations politiques de toutes les couches sociales de la campagne, du baron latifondiste au moyen propriétaire terrien, du petit propriétaire au fermier, du métayer au paysan pauvre. Nous avons vu le Parti populaire gagner près de cent sièges au Parlement (1) avec des listes d'union, où prédominaient de façon absolue les représentants du baron latifondiste, du grand propriétaire de forêts, du gros et moyen propriétaire de terres, qui ne sont pourtant qu'une étroite minorité de la population paysanne. Nous avons vu aussitôt débiter et s'envenimer rapidement dans le Parti populaire les luttes internes de tendances, qui étaient le reflet de la différenciation en train de se produire dans la masse électorale primitive; les grandes masses des petits propriétaires et des paysans pauvres ne voulurent plus être une masse de manœuvre passive au service de la réalisation des intérêts des moyens et



grands propriétaires; sous leur pression énergique le Parti populaire se divisa en une aile droite, en un centre et en une aile gauche; et nous avons vu par la suite l'extrême gauche populaire prendre, sous la pression des paysans pauvres, des positions révolutionnaires (1), entrer en concurrence avec le Parti socialiste, devenu lui aussi représentatif de très importantes masses paysannes. Nous assistons déjà à la décomposition du Parti populaire dont le groupe parlementaire et le Comité central ne sont plus représentatifs, ni de la conscience de soi acquise par les masses électorales et par les forces organisées au sein des syndicats blancs, ni des intérêts de ces mêmes masses et de ces mêmes forces. Ceux qui en sont représentatifs, ce sont, par contre, les extrémistes, qui ne veulent pas perdre le contrôle des masses, qui ne peuvent les leurrer en menant une action légale au Parlement et sont portés par conséquent à recourir à la lutte violente et à souhaiter de nouvelles institutions politiques gouvernementales. Le même processus d'organisation rapide et de très rapide dissociation a marqué l'autre courant politique qui a cherché à représenter les intérêts des paysans : l'Association des anciens combattants (2); c'est là le reflet de la formidable crise intérieure qui afflige les campagnes italiennes et se traduit par les gigantesques grèves de l'Italie septentrionale et centrale, par l'occupation et le partage des *latifondi* dans les Pouilles, par les assauts contre les châteaux féodaux et par l'apparition, dans les villes de Sicile, de centaines et de milliers de paysans en armes.

Ce profond bouleversement des classes paysannes secoue jusque dans leurs fondations les piliers de l'État parlementaire démocratique. Le capitalisme, en tant que force politique, est limité aux syndicats patronaux de propriétaires d'usines; il n'a plus de parti politique dont l'idéologie puisse également englober les couches petites-bourgeoises des villes et des campagnes, ce qui rendrait possible le maintien d'un État légal s'appuyant sur une large base. Le capitalisme en est réduit à n'avoir de représentation politique que dans les grands journaux (mille électeurs pour un tirage de 400 000 numéros) et au Sénat, institution, certes, à l'abri des actions et des réactions des grandes masses populaires mais qui ne jouit d'aucune autorité ni d'aucun prestige dans le pays; c'est pourquoi la force politique du capitalisme tend à s'identifier toujours davantage avec la haute hiérarchie militaire, avec la garde royale, avec les aventuriers de tout poil qui pullulent depuis

*Le Parti communiste* 397

l'armistice et qui, tous, aspirent, en se dressant contre tous les autres' à devenir le Kornilov et le Bonaparte italien; et c'est pourquoi la force politique du capitalisme ne peut aujourd'hui se réaliser qu'à travers un coup d'État militaire en tentant d'imposer une implacable dictature nationaliste qui, sous couleur de restaurer l'économie, pousserait les masses italiennes abruties à mettre à sac, par les armes, les pays voisins.

Puisque la bourgeoisie, en tant que classe dirigeante, est épuisée et usée, puisque le capitalisme est épuisé en tant que moyen de production et d'échange, et puisqu'il n'existe pas dans la classe paysanne de force politique homogène capable de créer un État, la classe ouvrière est inéluctablement appelée par l'histoire à assumer la responsabilité de classe dirigeante. Seul, le prolétariat est capable de créer un État fort et redouté, parce qu'il a un programme de reconstruction économique : le communisme, qui trouve les bases et les conditions nécessaires à son développement dans la phase de développement atteinte par le capitalisme lors de la guerre de 1914-1918. Seul le prolétariat peut, en créant un nouvel organisme de droit public : le système des Soviets, donner une forme dynamique à la fluide et incandescente masse sociale et restaurer un ordre dans le bouleversement général des forces productives. Il est naturel et historiquement justifié que, précisément dans une période comme celle-ci, se pose le problème de la formation du Parti communiste, expression de l'avant-garde Prolétarienne qui a une exacte conscience de sa mission historique, qui fondera une nouvelle législation, qui sera l'initiateur et le protagoniste de la nouvelle et originale période historique.

Même le traditionnel parti politique de la classe ouvrière italienne, le Parti socialiste, n'a pas échappé à ce processus de décomposition générale des formes d'association, qui est caractéristique de la période que nous traversons. Avoir cru qu'ils pourraient sauver l'ancienne cohésion du parti de sa décomposition interne telle a été l'erreur historique colossale des hommes qui, depuis le jour où la guerre mondiale a éclaté jusqu'à aujourd'hui, ont contrôlé les organismes de direction de notre association. En vérité, par ses traditions, par les origines historiques des différents courants qui l'ont constitué, par le pacte d'alliance, tacite ou explicite, passé avec la Confédération générale du travail (ce pacte qui dans les Congrès, dans les Conseils, dans toutes les réunions de décision-, a eu pour

résultat de donner un pouvoir et une influence injustifiés aux fonctionnaires syndicaux), par l'autonomie illimitée concédée au groupe parlementaire (qui donne aux députés, dans les Congrès, dans les Conseils et au moment des décisions de la plus haute importance, un pouvoir et une influence semblables à ceux des fonctionnaires syndicaux et tout autant injustifiés), le Parti socialiste italien ne diffère en rien du Labour Party anglais et il n'est révolutionnaire que par les assertions génériques de son programme. C'est un conglomérat de partis; il avance paresseusement et lentement et ne peut avancer autrement; il est continuellement exposé à devenir un facile terrain de conquête pour des aventuriers, des carriéristes, des ambitieux sans sérieux ni capacité politique; son hétérogénéité, les frictions innombrables qui se produisent dans ses rouages, usés et sabotés par le, agents du patronat, lui interdisent perpétuellement d'assumer le poids et la responsabilité des initiatives et des actions révolutionnaires que les événements pressants ne cessent de lui imposer. Voilà qui explique le paradoxe historique qui veut qu'en Italie, ce sont les masses qui poussent et « éduquent » le Parti de la classe ouvrière et non le Parti qui guide et éduque les masses.

Le Parti socialiste se prétend le champion des doctrines marxistes; le Parti devrait donc trouver dans ces doctrines une boussole pour s'orienter dans l'enchevêtrement des événements, il devrait posséder cette capacité de prévision historique qui caractérise les partisans intelligents de la dialectique marxiste, il devrait avoir un plan général d'action, basé sur cette prévision historique, et être en mesure de lancer à la classe ouvrière en lutte des mots d'ordre clairs et précis; et au contraire, le Parti socialiste, ce parti qui est le champion du marxisme en Italie, est, comme le Parti populaire, comme le parti des classes les plus arriérées de la population italienne, exposé à toutes les pressions des masses, et il n'entre en action et ne prend position que lorsque les masses sont déjà entrées en action et ont déjà pris position. En vérité, ce Parti socialiste qui se proclame le guide et l'éducateur des masses, n'est qu'un malheureux scribe qui enregistre les opérations accomplies spontanément par les masses; ce pauvre Parti socialiste qui se proclame le chef de la classe ouvrière n'est rien d'autre que les *impedimenta* de l'armée prolétarienne.

Si cette étrange attitude du Parti socialiste, si cette bizarre condition du parti politique de la classe ouvrière,

#### *Le Parti communiste*      399

n'ont pas jusqu'à présent provoqué de catastrophe, c'est qu'au sein de la classe ouvrière, dans les sections urbaines du parti, dans les syndicats, dans les usines, dans les villages, il existe des groupes énergiques de communistes conscients de leur mission historique, efficaces et avisés dans l'action, capables de guider et *d'éduquer* les masses locales du prolétariat; c'est qu'il existe, en puissance, au sein du Parti socialiste, un Parti communiste, auquel il ne manque que d'être

organisé explicitement, que d'être centralisé et d'avoir une discipline pour se développer rapidement, pour conquérir et rénover l'ensemble du parti de la classe ouvrière et donner une nouvelle impulsion à la Confédération générale du travail et au mouvement des coopératives.

Le problème immédiat de la période actuelle, qui succède à la lutte des ouvriers métallurgistes et précède le Congrès au cours duquel le parti doit prendre une position sérieuse et précise vis-à-vis de l'Internationale communiste, est précisément d'organiser et de réunir ces forces communistes déjà existantes et déjà actives. De jour en jour, le Parti socialiste se décompose et se délabre avec une rapidité foudroyante; en très peu de temps les tendances ont déjà pris un nouvel aspect; mis en face de leurs responsabilités dans l'action historique et des engagements qu'ils avaient pris au moment de leur adhésion à l'Internationale communiste, les hommes et les groupes ont été bouleversés, ont changé de position. L'équivoque centriste et opportuniste a gagné une partie de la direction du Parti (1), a jeté le trouble et la confusion dans les sections. C'est le devoir des communistes, dans cette faillite générale des consciences, des croyances et des volontés, dans ce déchaînement de bassesses, de lâchetés, de défaitisme, que de serrer les rangs, de se mettre d'accord, de se tenir prêts à accueillir les mots d'ordre qui seront lancés. Les communistes sincères et désintéressés doivent, sur la base des thèses approuvées par le deuxième Congrès de la IIIe Internationale, sur la base d'une loyale discipline envers l'autorité suprême du mouvement ouvrier mondial, accomplir le travail nécessaire pour que, dans le plus bref délai, soit constituée la fraction communiste du Parti socialiste italien, qui, pour le renom du prolétariat italien, devra, au Congrès de Florence (2), devenir, de nom et de fait, le Parti communiste italien, section de la IIIe Internationale communiste. Ils doivent agir pour que la fraction communiste se constitue avec un appareil directeur organique et for

tement centralisé, possédant ses propres articulations disciplinées, dans tous les milieux où travaille, se réunit et lutte la classe ouvrière, avec un ensemble de services et d'instruments qui permettent le contrôle, l'action, la propagande, et qui la mettent en mesure de fonctionner et de développer dès aujourd'hui comme un véritable et authentique parti.

Les communistes qui, lors du combat des métallurgistes, ont, par leur énergie et leur esprit d'initiative, sauvé la classe ouvrière du désastre, doivent aller jusqu'aux dernières conclusions de leur attitude et de leur action, ils doivent sauver (en la reconstruisant) la cohésion primordiale du parti de la classe ouvrière et doter le prolétariat italien d'un Parti communiste capable d'organiser l'État ouvrier et de préparer les conditions de l'avènement de la société communiste.

Sans signature,

*L'Ordine Nuovo*, 11, 15, 4 septembre 1920 et 11, 17, 9 octobre 1920.

#### CHRONIQUE

(9 OCTOBRE 1920)

Dans le *Soviet* du 3 octobre, le camarade Bordiga rend compte de la façon dont s'est déroulée au Congrès de Moscou, la discussion entre les délégués italiens et la commission concernée, sur la fameuse thèse 17 du rapport de Lénine sur *Les devoirs du II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste (1)*. Après avoir cité le texte de la thèse, publié par nous dans les « Chroniques » du numéro 13 (21 août), voici ce que dit le camarade Bordiga :

« Aucun des délégués italiens n'accepta cette formulation, Serrati et Graziadei firent observer qu'au Conseil national, la section de Turin avait pris position contre la direction du parti sur le problème de la grève piémontaise, et que valoriser cette section équivaldrait à *cautionner*, outre les accusations qu'elle avait portées, son attitude " contraire à la discipline ". Bombacci fit remarquer qu'il était également dangereux de valoriser les tendances syndicalisantes de *L'Ordine Nuovo* et son interprétation

*Chronique (9 octobre 1920)* 401

du mouvement des Conseils d'usines. Polano soutint que la commission exécutive de la section turinoise étant formée en grande partie d'abstentionnistes, on en arrivait à approuver l'action de notre fraction, qui avait été désavouée sur le problème parlementaire. Bordiga releva à son tour l'équivoque qu'il pouvait y avoir à sanctionner l'ensemble de la ligne de *L'Ordine*

*Nuovo*, qui, mis à part son opposition aux directives du Congrès sur le problème syndical et sur la constitution des Soviets, avait défendu l'unité du parti jusqu'à la veille du Conseil de Milan (1).

« Lénine et Boukharine déclarèrent formellement qu'ils n'avaient pas eu l'intention d'exprimer un jugement sur la ligne politique de *L'Ordine Nuovo*, à propos duquel ils n'étaient pas assez documentés, mais seulement de citer avec précision un document auquel se limitait leur approbation.

« Ainsi on se *contenta de* modifier la formulation en ce sens : " propositions émanant de la section de... etc., et parues dans le numéro..., etc. ". En outre, sur proposition de Bordiga on ajouta à la fin du second paragraphe "et du travail à mener dans les syndicats ".»

Il est intéressant pour les camarades et pour les lecteurs de connaître ces jugements portés sur la section de Turin et sur *L'Ordine Nuovo*. On a murmuré que durant la grève d'avril, la section de Turin aurait (hélas!) enfreint la discipline, mais on ne l'a jamais prouvé, et ce serait fort difficile à prouver. Les tendances syndicalisantes de *L'Ordine Nuovo* sont, elles aussi, un mythe; nous avons simplement le tort de croire que la Révolution communiste ne peut être réalisée que par les masses, et que ni un secrétaire de parti, ni un président de la République ne peuvent la réaliser, à coups de décrets. Il semble que telle ait été aussi l'opinion de Karl Marx et de Rosa Luxemburg et que telle soit aussi l'opinion de Lénine, qui sont tous, pour Treves et Turati, autant de syndicalistes anarchistes.

Il est vrai, par contre, que *L'Ordine Nuovo*, à l'époque où il était encore une « tribune », publia un éditorial (du camarade Tasca) favorable à l'unité (2). Les thèses que nous publions dans le présent numéro à propos des syndicats, des Conseils d'usines et de la formation des Soviets peuvent donner au lecteur l'occasion de juger si la ligne de *L'Ordine Nuovo* a été ou non contraire aux décisions du Congrès : les thèses de Radek (3) sont-elles véritablement neuves pour nos lecteurs? sont-elles véritablement contraires à tout ce qu'a soutenu, à ce propos, *L'Ordine Nuovo*? Récemment même, lors de la polémique avec Tasca, ne s'agissait-il pas d'empêcher que les Conseils soient subordonnés aux syndicats opportunistes? La vérité est que les socialistes italiens n'ont pas voulu prendre au sérieux le mouvement

des Conseils d'usines, et c'est pourquoi ils ont reçu une leçon du Comité exécutif de l'Internationale communiste.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo*, 11, 17, 9 octobre 1920.

## PRÉVISIONS

Puisqu'il n'existe pas dans notre pays de force largement organisée, pourvue d'une volonté claire et précise, capable de mettre en oeuvre et de poursuivre un plan d'action politique qui adhère au procès historique et qui soit en même temps une interprétation de l'histoire réelle et immédiate et non pas un plan préétabli à froid et de façon abstraite, puisque une telle force n'existe pas encore (ce ne peut être et ce ne sera selon nous que le Parti communiste italien), il ne reste à celui qui veut accomplir dans la situation présente une oeuvre utile d'éclaircissement et d'éducation politique, qu'à essayer de faire des prévisions en traitant les forces en jeu comme des forces élémentaires, comme si elles étaient poussées par des instincts obscurs et opaques, comme si leurs mouvements s'accomplissaient non pas en vue d'une finalité consciente, mais par un phénomène de tropisme déterminé par les passions et les besoins élémentaires : la faim, le froid, la peur aveugle et folle de l'Incompréhensible. C'est ce dernier motif surtout (la peur, la terreur folle de la créature nue comme un ver qui se sent submerger par une tempête dont elle ne connaît ni les lois ni la direction exacte, ni la durée approximative) qui paraît dominer aujourd'hui dans la société italienne et peut donner une explication assez satisfaisante des événements en cours.

Si une puissante force politique de classe n'émerge pas du chaos à brève échéance (et pour nous cette force ne peut être que le Parti communiste italien) et si elle ne réussit pas à convaincre la majorité de la population, qu'un ordre est immanent dans la confusion actuelle; que cette même confusion a sa raison d'être, puisqu'on ne peut imaginer l'écroulement d'une civilisation séculière et l'avènement d'une nouvelle civilisation, sans un renversement apocalyptique, sans une formidable rupture; si cette force ne réussit pas à faire que dans la conscience

### Prévisions 403

des multitudes et dans la réalité politique des institutions gouvernementales, la classe ouvrière apparaisse comme classe dominante et dirigeante, notre pays ne pourra pas surmonter la crise actuelle, et pendant au moins deux cents ans, ne sera plus ni une nation, ni un État, mais le centre d'un *maelström* qui entraînera dans ses tourbillons toute civilisation européenne.

Le sentiment de la peur folle est le propre de la petite bourgeoisie et des intellectuels, comme est caractéristique de ces couches de population le sentiment de la vanité et de l'ambition

nationaliste. La petite bourgeoisie et les intellectuels, par la position qu'ils occupent dans la société et par leur manière de vivre, sont portés naturellement à nier la lutte de classe et sont donc condamnés à ne rien comprendre au développement de l'histoire mondiale et de l'histoire nationale qui s'insère dans le système mondial et qui obéit aux pressions des événements internationaux. La petite bourgeoisie et les intellectuels, avec leur vanité aveugle et leur ambition nationaliste effrénée, ont dominé la guerre italienne, ils en ont diffusé l'idéologie abstraite et ampoulée et ils ont été emportés ou écrasés : la guerre italienne n'était en effet qu'un moment secondaire de la guerre mondiale, l'épisode marginal d'une lutte gigantesque pour le partage du monde entre des forces hégémoniques qui utilisaient l'Italie comme un simple pion dans leur jeu formidable. Vaincue et écrasée dans le domaine international, on avait cru que la petite bourgeoisie l'avait été aussi sur le plan national par l'irruption soudaine du prolétariat, du lendemain de l'armistice au 16 novembre (1).

La lutte de classe, réprimée pendant la guerre, dominait à nouveau irrésistiblement la vie nationale et paraissait vouloir balayer tous ceux qui la niaient : mais la lutte de classe\*, mais le prolétariat n'était pas parvenu pendant la guerre, réprimé et opprimé qu'il était, à acquérir la conscience de soi et de sa mission historique, il n'avait pas réussi à expulser de son sein ses scories petites-bourgeoises et intellectuelles. Car, tout comme le capitalisme, le prolétariat aussi a sa petite bourgeoisie, et l'idéologie des petits bourgeois qui adhèrent à la classe ouvrière n'est pas, dans sa forme, différente de celle des petits bourgeois qui adhèrent au capitalisme. On trouve le même élément de vanité sans borne (Le prolétariat est la plus grande force ! Le prolétariat est invincible! Rien ne pourra arrêter sa

\* Sic dans l'original (N.d.R.)



fatale marche en avant!) et le même élément d'ambition internationale, sans une exacte compréhension des forces historiques qui dominent la vie du monde, sans la capacité de repérer dans le système mondial sa propre place et sa propre fonction. Nous voyons aujourd'hui que le seul résultat de la lutte de classe prolétarienne, après l'armistice, a été de hisser au pinacle de la politique nationale une petite bourgeoisie vaniteuse et pétulante; nous voyons aujourd'hui que le « maximalisme » ne se différencie en rien, dans sa forme, de l'idéologie petite-bourgeoise de la guerre : on fait appel au nom de Lénine au lieu de faire appel à celui de Wilson, on se réclame de la Ille Internationale au lieu de la Ligue des Nations, mais le nom n'est qu'un nom et non pas le symbole d'un état de conscience actif; la Ille Internationale, tout comme la Ligue des Nations, n'est qu'un mythe grossier, et non une organisation des volontés réelles et des actions transformatrices de l'équilibre mondial.

Le prolétariat n'a su donner le jour qu'à une nouvelle petite bourgeoisie incapable et dépourvue de toute finalité historique réelle; la lutte de classe, qui devait tendre à ses conclusions dialectiques, à la création d'un État ouvrier, s'est éparpillée en une multiplicité de petites destructions et d'actions [*il manque un mot*] et la petite bourgeoisie, qui paraissait détruite, a repris son souffle, s'est regroupée et, après avoir vu que la lutte de classe n'avait pas pu se développer et conclure, elle la nie une nouvelle fois et une fois de plus se fait jour en elle la conviction qu'il ne s'agit que de délinquance, de barbarie, d'avidité sanglante. La réaction, comme psychologie diffuse, est un produit de cette incompréhension : les éléments de cette psychologie sont la folle peur et l'abjection la plus basse, corollaire inévitable de l'ambition et de la vanité qui caractérisaient les mêmes couches de la population avant la ruine économique et la faillite du programme nationaliste. Mais les forces élémentaires déchaînées par la faillite du maximalisme « petit-bourgeois », par le désespoir qui envahit les esprits, incapables de comprendre les lois qui gouvernent même cette crise et convaincus que le pays est en proie à des esprits démoniaques, incontrôlables et impondérables; mais ces forces élémentaires ne peuvent pas ne pas avoir un mouvement politique, ne peuvent pas ne pas conduire à une conclusion politique. Répandue dans les couches industrielles et petites-bourgeoises la conviction que la réaction est nécessaire, favorise les groupes et les programmes généraux qui

#### *La fraction communiste 405*

ont toujours soutenu la réaction : la haute hiérarchie militaire, le fascisme, le nationalisme. La question de l'Adriatique reprend son aspect de question nationale, la guerre à la Yougoslavie redevient une mission nationale. La réaction signifie encore une fois la guerre, et non la guerre circonscrite, mais une guerre de grand style, puisque les grands États capitalistes eux-mêmes se sont opposés aux aspirations des nationalistes italiens. N'entendez-vous pas l'écho tout proche du mot d'ordre : « La nation prolétaire doit lutter contre les nations capitalistes ! Qui a du fer a du

pain (1) !» N'avez-vous pas l'impression d'entendre encore une fois les aphorismes politiques sur la décadence française et sur la jeunesse expansionniste de l'Italie ?

L'Italie est vraiment en proie à des esprits démoniaques, incontrôlés et impondérables : l'unique principe d'ordre se trouve dans la classe ouvrière, dans la volonté prolétarienne d'inscrire concrètement et activement l'Italie dans le processus historique mondial : ce principe d'ordre ne peut s'exprimer politiquement que dans un Parti communiste rigidement organisé, et qui se propose un objectif clair et net. Le problème actuel, le problème historique fondamental de la vie italienne, est l'organisation du Parti communiste, afin d'apporter une conscience et un mouvement autonome et précis aux forces vives qui existent dans notre pays, et qui peuvent encore le sauver de la ruine.

Sans signature,

*Avanti !*, édition piémontaise, 19 octobre 1920.

#### LA FRACTION COMMUNISTE

La publication du manifeste-programme de la fraction de gauche du Parti socialiste (2) a aussitôt provoqué les « foudres » des journalistes bourgeois. Il est intéressant de relever l'attitude prise à ce propos par *La Stampa*.

L'éditorialiste de *La Stampa* s'était jusqu'à présent délibérément appliqué à conserver une position impartiale dans ses commentaires sur les problèmes intérieurs du Parti socialiste et sur les discussions entre révolutionnaires et réformistes. Le manifeste de la fraction communiste l'a radicalement bouleversé : il a commenté ce manifeste

dans un style de policier, avec l'adresse subtile (si ce n'est la fourberie sournoise) d'un agent provocateur qui veut désigner à la vindicte de la justice les adversaires politiques de la classe qui lui paie ses gages, mais veut en même temps « sauver la face »; ce type social, incarné par le rédacteur de La Stampa, et que nous avons historiquement rapproché du père jésuite Bresciani, continue à sévir psychologiquement et à avoir un comportement conforme à sa nature.

Le rédacteur de La Stampa avait toujours cherché à revêtir l'apparence du spécialiste objectif de l'histoire immédiatement contemporaine du peuple italien; il feignait d'accepter plusieurs notions marxistes : la notion de lutte de classe en tant que ressort du développement historique, l'idée que les partis politiques et les tendances politiques en général ne sont pas autre chose que la dénomination officielle des classes et des intérêts économiques des diverses couches de la population, la notion de l'inutilité de toute poursuite judiciaire contre les représentants officiels d'un conflit économique, tant que le conflit lui-même n'a pas été résolu par l'apparition d'une forme supérieure d'institution sociale. Face au « manifeste-programme » de la fraction communiste, le rédacteur de La Stampa se dépouille de toute objectivité : ce sicaire de la bourgeoisie se montre enfin sous son véritable aspect: celui du flic qui fait tinter les instruments de son métier. Que deviennent pour lui les communistes, maintenant qu'ils entendent s'organiser sur une vaste échelle et conquérir la direction du Parti socialiste et de la Confédération générale du travail? Les communistes deviennent de vulgaires criminels, ils ne représentent même plus une infinitésimale fraction de la classe ouvrière, il n'est même pas question de discuter de programme avec eux, la seule forme de discussion possible a pour porte-parole le flic dans l'exercice de ses fonctions et le tribunal, brandissant le code pénal. Relisez, ou lisez, L'Ebreo di Verona du Père Bresciani (1), vous pourrez y voir dans leur plein développement et dans leur suprême phase dialectique, la position intellectuelle et le personnage historique du rédacteur de La Stampa.

Bien entendu, les communistes ne se troublent pas devant cette attitude des sicaires idéologiques de la bourgeoisie : elle est au contraire un élément de leur critique du parti et un élément de leur raison d'être en tant que mouvement organisé. Les journaux comme La Stampa, les journaux qui touchent de très près aux centres vitaux

La fraction communiste 407

de la bourgeoisie, n'ont jamais pris au sérieux le révolutionnarisme du Parti socialiste; c'est pourquoi ils ont toujours espéré que les députés du parti collaboreraient à un gouvernement socio-libéral, c'est pourquoi ils n'ont jamais tenté d'amorcer contre le parti une campagne réactionnaire. Le Congrès de Bologne aurait dû détromper ces journaux, il aurait dû détromper ces centres politiques de la bourgeoisie; et, en effet, pendant quelque temps, la nouvelle ligne

donnée au parti par le Congrès de Bologne effraya l'opinion libérale et démocratique. Effroi de courte durée. Les politiciens de la classe bourgeoise ont eu le loisir de se persuader que rien n'était changé dans le mouvement ouvrier, parce que rien n'était changé dans l'organisation de la classe ouvrière. Ce qui avait changé certes, c'était la psychologie des masses; c'était le caractère de la classe ouvrière, qui avait acquis la conviction qu'elle ne pourrait surmonter la crise économique causée par la guerre qu'en prenant directement le pouvoir de l'État et en soumettant à son contrôle les forces productives désorganisées et dilapidées par la spéculation bourgeoise; mais l'appareil de gouvernement de ces masses révolutionnaires n'était en rien changé, mais cet appareil de parti était de toute évidence incapable de donner naissance à un pouvoir gouvernemental ayant caractère d'État.

Peu après Bologne, la petite bourgeoisie politicarde respira, se rassura. Impuissante à dominer les forces sociales déchaînées par la guerre et par l'économie de guerre, elle espéra pouvoir consolider son régime avec l'aide du Parti socialiste, elle espéra créer une nouvelle légalité, qui engloberait aussi bien les monopoles capitalistes que les syndicats ouvriers. Mais les événements réels de l'histoire sont plus forts que toute vaine espérance ou que tout vœu pieux. En Italie également la situation générale a mûri jusqu'à atteindre la phase où le dilemme « dictature ouvrière ou dictature réactionnaire » affirmé sur le plan théorique par la IIIe Internationale, s'est posé dans la réalité. Qu'on remarque l'attitude des rédacteurs de La Stampa et des autres journaux giolittiens vis-à-vis des épisodes et des événements qui apportent la preuve que le dilemme est en train de mûrir, de devenir historiquement agissant : ils négligent, ils passent sous silence tout ce qui touche à l'activité des fascistes, des militaires de carrière, des nationalistes; c'est-à-dire de ces forces organisées qui représentent sur le plan politique le système économique des grands monopoles ploutocratiques, tout comme les

révolutionnaires communistes représentent la poussée sociale des grands syndicats ouvriers. Le crime, pur et simple, est le caractère le plus manifeste, l'activité quotidienne des forces politiques qui représentent la ploutocratie : ces forces ont entamé le démantèlement des rapports légaux qui étayaient le développement de la société; ils ont poussé au crime, et n'ont pas été punis, ils ont assassiné et n'ont pas été punis, ils ont créé une situation de force et n'ont même pas été inquiétés, ils ont fondé leur propre gouvernement, leur propre armée, leur propre diplomatie contre le gouvernement légal, contre la milice légale, contre la diplomatie légale, et ils ont été respectés, et ils n'ont trouvé aucun obstacle et aucune limite à leur impudence et à leur audace.

Telle est la situation historique dans laquelle s'avance sur la scène politique italienne l'organisation des forces communistes italiennes. En tant que masse des ouvriers les plus conscients et les plus capables, cette organisation ne diffère pas du Parti socialiste, elle est la continuation du Congrès de Bologne, elle représente de façon immédiate et authentique les intérêts et les aspirations des grandes masses populaires italiennes. C'est précisément pour cette raison, précisément parce qu'ils sentent que la majorité du Parti socialiste et du peuple italien est du côté des communistes, précisément parce qu'ils comprennent que le Parti socialiste, dirigé par les communistes (c'est-à-dire devenu Parti communiste), réussira finalement à canaliser les passions révolutionnaires qui n'ont aujourd'hui ni forme ni ligne directrice, que les journalistes de la bourgeoisie s'emportent contre la nouvelle fraction, qu'ils s'emportent en essayant de démontrer que les communistes sont isolés et que la véritable démocratie ouvrière est représentée par les « concentrati » de Reggio Emilia (1). Les ouvriers savent quoi penser de ces naïfs tours de passe-passe polémiques, tout comme ils savent quoi penser des menaces et des diffamations. En Italie, comme en Russie, comme en Allemagne, la lutte des classes se dessine comme devant être une lutte dans laquelle la police bourgeoise et les sicaires idéologiques du capital se rangeront du côté des socio-démocrates, pour essayer de les maintenir à la tête des organisations syndicales et politiques de la classe ouvrière.

Sans signature,  
Avanti !, édition piémontaise, 24 octobre 1920.

*Chronique (11-18 décembre 1920)*      409

CHRONIQUE  
(11-18 DÉCEMBRE 1920)

Après avoir parlé dans la grande salle de la Maison du peuple à la masse turinoise (et rappelons que sa conférence rapporta 1200 liras à la souscription de *L'Ordine Nuovo*, Henri

Barbusse (1) a exposé, devant un auditoire plus restreint, le programme et les buts de l'association internationale Clarté.

Clarté est une association qui proclame la nécessité de la révolution, elle soutient que la révolution ne peut être que l'action spécifique de la classe ouvrière, elle soutient que la révolution ne doit pas être comprise au sens « moral » mais bien dans un sens politique précis, comme la fondation d'un État ouvrier, comme l'accession au pouvoir du prolétariat révolutionnaire; Clarté affirme que le réformisme n'est que leurre et illusion maléfique, et déclare explicitement reconnaître le communisme international comme son allié dans le domaine politique. C'est pourquoi Clarté est un mouvement à caractère prolétarien qui ne saurait être négligé de quiconque lutte dans le domaine de l'action prolétarienne, dans le domaine de l'Internationale communiste.

Clarté, mouvement fondé sur ces bases précises, représente à notre avis une tentative originale pour réaliser en Europe occidentale des principes et un programme identiques à ceux que réalise, en Russie, le mouvement de « Culture prolétarienne » (2). Dans ce domaine également, le mouvement ouvrier occidental était, et reste encore, fort en retard sur le mouvement ouvrier russe. Le camarade Lounatcharski, déjà bien avant 1917, a soutenu la nécessité de susciter, à côté des trois branches fondamentales de l'Internationale ouvrière (la branche politique, la branche syndicale et la branche coopérative), une quatrième branche, qui serait un mouvement de culture prolétarienne, organisé sur le plan national et sur le plan international. La lie Internationale n'a pas été capable de créer un tel mouvement; elle a seulement appauvri et affaibli la notion de culture prolétarienne par la prolifération stérile des Universités populaires, de réformiste mémoire. Le mou

vement de Culture prolétarienne, au sens révolutionnaire qui a été donné à ces mots par le camarade Lounatcharski en Russie, et par Henri Barbusse en Occident, tend à l'instauration d'une civilisation nouvelle, de nouvelles mœurs, de nouveaux modes de vie et de pensée, de nouveaux sentiments; il y tend en favorisant, dans la classe des travailleurs, qu'ils soient manuels ou intellectuels, l'esprit de recherche dans le domaine philosophique et artistique, dans le domaine de l'enquête historique et dans le domaine de la création de nouvelles oeuvres de beauté et de vérité.

Un mouvement de telle nature passe par une première phase dans laquelle il est un pur instrument de lutte, et par une seconde phase dans laquelle commence son travail positif de création. *Clarté* est la première phase du mouvement, il ne peut avoir aujourd'hui d'autre but que d'organiser et d'éduquer. C'est pourquoi, dans cette première phase qu'il est en train de traverser, le mouvement *Clarté* doit orienter tout particulièrement son effort vers ces couches de la petite bourgeoisie intellectuelle qui n'ont aucun intérêt économique qui puisse s'écarter de l'intérêt économique de la classe ouvrière ou s'opposer à lui, mais qui sont séparées de la classe ouvrière par un mur de préjugés, d'idées préconçues, d'habitudes périmées. Trouver un point de contact entre la classe ouvrière et les intellectuels, tel est le premier but de *Clarté*; créer en somme une organisation où prenne naissance une conscience lucide et où commence un travail en commun entre des catégories de producteurs qui ont des intérêts communs et dont le travail solidaire soutient la civilisation. Voilà pourquoi, selon nous, les communistes ne peuvent rester étrangers à ce mouvement, de même qu'ils ne peuvent rester étrangers au mouvement syndical ou au mouvement coopératif. Si *Clarté* reste dans les limites du programme fixé par Barbusse, *Clarté* nous concerne; il se peut que Barbusse compte spécialement sur notre contribution, sur notre énergie, sur notre efficience, pour assurer à son association son caractère révolutionnaire et pour empêcher qu'elle ne soit ravalée au niveau d'un cercle d'oisifs ou à celui d'une arrière-boutique d'officine de province.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo*, 11, 22, 118 décembre 1920.

*Chronique (24 décembre 1920)* 411

#### CHRONIQUE (24 DÉCEMBRE 1920)

Le nouveau quotidien qui va paraître à Turin à partir du premier janvier 1921, s'appellera *L'Ordine Nuovo* (1), le Comité exécutif de la section turinoise et l'Assemblée générale en ont ainsi décidé à l'unanimité (moins une voix). Les problèmes que pose une telle décision sont

nombreux et fort graves; ils ne peuvent être résolus de propos délibéré, peut-être même est-il encore difficile aujourd'hui, de les définir avec exactitude, et d'envisager quelle sera la meilleure façon de les résoudre.

Le quotidien recevra-t-il l'approbation et l'appui que la revue avait réussi à obtenir? Et nous entendons par là nous demander s'il recevra cette approbation et cet appui dans les proportions qu'exige un quotidien s'il veut mener une action utile et efficace. Nous avons réussi à créer une revue de culture socialiste, d'un type qui avait toujours fait défaut à l'Italie. Mais il faut bien dire que c'était là une chose moins difficile qu'il n'y pouvait paraître; maintenant qu'ils se posent à un quotidien, les problèmes qui se posaient à la revue deviennent cent et même mille fois plus difficiles, et en outre, ils changent, en grande partie, de nature. Sera-t-il possible de faire un quotidien qui puisse prétendre continuer l'œuvre de la revue dans un domaine plus étendu., et qui apporte dans les multiples activités qui sont celles d'un journal, cet esprit qui avait donné vie à notre revue? Ces préoccupations n'échappent certainement pas aux lecteurs de *L'Ordine Nuovo*, elles sont présentes à nos esprits à tous, et nous font sentir le poids de notre nouvelle responsabilité.

Le quotidien aura pour titre *L'Ordine Nuovo* et il continuera par sa ligne politique et par son esprit, l'œuvre de la revue. Ce quotidien sera donc communiste, conforme à la ligne tracée par le Congrès de l'Internationale et par la Conférence des Communistes italiens (2), il sera dans la tradition de la classe ouvrière turinoise et de la majorité de la section socialiste. Il traitera de tous les problèmes qui intéressent aujourd'hui la classe ouvrière, italienne et mondiale, depuis le plus immédiat, celui qui nous touche de plus près : la



constitution du Parti communiste italien, considéré jusque dans ses prolongements capillaires, en tant qu'organisation des groupes communistes d'usine et de syndicat jusqu'à tous les problèmes que pose la construction de l'actuelle période historique, qui est caractérisée par l'immense et puissant effort que fait le communisme international pour mettre à la tête des masses populaires en lutte, l'avant-garde révolutionnaire, la classe ouvrière. Mais il n'est pas nécessaire de dire aux lecteurs de cette revue ce que seront les points principaux du programme du quotidien. A ces lecteurs, aux camarades qui nous ont suivis et nous ont aidés jusqu'à présent, nous demandons simplement : voulez-vous continuer? Ce que nous avons affirmé à propos de la revue, nous l'affirmons également à propos du quotidien : sa vie et ses progrès seraient impossibles s'il n'était intimement lié aux masses ouvrières à qui il incombe d'élaborer et de réaliser concrètement les formes de l'État prolétarien. Les camarades qui ont aidé et soutenu l'hebdomadaire devront nous aider à soutenir le quotidien, ils devront expliquer et divulguer son programme, ils devront réussir à faire pénétrer dans les masses ouvrières la conviction qu'un journal communiste est le sang et la chair de la classe ouvrière, et qu'il ne peut vivre, qu'il ne peut lutter, qu'il ne peut se développer, sans le soutien de l'avant-garde révolutionnaire, sans le soutien de cette partie de la population ouvrière qui ne se décourage pas quels que soient les succès, ne se démoralise pas quelles que soient les trahisons, et ne perd confiance ni en soi, ni dans les destins de sa classe quand bien même tout semble être tombé au fond du chaos le plus sombre et le plus atroce.

Sans signature,

*L'Ordine Nuovo*, 11, 23, 24 décembre 1920.

NOTES

1. Le 26 juillet 1914, l'Avanti !, organe du Parti socialiste Italien, se prononça en faveur de la neutralité absolue des organisations ouvrières face au conflit qui allait éclater. « A bas la guerre ! », écrivait Mussolini, directeur du journal et considéré, depuis le congrès socialiste de Reggio Emilia (1912), comme le principal leader de la tendance révolutionnaire du P.S.I. Le jour est venu pour le Proletariat italien de tenir sa promesse au vieux mot d'ordre : Pas un homme ! Pas un sou ! A n'importe quel prix ! » Dès l'ouverture des hostilités, le 4 août 1914, les principales organisations révolutionnaires - P.S.I., C.G.L. (Confédération générale du travail), U.S.I. (Union syndicale italienne, anarchiste) - s'engagèrent à appeler les travailleurs à la grève générale si le gouvernement s'engageait dans le conflit. Le P.S.I. résuma son attitude de neutralité absolue dans le mot d'ordre lancé par Costantino Lazzari : « Ni adhérer, ni saboter. »

Cette position, qui paraissait favoriser l'attentisme du gouvernement italien, allait se heurter à l'hostilité ou à l'incompréhension des milieux démocratiques et même de certains groupes ouvriers, qu'animaient des motivations variées : l'irréductibilité (Trente et Trieste étant toujours autrichiennes), l'hostilité au nationalisme prussien, la sympathie pour les « démocraties », les souvenirs de la France de 1789 et de l'épopée garibaldienne de 1871, l'indignation face au « martyr » de la Belgique, voire, chez les premiers partisans du « socialisme national », l'espoir de transformer la guerre en « guerre révolutionnaire ». C'est ainsi que Mussolini, après avoir oscillé tout au long de l'été, publia, dans l'Avanti du 18 octobre 1914, un long article intitulé « Dalla neutralità assoluta alla neutralità attiva e operante » (De la neutralité absolue à la neutralité active et agissante), qui, tentant de les justifier, marquait son ralliement aux principaux thèmes de l'« interventionnisme de gauche » et amorçait le tournant que l'on sait.

Les motifs - intellectuels et matériels - de cette conversion sont trop connus pour qu'il faille y revenir. Il suffit de constater - et cette première prise de position publique de Gramsci en témoigne - que les propositions du directeur de l'Avanti ! ne restèrent pas sans écho. « Nous avons eu, écrivait en effet Mussolini, le très singulier honneur de vivre à l'heure la plus tragique du monde. Voulons-nous être, comme hommes ou comme socialistes, les spectateurs inertes de ce drame grandiose ? Ou ne voulons-nous pas en être - de quelque façon et en quelque sens - les protagonistes ? Socialistes d'Italie, attention : il est arrivé parfois que la lettre tuât l'esprit. »

Ne sauvons pas la lettre du parti si cela doit signifier tuer l'esprit du socialisme !» Et il ajoutait : « Les problèmes nationaux existent aussi pour les socialistes.»

Réunie à Bologne les 19 et 20 octobre pour débattre du « cas » de Mussolini, la direction du P.S.I. démit ce dernier de ses fonctions à la tête de l'Avanti ! (où il fut remplacé par Serrati), mais ne remit pas en question son appartenance au parti, ce qui permit au débat de se développer librement. Pendant toute la fin du mois d'octobre et, en fait, jusqu'au lancement du Popolo d'Italia, le 15 novembre 1914, qu'allait suivre quelques jours plus tard l'exclusion de Mussolini (24 novembre), les thèses de ce dernier continuèrent ainsi d'être discutées à l'intérieur du parti et, singulièrement, chez les jeunes socialistes, qui avaient longtemps suivi ou admiré son action et le considéraient souvent comme leur leader (sans le nommer, dans un article du 22 janvier 1916, Gramsci devait évoquer encore les longues conversations des jeunes socialistes turinois avec « celui qui était un de nos leaders »). Le 24 octobre, un de ces jeunes socialistes avec lequel Gramsci était lié depuis 1912, Angelo Tasca, publia, dans Il Grido del Popolo, de Turin, un article, « Il mito della guerra » (Le mythe de la guerre), qui reprenait contre Mussolini la thèse officielle de la « neutralité absolue », quitte à constater avec amertume que c'était là « la seule action possible » pour un prolétariat qui n'avait pas « la capacité de dominer les événements ». C'est à cette thèse qu'allait tenter de répondre « Neutralité active et agissante », premier article politique de Gramsci qui soit parvenu jusqu'à nous.

Page 64.

1. Dès l'ouverture du conflit, l'antimilitariste Gustave Hervé avait demandé au président de la République à être envoyé en première ligne et avait débaptisé son journal, La Guerre sociale, pour l'appeler La Victoire.

2. Au cours du premier mois de guerre, les partis socialistes des pays belligérants commencèrent à envoyer des « missionnaires » auprès des socialistes des pays neutres. C'est ainsi que les socialistes italiens reçurent la visite du social-démocrate autrichien Wilhelm Ellenbogen et des sociaux-démocrates allemands Johann Sassenbach et Albert Südekum. Ce dernier, le plus célèbre, rencontra un certain nombre de dirigeants socialistes : Lazzari, Della Seta, Zerbini, Mussolini (Serrati refusa de le recevoir), mais sans résultats. Il tenta également d'obtenir des nationalistes de L'Ida Nazionale une campagne pour que l'Italie honorât ses engagements envers la Triplice. On appela südekumizzati ceux qui, comme Mussolini, se convertirent à la « neutralité agissante ».

Page 66.

1. Il s'agit, bien entendu, de l'article d'Angelo Tasca, dont on a parlé ci-dessus.

Page 66.

1. Pendant tout l'été 1911, Mussolini, qui se trouvait alors à la tête de la Fédération de Forlì du P.S.I., mena campagne dans son journal, *La lotta di classe*, contre les projets de colonisation de la Libye. Dès l'ouverture des hostilités, le 26 septembre 1911, il organisa, en accord avec les anarchistes et les républicains (dont Pietro Nenni), une grève générale qui secoua toute la Romagne et fut suivie, le lendemain, par une grève générale, lancée par la C.G.L., qui paralysa l'Italie septentrionale et, surtout, centrale. Arrêté le 14 octobre, il sortit de prison le 12 mars 1912 et prit alors la tête des révolutionnaires. Son intervention au XIII<sup>e</sup> Congrès du P.S.I. (Reggio Emilia, 7-10 juillet 1912) lui permit d'obtenir l'exclusion des réformistes les plus marqués et d'arriver, le 1<sup>er</sup> décembre 1912, à la direction de *l'Avanti !*

Notes 417

Page 67.

1. C'est là, après plus d'un an de silence, le second article de Gramsci. Il marque manifestement la liquidation définitive de la crise « mussolinienne » de l'automne 1914. Crise assez grave pour que Gramsci ait envisagé, on l'a dit, de collaborer au *Popolo d'Italia*. Quant aux causes qui ont pu l'amener à reprendre, après son malheureux essai de l'année précédente, sa collaboration au *Grido del Popolo*, on ne peut que s'interroger. Pendant de longs mois, rompant tout contact avec sa famille et son entourage, Gramsci s'est consacré à ses études, il a passé avec succès, le 13 avril 1915, ses derniers examens, et c'est en simple spectateur qu'il a assisté à la grande manifestation turinoise du 1<sup>er</sup> mai 1915 et à l'insurrection ouvrière des 17-18 mai 1915. Lorsque commence, avec cet article, sa collaboration au *Grido del Popolo*, l'Italie, en guerre depuis le 24 mai 1915, compte déjà 66 000 morts, 190 000 blessés, 22 000 prisonniers et une poignée d'internationalistes viennent de tenir à Zimmerwald leur première conférence.

Page 68,

1. La Conférence socialiste internationale de Zimmerwald (5-8 septembre 1915) avait été organisée d'un commun accord par le P.S.I. et le Comité directeur du P.S. suisse. En Italie, le *Manifeste* et les *Résolutions* de la conférence furent publiés dans *l'Avanti !* du 14 septembre 1915, Serrati ayant soumis préalablement à la censure une édition postiche du journal.

2. Le Xe Congrès du Parti socialiste ouvrier espagnol (Madrid, 24 octobre 1915) était demeuré, dans sa grande majorité, attaché aux thèses « aliadophiles » de Pablo Iglesias, ouvertement favorable à une victoire de l'Entente, mais avait vu se renforcer une minorité

internationaliste, assez proche des thèses de Zimmerwald. C'était surtout Justicia social, hebdomadaire de la section de Reus du P.S.O.E., qui diffusait et défendait ces dernières.

3. Gramsci se réfère ici à la semana trágica de Barcelone de juillet 1909. A la suite d'une défaite de l'armée espagnole dans le Rif, le gouvernement d'Antonio Maura décida de rappeler des réservistes catalans. Le 25 juillet 1909, P.S.O.E., radicaux et anarchistes ripostèrent en appelant à une grève générale, qui, les jours suivants, se transforma en une insurrection extrêmement violente (destruction de couvents et d'églises, assassinats de prêtres, profanation de sépultures, pillage, etc.). L'émeute fut noyée dans le sang par le ministre de l'intérieur, Juan La Cierva. La dernière victime de la répression fut le pédagogue libertaire Francisco Ferrer, injustement accusé d'avoir organisé l'insurrection et exécuté à Montjuich le 13 octobre 1909.

Page 70.

1. Journaliste et essayiste, Marie Missiroli dirigea successivement Il Resto del Carlino de Bologne (1918-1921) et Il Secolo de Milan (1921-1923). Ses livres, La monarchia socialista (1914) comme Il Papa in guerra (1915), développent la thèse, déjà ébauchée par Alfredo Oriani, selon laquelle la faiblesse rédhitoire de l'Italie serait d'avoir ignoré la Réforme et, partant, d'avoir été incapable de dépasser « l'idée catholique », pour se doter d'un État moderne, « compris comme État éthique ».

Page 71.

1. Tout comme Missiroli, l'écrivain nationaliste Goffredo Bellonci avait subi l'influence d'Oriani.

Page 74.

1. Professeur d'économie politique, le « méridionaliste à Enrico Leone est surtout l'un des principaux théoriciens du syndicalisme révolutionnaire, dont il défend les positions dans *Il Divenire sociale*, revue qu'il fonde à Rome en 1905. Plus « économiste » qu'Arturo Labriola, Leone définit le syndicalisme révolutionnaire comme le « retour du socialisme à son concept économique fondamental ». Fréquemment cité par Mussolini, il finira par apparaître comme un « précurseur » du fascisme.

2. Le IV<sup>e</sup> Congrès de la « *Federazione Giovanile Socialista* », qui eut lieu à Bologne les 20-23 septembre 1912, avait vu Amadeo Bordiga et Angelo Tasca s'affronter sur le thème « Socialisme et culture ». Tandis que pour Tasca les problèmes du socialisme étaient inséparables de l'éducation - « Les jeunes socialistes doivent avant tout étudier, étudier, étudier P », déclarait-il entre autres - Bordiga insistait au contraire sur l'importance des déterminations de classe - « On ne devient pas socialiste par l'instruction, mais par les nécessités réelles de la classe à laquelle on appartient. » Sans jamais adhérer à cette position, Gramsci, qui reviendra fréquemment sur cette polémique, finira par se heurter - jusqu'à la rupture - au « culturisme P de Tasca : cf. en particulier « *Le programme de L'Ordine Nuovo* », pp. 368-377.

3. Philosophe, historien et juriste, et professeur de rhétorique à l'Université de Naples, Giambattista Vico (1668-1744) tente dans la *Scienza Nuova* (1725 et surtout 1744) de mettre en oeuvre une nouvelle « science » du décryptage de la réalité et du discours historiques. Il y propose entre autres deux grandes lois susceptibles de rendre compte de l'histoire : la loi des « trois états », selon laquelle toute société passe inéluctablement par trois étapes - l'âge des dieux, l'âge des héros et l'âge des hommes - auxquelles correspondent autant de moments de l'organisation politique, de la raison et du langage; et la loi des ricorsi ou retours, selon laquelle toute histoire se résout et s'achève par le retour à ses origines, corsi et ricorsi constituant en dernier terme la manifestation de la Providence. L'instance « dialectique » dont témoigne - à travers la loi des « trois âges n - la convertibilité réciproque des formes de l'esprit et des époques historiques, trouve sa confirmation dans une thèse que l'historicisme italien reprendra volontiers à son compte : celle de la conversion réciproque du faux et du vrai, qui veut que l'homme ne puisse connaître que ce qu'il a fait lui-même, à savoir : son histoire (« Ce sont les hommes qui ont fait eux-mêmes ce monde des nations », écrit Vico).

Page 77.

1. Comme on le verra ultérieurement, l'oeuvre critique de Francesco De Sanctis (1817-1883) constitue sans doute l'une des principales clés des Cahiers de prison. Dans ses *Saggi critici*

(1866) et, surtout, dans sa *Storia della letteratura italiana* (1870-1872), l'ancien ministre de Cavour s'efforce de définir une esthétique bâtie sur le double refus du formalisme vide et de l'esthétique hégélienne du contenu.

Page 78.

1. Pour les interventionnistes de gauche - Salvemini, par exemple - l'entrée en guerre de l'Italie s'inscrivait dans le prolongement des trois guerres d'indépendance qui avaient scandé la formation de l'unité italienne. Parachevant l'œuvre du Risorgimento par la libération des « terres irrédentes », cette « quatrième guerre » était d'abord destinée à marquer l'accession de l'Italie au rang de « nation-adulte » ou de « nation-sujet m.

2. Socialiste napolitain, Arturo Labriola (1873-1959) appartient, avec Enrico Leone et Ernesto Cesare Longobardi, à ce groupe de « méridionalistes » qui s'efforcent de diffuser en Italie les thèses du syndicalisme révolutionnaire français. Après sa rupture avec le Parti socialiste (1906), Labriola soutint la conquête de la Libye dans laquelle il voyait une solution à la « question méridionale ». Élu député socialiste indépendant en 1913, c'est pour des raisons du même ordre qu'il se prononça en faveur de l'intervention.

3. F. Coletti, *Le zone del progresso e le zone della stazionarietà*, 1911.

Page 80.

1. Libéral de droite, Antonio Salandra fut président du Conseil de mars 1914 à juin 1916. Pour l'activité de Labriola pendant cette période, cf. Dora Marucco, *Arturo Labriola e il sindacalismo rivoluzionario in Italia*, Turin, 1970, pp. 221-229.

Page 81.

1. Ces quatre textes représentent la contribution de Gramsci et du *Grido del Popolo* à une discussion sur le protectionnisme ouverte par Serrati dans *L'Avanti !* et à laquelle tous les socialistes avaient été conviés à participer. Cf. sur ce point les informations apportées par Sergio Caprioglio, in A. Gramsci, *Scritti 1915-1921*, Milan, 1968, p. 169.

2. Libéral, professeur d'économie politique, Luigi Einaudi (1874-1961), collabora successivement à *La Stampa* (jusqu'en 1900), au *Corriere della Sera* (1900-1925), et, surtout, à *La Riforma sociale* (1900), dont il devint le directeur en 1908. Il fut élu, on le sait, président de la République italienne en 1948. L'article d'Einaudi reproduit par Gramsci dans *Il Grido del Popolo* s'intitulait « I problemi economici della pace » et avait paru dans la livraison de juillet 1916 de *La Riforma sociale* (XXIII, 7, pp. 329-332). Il s'agissait essentiellement d'une introduction à trois

textes traduits de l'anglais, portant tous trois sur la politique économique et surtout douanière à appliquer, après la guerre, à l'égard de l'Allemagne : un Mémoire du Conseil démissionnaire de la Chambre de Commerce de Manchester, une conférence de J. M. Robertson, ancien secrétaire d'État au Commerce, sur « la politique douanière après la guerre » et une conférence de Sir Hugh Bell, intitulée : « S'emparer du commerce allemand ? » (loc. cit., pp. 332-368). Les trois textes dénonçaient également comme « artificiel » le recours aux barrières douanières et concluaient aux vertus de l'émulation et de la libre concurrence. Einaudi lui-même, dans sa présentation, se plaisait à opposer, avec un zeste de démagogie, le caractère concret de ces propositions - œuvres de « praticiens » - aux abstractions des « fabricants de théories protectionnistes ».

3. Le Sicilien Napoleone Colajanni (1847-1921) avait été garibaldien dans sa jeunesse. Il était resté républicain; un symbole, même. Tour à tour médecin, puis professeur de statistique, il proclama en 1884 son ralliement au socialisme et publia en cette occasion son essai le plus fameux (*Socialismo e sociologia criminale. Il Socialismo*, Catania, 1884). Député républicain de Caltanissetta depuis 1890, il se prononça en 1914 en faveur de l'intervention et abdiqua alors ses sympathies socialistes.

4. Einaudi n'avait pourtant jamais dissimulé « l'irritation et le dégoût » que suscitait en lui la lecture des penseurs socialistes, le seul Lassalle trouvant quelque grâce à ses yeux : cf. « Lettere di Luigi Einaudi a Benvenuto Griziotti (1909-1936) », par les soins de Luigi Firpo, in *Annali della Fondazione Luigi Einaudi, Vol. I. - 1967*, Turin, 1968, pp. 255-313 (en particulier pp. 286-7) ainsi que la note 1, p. 234.



Page 82.

1. Comme l'a montré Sergio Caprioglio, Gramsci résume et commente ici les trois documents traduits de l'anglais qu'Einaudi avait publiés dans *La Riforma sociale*.

Page 84.

1. Lorenzo Michelangelo Billia, *Pourquoi le libre-échange n'est pas populaire*, Dijon, 1912. Michelangelo Billia (1860-1924) était professeur de philosophie de l'université de Turin, et auteur, en particulier, d'une étude sur saint Augustin (*L'esilio di S. Agostino*, Turin, 1899). Catholique et violemment antipositiviste, il collabora à la *Rivista rosminiana*, à *Battaglie d'oggi* et occasionnellement à *La Voce*. Interventionniste, il publia au cours de la guerre des textes de propagande grossièrement antiallemands (*Le ceneri di Lovanio e la filosofia di Tamerlano*, Milan, 1916).

Page 85.

1. Président du Conseil presque sans interruption de 1902 à 1914, Giovanni Giolitti (1842-1928) pratiqua tout au long de son « règne » une poli. tique - de « despotisme éclairé » pour les uns, de « monarchie socialiste » pour les autres - tendant essentiellement à intégrer, au moyen de réformes, le mouvement ouvrier au cycle du capital. C'est ainsi que, revenant dans un discours du 8 avril 1911 sur les huit années qui venaient de s'écouler, Il proclama devant le Parlement : « [...] Le pays a avancé, le Parti socialiste a fortement modéré son programme. Marx a été remisé au grenier » La « semaine rouge » d'Ancône de juin 1914 montra qu'il n'en était rien.

2. Luigi Luzzati (1841-1931) fut plusieurs fois ministre et président du Conseil du 31 mars 1910 au 29 mars 1911. Après avoir proposé en 1882 un timide élargissement du droit de vote, il présenta en 1910 un projet de réforme électorale qui devait être repris par Giolitti. Plusieurs fois ministre et, surtout, président du Conseil (21 mars 1914-10 juin 1916) à la veille de la guerre et jouant, à ce titre, un rôle déterminant dans l'intervention italienne, Antonio Salandra (1858-1931) n'était pas tant un libéral, dans la tradition de la droite historique, qu'un conservateur pur et simple, ainsi qu'en témoigna, du reste, sa participation aux gouvernements réactionnaires de Crispi (15 décembre 1893-10 mars 1896) et de Pelloux (14 mai 1899-24 juin 1900). Lorsque commença la contre-révolution fasciste, il se plut à se proclamer « chemise noire honoraire ». Il fut nommé sénateur en 1928.

Page 80.

1. Il s'agit d'entreprises textiles de Turin et des environs. Le textile fut, selon P. Spriano, le seul secteur de l'industrie turinoise à connaître des agitations et des grèves au cours des deux premières années de la guerre. C'est à l'occasion de certaines de ces luttes - les grèves des tisserands de l'hiver 1916-1917 - que fut écrit le présent article.

*Page 87.*

1. Socialiste turinois, Francesco Barberis appartenait à la tendance intransigeante. Opposé à la guerre, il fut arrêté après l'insurrection de Turin d'août 1917. Il devait être élu député « maximaliste » en 1919. Pietro Vietti et Luigi Mainardi étaient également des militants ouvriers.

*Page 89.*

1. La catastrophe minière de Courrières (Pas-de-Calais), en 1906, lit 1200 victimes.

Notes 421

*Page 90.*

1. Avocat socialiste, Leandro Allasia appartenait aux « modérés » de la section turinoise. Élu conseiller municipal en 1914, il devait être parmi les défenseurs des insurgés d'août 1917. Carlo Castellano était également réformiste.

*Page 92.*

1. Philosophe et écrivain socialiste, et collaborateur de *L'Ordine Nuovo*, Zino Zini (1868-1937) apporta, selon la formule de Piero Gobetti, son « adhésion aristocratique et philosophique à la cause des humbles et des opprimés » (P. Gobetti, *La Rivoluzione liberale - Saggio sulla lotta politica in Italia*, Turin, 1964, p. 104). Zino Zini avait été élu conseiller municipal de Turin, sur la liste socialiste, le 14 juin 1914. Sur son activité pendant cette période, cf. Z. Zini, *La tragedia del proletariato in Italia - Diario 1914-1926*, Prefazione di G. Bergami, Milan, 1973, 273 p. De tendance conservatrice, l'ingénieur Sincero avait été élu sur la liste « constitutionnelle ».

*Page 94.*

1. Ministre de l'Éducation nationale du gouvernement piémontais, Gabio Casati (1798-1873) avait organisé le système d'enseignement (1859) qui était toujours en vigueur au moment où Gramsci écrivait ces lignes.

*Page 95.*

1. Quatre pages de format 35 X 50 marquées deçà delà du signe blanc de la censure; une prose dense, serrée, sans signature, où l'on sent pourtant ce qui est déjà un style : c'est ainsi que se présente *La Città futura*, « numéro unique publié par la Federazione Giovanile Socialista Piemontese », qui paraît à Turin le 11 février 1917. Dans sa conception comme dans son contenu, dans l'écriture même, ce petit journal est dû au seul effort de Gramsci. Mandaté par la Federazione Giovanile Socialista de Turin, il y a travaillé toute une partie de l'hiver. Comme lui-même le précise dans un article - anonyme - de *l'Avanti* du 12 février, il s'agit de démontrer qu'en dépit du conflit les jeunes socialistes n'ont rien perdu de leur « ardeur 3 de naguère. Mais le titre comme le contenu tendent bien évidemment à faire de ce petit journal beaucoup plus qu'un écrit occasionnel.

*La Città futura*: comme le laisse entendre une sorte de profession de foi publiée en dernière page, c'est là le titre que Gramsci et ses amis avaient envisagé de donner à la « nouvelle revue de vie socialiste » qu'ils pensaient publier à la veille de la guerre. Quant au sens de l'entreprise, une brève note de dernière page, trop souvent négligée, en livre une première lecture : *Un journal peut-il contenter tous ses lecteurs? Il serait vain de se proposer un tel objectif. Ce qui importe, c'est que tous trouvent dans le journal quelque chose qui les contente. Ce qui est résidu pour l'un sera substance pour l'autre et vice versa. Il importe seulement que le résidu ne soit pas résidu pour tous et que, même sans donner satisfaction, il oblige à penser et devienne, de ce fait, aussi agissant que les autres textes.*

Outre les écrits de Gramsci que nous publions Ici, *La Città futura* présente ainsi à ses lecteurs trois textes assez indicatifs des positions et des références culturelles du jeune socialiste. C'est tout d'abord, sous le titre « Cosa è la cultura » [Qu'est-ce que la culture ?], un long extrait du livre de Goetano Salvemini, *Cultura e laicità*, proposant une définition de la culture comme « la forme même que nous parvenons, par le travail de l'esprit, à donner à l'esprit même ». Mais ce sont surtout, sous le titre « Due inviti alla meditazione » [Deux Invitations à la méditation], un fragment d'un article de Croce, présenté par Gramsci comme « le plus grand penseur européen du moment », et un extrait de *l'Avviamento allo studio della filosofia*, d'Armendo

Carlini, philosophe proche à la fois de Croce et de Gentile. Revenant sur cette période dans ses Quaderni del carcere, Gramsci constatera plus tard : « J'étais tendanciellement plutôt crocien. »

Page 109.

1. Critica sociale, revue bimensuelle publiée le 5 et le 20 de chaque mois, fut fondée à Milan le 15 janvier 1891 par Filippo Turati et sa compagne, Anna Kuliscioff. Elle succédait à Cuore e critica (1887-1890), revue dirigée par Arcangelo Ghisleri qui marque la « transition du socialisme italien de la zone d'influence du socialisme français à celle de la social-démocratie allemande » (L. Cortesi, Turati giovane, Milan, 1962, p. 54). Fascinée par l'exemple allemand, Critica sociale tenta de jouer, dans le cadre du socialisme italien, un rôle équivalent à celui de la Neue Zeit de Kautsky. Claudio Treves en était le principal collaborateur.

Journaliste et député socialiste, directeur successivement du Grido del Popolo de Turin, du Tempo de Milan (1898) et de l'Avanti 1 (1910-1912), véritable aller ego de Turati à la tête de la Critica sociale, Claudio Treves (1868-1933) était, avec ce dernier, l'un des principaux représentants italiens de ce réformisme d'inspiration positiviste et spencerienne qui caractérise le « marxisme de la I<sup>e</sup> Internationale ».

Page 113.

1. Almanacco socialista italiano, 1917, Società editrice « Avanti ! »; p. 144. Membre de la fraction « intransigeante » ou « révolutionnaire » du P.S.I., Arturo Vella (1886-1943) appartenait à la direction du Parti socialiste. Il avait été, avant la guerre, l'un des principaux dirigeants de la Fédération des jeunesses socialistes et y avait mené bataille contre les « syndicalistes ». Resté dans le Parti socialiste au Congrès de Livourne (1921), il s'opposa par la suite à la fusion des « maximalistes » avec le Parti communiste.

Page 114.

1. Allusion au célèbre pamphlet que Salvermni avait consacré aux mœurs électorales d'Italie méridionale et de Sicile, Il ministro della mala vita (Florence, 1910).

Page 121.

1. a Deux choses remplissent le cœur d'une admiration et d'une vénération toujours nouvelles et toujours croissantes, à mesure que la réflexion s'y attache et s'y applique - le ciel étoilé au-

dessus de moi et la loi morale en moi» (E. Kant, Critique de la Raison pratique, traduction F. Picavet, Paris, 1949, p. 173).

2. On désignait communément par « maximalistes » les bolcheviks conséquence, sans doute, d'un contresens dans la traduction du terme « bolchevik », soit, littéralement, « majoritaire ». Un tel contresens, toutefois, rendait mieux compte que toute traduction fidèle de l'exigence de « programme maximum » que partageaient les partisans de la Révolution russe. C'était donc là une « bonne faute ».

Page 125.

1. Depuis le printemps, Turin manquait de pain. Les rations n'étaient que de 300 g par jour. Cet état de choses s'aggrava au mois d'août. Le 2 août, le pain subit une augmentation de 10 centimes par kg et commença à manquer. Les queues s'allongèrent devant les boulangeries, exigeant parfois quatre ou cinq heures d'attente. La situation ne cessa ainsi d'empirer jusqu'au 22 août, date à laquelle on ne trouva plus un seul morceau de pain

Noies 423

dans les boulangeries. La proclamation de la grève générale, le soir même, marqua le début d'une insurrection qui devait faire 50 morts et 200 blessés, et se solder par plus de 1 500 arrestations.

Page 128.

1. Après l'article du 28 juillet 1917 qui tendait à le ranger parmi les « modérés », cet éloge du socialiste-révolutionnaire Victor Tchernov paraît marquer un recul... Il faut, bien entendu, y voir d'abord un témoignage de la représentation - incomplète, partielle, souvent déformée ou ex auditu - que l'on pouvait avoir alors, à Turin comme ailleurs, de la Révolution russe. Ainsi, en août 1917, c'est encore au cri de « Vive Lénine ! » que le prolétariat turinois a accueilli Goldenberg et Smirnov, délégués du gouvernement de Kerenski. Et ce n'est qu'en 1919 que Gramsci aura accès à quelques brochures de Lénine. Que cette ignorance et cette confusion aient été parfois entretenues à dessein, c'est ce que lui-même soulignera dans un article de L'Ordine Nuovo du 2 octobre 1920: « ... Pendant des mois et des mois, après la première Révolution russe [Février], l'Avanti ! avait présenté Tchernov comme le représentant des véritables forces révolutionnaires russes, [...] pendant des mois et des mois l'Avanti ! avait présenté le processus révolutionnaire qui se déroulait en Russie du point de vue de l'intellectualisme populiste et utopiste. P Selon L. Cortesi, toutefois, Gramsci et Togliatti auraient grossi « exagérément » les sympathies passagères de Serrati et de l'Avanti ! à l'égard de Tchernov et du populisme (Le origini del P.C.I., éd. cit., p. 331, note). Au demeurant, une lecture plus généreuse de cet éloge de Tchernov autorise peut-être

aussi à reconnaître, dans la confusion de Gramsci, quelque chose comme une «bonne faute : c'est en effet un mot d'ordre emprunté aux socialistes-révolutionnaires - La terre aux paysans qui permettra aux bolcheviks de s'assurer l'appui des paysans pauvres.

Page 133.

1. Allusion, certes, au livre de Max Stirner, L'Unique et sa propriété; mais le problème abordé ici est déjà celui du centralisme démocratique et ces lignes - fond comme forme - annoncent déjà l'article que Gramsci consacra à Lénine en 1924 et probablement même, à plus long terme, la problématique « démocratique» des Cahiers de prison.

Page 135.

1. Publié le 24 décembre 1917 dans l'Avanti ! de Milan où il fut copieusement « caviardé 9 par la censure, cet article fut repris, sous la signature A. G., dans Il Grido del Popolo du 5 janvier 1918.

2. Cf. sur ce point notre Introduction, pp. 27 et suiv.

Page 131.

1. C'était là, en Russie, la position des « marxistes légaux». Mais il est probable que Gramsci pense surtout à l'équipe de la Critica sociale.

Page 139.

1. Publié sous le pseudonyme de - Very Well», l'article de Claudio Treves auquel se réfère ici Gramsci, commentait favorablement une lettre du menchevik Martov au Journal de Paris : Very Well, « Lenin, Martoff e... noi !», Critica sociale, XXVIII, 1, 5 janvier 1918, pp. 4-5. Pour Claudio Treves cf. note 1, p. 109.

2. Il s'agit, bien entendu, du livre de Marx et Engels, La Sainte Famille ou Critique de la critique critique (Contre Bruno Bauer et consorts); d'où le jeu de mots avec le titre de la revue de Turati, Critica sociale.

Page 140.

1. C. Treves, « Libero-scambismo democratico-imperialista »; F. Turati, « Giunta alla derrata. Il necrologio della democrazia », *Critica sociale*, XXIII, 17, 161-15 septembre 1913, pp. 257-260 et 260-263.

Avocat, écrivain, auteur en particulier de l'*Inno dei lavoratori* [Hymne des travailleurs], passé de la bohème romantique au démocratisme bourgeois et, de là, au socialisme, Filippo Turati (1857-1932) avait fondé en 1891 *Critica sociale*. La même année il adhéra au Partito Operaio, appelé à se transformer en Partito Socialiste (1892). Élu député en 1896, il fut emprisonné lors des troubles de 1898. Hostile à la guerre, il adopta jusqu'à Caporetto une position « centriste », Sa revue, *Critica sociale*, voulait être, on l'a dit, la *Neue Zeit* du socialisme italien.

2. Historien, journaliste, écrivain, Gaetano Salvemini (1873-1957) est sans aucun doute, parmi les « méridionalistes », celui dont l'influence se fait le plus sentir chez Gramsci. Adversaire obstiné de Giolitti, auquel il consacre deux pamphlets féroces : *Il ministro della malavita* [Le ministre de la pègre] et *Le memorie di un candidato* [Les mémoires d'un candidat], dénonçant les mœurs électorales de l'Italie du Sud, Salvemini finit par rompre avec le P.S. auquel il reprochait de se faire le complice conscient de cette politique. Sa thèse, développée dans ses articles de *La Voce* et, surtout, à travers *L'Unità*, journal qu'il fonda en 1911 avec Antonio De Viti De Marco, est qu'il faut réaliser l'unité du prolétariat industriel de l'Italie du Nord avec la paysannerie pauvre du Mezzogiorno.

3. C'est en 1910 que Rodolfo Mondolfo (né en 1877) fut nommé professeur d'histoire de la philosophie à l'université de Turin, où Gramsci suivit ses cours de 1911 à 1913. Disciple d'Antonio Labriola, Mondolfo publia en 1912 un livre, *Il materialismo storico di Federico Engels* [traduit en France en 1917 : *Le Matérialisme historique d'après F. Engels*], dans lequel il s'opposait « tant au déterminisme matérialiste et catastrophique, qu'au volontarisme de la spontanéité et du mythe révolutionnaire ». Il publia en 1919 un autre ouvrage, *Sulle orme di Marx* [Sur les traces de Marx], dans lequel, à partir des mêmes prémisses, il critiquait l'expérience bolchevique.

Page 141.

1. L'Assemblée constituante fut convoquée le 5 (18) janvier 1918. Les bolcheviks s'y retrouvaient en minorité : 160 sur 448 présents. Prenant prétexte de ce que les élections, menées sur la base des listes électorales établies avant l'insurrection d'octobre, ne traduisaient plus la situation réelle du pays, la majorité du Comité central du Parti bolchevique décida la suppression

pure et simple de ladite assemblée. Ce qui fut fait manu militari dans la nuit du 5 (18) au 6 (19) janvier. Que cette mesure ait fait plus que toucher des journalistes qui - comme l'écrit Gramsci - n'auraient « rien compris » aux événements de Russie, il est à peine besoin de le rappeler - des fameuses pages de Rosa Luxemburg (*La Révolution russe*, Paris, 1964, pli. 53-59) aux hésitations d'un Boukharine ou à l'hostilité de bolcheviks comme Kamenev ou Rykov (*Les bolcheviks et la Révolution d'Octobre*, Paris, 1964, pp. 1212 et suiv.), tout témoigne que cette décision de Lénine et de Trotski ne laissait de choquer les plus convaincus des révolutionnaires.

Page 142.

1. Cette note sans signature ni titre accompagnait un article signé B.F., et *L'organizzazione economica e il socialismo* », publié dans *Il Grido del Popolo* du 9 février 1918. Opposant l'« organisme social » et le « milieu », cet article dénonçait comme illusoire « la tentative de changer l'organisme social par la transformation du milieu » et déniait toute efficacité à l'action parlementaire.

Noies 426

Page 143.

1. Il n'est pas inutile de souligner que, dans cette critique de l'« économisme » propre au syndicalisme révolutionnaire, Gramsci retrouve ici certaines thèses du marxiste nord-américain Daniel De Leon, dont l'influence se fera particulièrement sentir dans *L'Ordine Nuovo*. Ainsi: « Le mouvement politique et le mouvement industriel ne font qu'un : les séparer, c'est disloquer le mouvement socialiste » (*The Burning Question of Trades Unionism*, 1904); ou encore : « Sans organisation politique, le mouvement ouvrier ne peut pas triompher; sans organisation économique, le jour de son triomphe politique serait celui de sa défaite » (*Socialist Reconstruction of Society*, 1905). Sur cette influence de De Leon, voir du reste ce que dit Gramsci lui-même dans « Le programme de l'Ordine Nuovo », p. 375.

Page 144.

1. Gramsci citera souvent la formule de Marx : « ... On ne juge pas un individu sur l'idée qu'il se fait de lui-même » (K. Marx, « Préface » à la *Critique de l'Économie politique* [1859], Paris, 1957, p. 5).

Page 146.

1. Il s'agit du centenaire de la naissance de Marx, le 5 mai 1818.



2. A travers Spencer, Gramsci vise évidemment tout un courant du socialisme Italien, plus positiviste que marxiste, et, en particulier, Enrico Ferri, dont l'ouvrage *Socialismo e scienza positiva* (Rome, 1894) fut considéré par Kautsky comme symptomatique du confusionnisme des socialistes italiens (cf. *Neue Zeit*, XIII, vol. 1, pli. 709-716).

Page 147.

C'est à l'occasion de la réunion socialiste de Florence du 19 novembre 1917 qu'a été lancée contre Gramsci l'accusation - souvent reprise par la suite - de bergsonisme et de volontarisme : cf., supra, « introduction P, p. 30.

Page 149.

1. La dernière année de guerre vit s'accroître la fracture entre le groupe parlementaire socialiste et les « intransigeants » de la direction du parti et de l'Avanti. L'organe socialiste reprochait tout particulièrement au groupe parlementaire certaines marques de fléchissement qui avaient suivi la défaite de Caporetto : le fameux « discours du Grappa », de Turati, appelant à défendre le « sol sacré de la patrie »; l'article « Proletariato e resistenza » (*Critica sociale*, 1er - 15 novembre 1917), de Turati et Treves, développant le même thème; la conversation de Treves et Modigliani avec Orlando, président du Conseil; la participation du groupe parlementaire à certaines commissions... Le 5 mai 1918 des représentants de la direction du parti, de la Confédération du travail (C.G.L.) et du groupe parlementaire se réunirent à Milan pour tenter de mettre fin à cette crise. *La Stampa*, qui avait annoncé cette réunion (« Il dissenso politico nel Partito socialista ufficiale », 4 mai 1918, p. 2), publia dans ses numéros des 8, 14, 15 et 17 mai une suite d'articles sur « Il dissidio socialista », dont le premier était attribué à un « sympathisant » du Parti socialiste.

Page 152.

1. Nous n'avons pu identifier le texte auquel Gramsci fait allusion. G. Prezzolini, que nous remercions ici, nous précise toutefois - a Je ne me rappelle pas avoir écrit les phrases que note Gramsci... Il se peut qu'elles soient exactes. Mais je les ai peut-être écrites en me référant au *Mezzogiorno*. Des idées de ce genre correspondaient à ma façon de penser (encore aujourd'hui)...»

Page 153.

1. C'est sous Giolitti que fut adoptée la réforme électorale instituant le suffrage universel pour les hommes âgés de plus de vingt et un ans. Présenté à la Chambre le 18 mars 1911, le projet de Giolitti fut voté le 30 juin 1912. La loi entra en application à l'occasion des élections législatives des 26 octobre et 2 novembre 1913, auxquelles se réfère ici Gramsci.

2. Giovanni Giolitti.

Page 156.

1. Professeur de médecine, Augusto Murri (1841-1930) enseigna pendant quarante ans la clinique à l'Université de Bologne.

2. Gramsci avait déjà publié un premier commentaire à l'article du « sympathisant » paru dans La Stampa du 8 mai 1918 (« Il dissidio socialista », p. 2) : « Astrattismo e intransigenza », Il Grido del Popolo, 11 mai 1918, - Scritti giovanili, pp. 377-380.

Page 159.

1. Camillo Prampolini (1859-1930) : Après avoir soutenu une thèse sur le droit au travail, Prampolini fonda en 1886 le journal La Giustizia, qui portait en sous-titre : « Défense des exploités ». Élu député en 1890, il participa au Congrès de Gênes de fondation du P.S.I. Réformiste, organisateur de coopératives agricoles en Émilie - d'où l'allusion de Gramsci à la « musette pastorale » - Prampolini finit par devenir le vivant symbole du socialisme « évangélique ».

2. La Difesa: Journal socialiste de Florence. Après le ralliement de son directeur aux thèses interventionnistes, La Difesa passa en 1915 sous la direction d'Egidio Gennari.

Page 160.

1. Il s'agit d'extraits de l'article « L'intransigeance de classe et l'histoire italienne », pp. 149-159.

Page 163.

1. Il semble qu'au-delà des évocations historiques empruntées à Mathiez, ce texte vise à traiter des problèmes que dut affronter le communisme de guerre dans les campagnes russes. Comme le rappelle en effet Ida Mett (*Le Paysan russe dans la révolution*, Paris, 1968, pp. 26-28), tandis que se renforçait le contrôle gouvernemental sur le ministère du Ravitaillement, les livraisons de blé ne cessèrent de diminuer après la Révolution d'Octobre : de 641000 tonnes en novembre 1917 à 136 000 en janvier 1918, pour tomber à 3 000 tonnes à l'époque où fut écrit cet article de Gramsci.

Page 167.

1. Il s'agit de l'article de Lénine, « Sur la phrase révolutionnaire », publié dans la Pravda, ne 31, 21 février 1918 - repris aujourd'hui in *Oeuvres*, tome 27, Paris-Moscou, 1961, pp. 11-22. Quant aux discussions autour des pourparlers de Brest-Litovsk, cf. *Les bolcheviks et la Révolution d'Octobre - Procès-verbaux du Comité central du Parti bolchevique*, août 1917 - février 1918, Paris, 1964.

Page 175.

1. Il s'agit, semble-t-il, d'une brochure de Salvatore Barzilai, *Moniti del passato*, « Le pagine dell'ora », 1917. Triestin, Salvatore Barzilai (1860-1930) avait été condamné par les autorités autrichiennes pour propagande irrédentiste. Par la suite, il fut ministre dans le gouvernement Salandra.

Notes 427

Page 178.

1. Revue littéraire et politique fondée à Florence en 1908 par Giovanni Papini et Giuseppe Prezzolini, *La Voce* se proposait de « rassembler plusieurs mouvements de rénovation de l'Italie » et de susciter « un nouveau climat de vérité, de sincérité, de réalisme... ». Cette entreprise de « résurrection intellectuelle » devait attirer et fasciner les principaux intellectuels italiens du début du siècle. Secouée par une crise à l'époque de la guerre de Libye (1911), la revue passa, en 1914, sous la seule direction de Prezzolini. Elle parut jusqu'en 1916.

Pour Salvemini - qui s'était séparé de *La Voce* en 1911 et avait fondé alors *L'Unità* - et. la note 2, p. 140.

Page 179.

1. Il s'agit d'un éditorial de Salvemini, « Uns strana affermazione », L'Unità, 15 juin 1918, répondant au « chapeau » de Gramsci à un article d'Andrea Viglongo, « Politica estera socialista » (Il Grido del Popolo, 18 mai 1918), consacré au problème de l'irrédentisme. Cf. Scritti giovanili, pp. 237-238.

Page 180.

1. Salvemini, qui publia en 1918 une brochure intitulée *Delenda Austria !*, était favorable au démembrement de l'Autriche-Hongrie, mais il s'opposait aux visées expansionnistes de la bourgeoisie italienne sur l'Adriatique et la Dalmatie et considérait, selon la formule du Pacte de Rome du 19 avril 1918, que l'indépendance de la Yougoslavie constituait un « intérêt vital pour l'Italie ». Cf. son livre : *Dal Patto di Londra alla Pace di Roma*, Turin, 1925.

Page 181.

1. Publié sous la signature A. G. dans l'édition piémontaise de l'Avanti du 25 juillet 1918, cet article - complètement défiguré par la censure - fut repris deux jours plus tard, et avec, cette fois, le visa de la censure milanaise et romaine, sous le titre « L'utopia russa », dans Il Grido del Popolo du 27 juillet 1918. Le titre originel ayant été conservé, c'est cette deuxième édition qui est traduite ici.

Page 186.

1. Théologien et philosophe turinois, Vincenzo Gioberti (1801-1852) fut expulsé du Piémont sous l'inculpation de libéralisme et dut se réfugier à Paris (1833), d'où il repartit pour Bruxelles (1834). Après s'être fait, dans *Del Primato morale e civile degli Italiani* (Bruxelles, 1842-1843), le théoricien d'un mouvement néo-guelfe proposant la création d'une confédération italienne placée sous la présidence du pape, Gioberti se rallia à la thèse d'une monarchie unitaire incarnée par la maison de Savoie (*Del rinnovamento civile d'Italia*, Paris-Turin 1851). Rentré en Italie en 1845, il fit une tournée triomphale à travers le pays et fut reçu par le pape. Ministre, puis président du Conseil sous Charles-Albert (1848), il fut envoyé comme ambassadeur à Paris par Victor-Emmanuel II (1849), mais se brouilla avec ce dernier. Resté à Paris, il y mourut le 26 octobre 1852.

Page 189.

1. Cet article parut sans signature dans Il Grido del Popolo du 7 septembre 1918, à la suite d'un article d'Alfonso Leonetti, « Prima liberi », affirmant que, loin de tenter d'éduquer le prolétariat, les révolutionnaires devaient passer immédiatement à l'action. C'est là pour Gramsci

l'occasion de revenir sur le problème soulevé par la polémique entre Tasca et Bordiga en 1912 et qu'il a déjà évoqué, entre autres, dans « Socialisme et culture », pp. 74-78,

Page 190.

1. L'article de Carena, « Libera la tua volontà », était publié dans le même numéro du *Grido del Popolo*, immédiatement avant celui de Leonetti. Il s'agit bien entendu d'Attilio Carena, ami et a disciple» de Gramsci et frère de Pia Carena Leonetti, qui sera secrétaire de rédaction de *L'Ordine Nuovo*.

Page 191.

1. C'est un des nombreux textes témoignant de l'intérêt de Gramsci pour les expériences du mouvement ouvrier anglo-saxon : shop stewards britanniques et I. W. W. nord-américains. A la Môme époque, Gramsci aurait du reste demandé à Togliatti de rassembler une documentation sur ces mouvements : cf. E. Soave, « Appunti sulle origini teoriche e pratiche dei Consigli di fabbrica a Torino », *Rivista Storica del Socialismo*, VII, 21, janvier-avril 1964, pp. 1-20.

Page 196.

1. Après la publication, par les bolcheviks, des traités secrets, dont le Pacte de Londres, et la proclamation des « Quatorze points » de Wilson, la politique des Alliés s'était orientée vers la reconnaissance du principe des nationalités. C'est ainsi qu'en Italie s'était réuni, avec l'appui de V. E. Orlando, un Congrès des peuples opprimés d'Autriche-Hongrie qui s'était conclu par la signature du Pacte de Rome (19 avril 1918). Cette nouvelle orientation se heurtait toutefois à l'hostilité du ministre des Affaires étrangères, Sydney Sonnino, signataire lui-même du Pacte de Londres et redoutant que l'application du principe des nationalités n'aboutît à la formation d'un royaume serbo-croate-slovène englobant des terres revendiquées par l'Italie. Le 3 juin 1918, à la Conférence alliée de Paris, Sonnino refusait de signer une déclaration en faveur de l'indépendance des Polonais, des Tchèques et des Yougoslaves. Le désaccord entre la présidence du Conseil et les Affaires étrangères allait devenir publique au cours de l'été. Le 17 août 1918, un article du *Corriere della Sera*, journal dirigé par le sénateur Luigi Albertini, ouvrit la polémique contre Sonnino. Le *Giornale d'Italia* lui répondit par une suite d'articles (19-26 août, 5 et 6 septembre) favorables au ministre des Affaires étrangères, dont *La Stampa*, *Il Resto del Carlino*, *Il Tempo*, *Il Mattino* etc. prirent également la défense. Au terme de cette polémique, le Gouvernement italien publiait le 8 septembre 1918 une déclaration assez tiède en faveur des droits des Yougoslaves.

Page 196.

1. Le 30 août 1918 Lénine fut blessé par la socialiste-révolutionnaire Fanny Kaplan dans la cour de l'usine Mikhelson de Moscou, où il venait de présider un meeting.

Page 201.

1. Recte: Fanny Kaplan.

2. Le XVe Congrès du Parti socialiste italien se réunit à Rome du leu au 5 septembre 1918. En l'absence de Bordiga - qui accomplissait son service militaire - les positions de la fraction révolutionnaire furent défendues par Luigi Salvatori, de Viareggio, Luigi Repossì (Milan) et Elvira Zocca (Turin). C'est par 14 015 voix sur 19 027 que fut adoptée la motion de Salvatori condamnant l'attitude d'union sacrée du groupe parlementaire socialiste et envisageant l'exclusion de certains de ses membres pour manquement à la discipline de parti,

Notes 429

Page 204.

1. Le XIIIe Congrès du P.S.I. (Reggio d'Émilie, 7-10 juillet 1912) prononça l'exclusion de la droite réformiste (Ivanoe Bonomi, Leonida Bissolati, Angiolo Cabrini). La motion présentée par Mussolini y fut adoptée par 12 556 voix contre 10 910 dont 2 027 abstentions. Le XIVe Congrès (Ancône, 26-29 avril 1914) proclama, quant à lui, l'exclusion des francs-maçons. La motion présentée par Mussolini et Zibordi obtint 27 378 voix contre 6 600 et 174 abstentions.

Page 205.

1. La gauche du P.S.I. était en effet loin d'être homogène. Tout au long du Congrès, elle n'était pas parvenue à masquer ses divisions et ses contradictions. On l'avait même vue éclater - en cours de discussion -, devant une « attaque à, fort bien menée, de Modigliani et de la droite. Sans doute se regroupa-t-elle in fine, mais ce fut pour proposer une motion assez ambiguë pour être acceptée -ainsi que le montra le vote - par les trois quarts du parti.

Page 206.

1. Sur l'intérêt de Gramsci pour les expériences du mouvement ouvrier anglo-saxon, cf. outre son article « L'exemple anglais», pp. 191-195, la note 1, p. 308.

Page 209.

1. Un congrès républicain s'était tenu à Florence les 8-9 décembre 1918 et avait appelé, tout comme le Parti socialiste, à la convocation d'une constituante. Quoique républicain de vieille date, Napoleone Colajanni avait refusé d'y participer en évoquant, dans la lettre dont parle Gramsci, la possibilité d'un débordement révolutionnaire : « Si, par notre action, nous précipitons aujourd'hui la chute de la monarchie, J'ai la ferme conviction que nous irions au-devant d'une tentative désastreuse de léninisme à la russe, que favoriserait la propagande scélérate du socialisme défaitiste et les conditions économique-sociales créées par la guerre, même si victorieuse.» Sur Napoleone Colajanni, cf. également note 3, p. 81.

Page 210.

1. Stefani : agence de presse italienne.

Page 215.

1. L'un des premiers problèmes que dut affronter le Conseil des Dix (rassemblant les cinq grandes puissances) au cours des sessions préliminaires à la Conférence de la paix fut celui de l'attitude à adopter envers le gouvernement bolchevique. Alors que le Conseil venait en effet de refuser d'admettre à la conférence les délégations des « gouvernements » de Koltchak et de Denikine, un fonctionnaire nord-américain, mandaté par Wilson, s'entretenait à Copenhague avec Litvinov du règlement des dettes russes et d'une éventuelle atténuation de la propagande bolchevique dans les pays occidentaux. C'est pourquoi Lloyd George proposa, dès le 16 janvier 1919, de lancer un appel à une sorte de « trêve de Dieu » entre les différents pouvoirs qui se disputaient la Russie : « La Russie est un immense pays qui occupe un vaste espace de l'Europe orientale et une partie considérable de l'Asie. Maintenant que nous avons décidé de son destin, nous devons trouver un gouvernement qui se soumette à nos décisions » (Alexandre Kerenski, *La Russie au tournant de l'histoire*, Paris, 1967, pp. 667-668). L'appel du Conseil des Dix fut rendu public le 24 janvier 1919 : « Tous les gouvernements établis de facto sur les territoires qui avaient appartenu à l'Empire de Russie



seraient convoqués dans l'île de Prinkipo, pour une réunion qui parviendrait probablement à l'accord nécessaire» (loc. cit.). Le 4 février les bolcheviks faisaient connaître leur accord de principe : sous réserve du retrait de toutes les forces d'intervention qui se trouvaient sur le territoire russe, ils participeraient à la conférence proposée pour y débattre en particulier du remboursement des dettes et de la concession d'avantages économiques à des ressortissants des puissances occidentales. Mais les « blancs », soutenus par le gouvernement français et par certains hommes politiques britanniques (Lord Curzon, Winston Churchill), refusèrent radicalement de participer à toute confrontation de ce type et le projet dut être abandonné.

Page 217.

1. Vittorio Emanuele Orlando était président du Conseil depuis Caporetto. Mis en minorité à la Chambre le 19 juin 1919, il fut remplacé par Nitti.

Page 218.

1. La censure avait été instaurée, la veille de l'entrée en guerre, par un décret royal du 23 mai 1915. Elle devait être abolie le 29 août 1919, mais fut rétablie pendant la campagne électorale de la même année (décret royal du 5 octobre 1919). Giolitti lui-même devait demander sa suppression dans son discours de Dronero du 12 octobre 1919.

2. Sonniniana-conservatrice: du nom de Sydney Sonnino, ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement Orlando. Cf. note 1, p. 195.

Page 219.

1. Ce titre est un « hommage » à Giambattista Vico.

Page 224.

1. C'est sans doute là un point où se fait sentir, entre autres, l'influence du fédéralisme de Salvemini.

2. Cette note faisait suite à l'article de Luigi Serra, « Maggioranza e minoranza nell'azione socialiste », publié dans L'Ordine Nuovo du 15 mai 1919. Anticipant sur son article du 21 juin 1919, Gramsci y abordait, de manière encore voilée, le problème de la « démocratie ouvrière ».

Page 221.

1. P. J. Proudhon, *La Fédération et l'unité en Italie*, Paris, E. Dentu, 1862.

2. Il s'agit, bien entendu, de la Triplice ou Triple Alliance conclue entre l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie par le Pacte de Vienne du 20 mai 1882. Mise en oeuvre par Depretis et renforcée par Crispi, en dépit des réticences de Giolitti cette alliance resta en vigueur jusqu'à l'entrée en guerre de l'Italie aux côtés des Alliés.

Page 228.

1. La formule « nation prolétaire » fut lancée par le nationaliste Enrico Corradini, qui tentait de « récupérer » au bénéfice du nationalisme un certain nombre de notions du langage révolutionnaire. Elle commença de se diffuser à l'époque de la guerre de Libye : *La Grande Proletaria si è mossa* - « La Grande Prolétaire s'est mise en mouvement » ; tel fut, par exemple, le titre d'un discours de Pascoli du 27 novembre 1911. Ressuscitée avec le mythe de la « victoire mutilée », la « nation prolétaire » fit ensuite partie de l'attirail nazi-fasciste.

Notes 431

Page 229.

1. Le congrès de fondation de la Ille Internationale, désigné à l'origine comme « Conférence internationale communiste », se tint à Moscou du 2 au 6 mars 1919. A l'exception du Spartakusbund, avec Eberlein, aucun des partis ouvriers occidentaux n'y fut réellement représenté. Seule présence « italienne » - la socialiste russe Angelica Balabanov, qui avait longtemps vécu et milité en Italie, et représentait la Commission zimmerwaldienne. Dès sa réunion des 18-22 mars 1919, la direction du P.S.I. décida toutefois : par dix voix contre trois, d'adhérer à la nouvelle Internationale. Cette décision fut confirmée par le XVIe Congrès du parti, réuni à Bologne du 5 au 8 octobre 1919, et où l'adhésion à l'Internationale communiste fut votée par acclamation.

2. Rappelons que c'est seulement au lie Congrès de l'Internationale communiste (Moscou, 19 juillet - 7 août 1920) que furent définies et adoptées les « 21 conditions » d'admission à l'Internationale communiste.

Page 231.

1. Il s'agit de l'Independent Labor Party of Illinois and the U.S.A., né le 17 novembre 1918 d'une scission de la Chicago Federation of Labor, et qui, avec l'appui de la gauche de l'A.F.L., devait se transformer, en novembre 1919, en National Labor Party. Aux élections de Chicago du

5 avril 1919, le Labor Party obtint 54 467 voix contre seulement 23 105 au vieux Socialist Party d'Eugen Debs.

Page 232.

1. Organisée par un fermier du North Dakota, Arthur C. Townley, qui avait été membre du Socialist Party, la National Nonpartisan League vit le jour en 1915. Son objectif était de fournir aux farmers une expression politique indépendante des grands partis constitué et son programme réclamait un certain nombre de mesures étatiques en faveur des agriculteurs. Implanté surtout dans les États du nord-ouest (Minnesota, North Dakota, South Dakota, Montana, Idaho, Washington), ce mouvement comptait en 1918 près de 190 000 adhérents et était représenté à Washington par 28 sénateurs et 78 députés (représentants). La ligue, toutefois, commença d'éclater vers cette époque-là, pour donner naissance, dans certains États, à des partis organisés : le Former Labor Party du Minnesota, en 1918; le Farmer Labor Party, constitué à Seattle (Washington), en septembre 1919, avec l'appui de la gauche du Socialist Party; le Progressive Party de l'Idaho, en 1922, etc.

2. Fondée en 1886 sous la présidence de Samuel Gompers, qui en demeura le président jusqu'à sa mort (1924), l'American Federation of Labor (A.F.L.) regroupait en 1919 près de 150 unions industrielles. Pendant toute la période de la guerre l'A.F.L., persévérant dans la collaboration de classe qui était sa spécialité, avait participé sans restriction à l'effort patriotique et militaire. Toutefois, grâce aux efforts de William Foster, fondateur, dès 1912, d'une « Ligue Syndicaliste», et de John Fitzpatrick, dirigeant de la Chicago Federation of Labor, des fédérations industrielles commencèrent à s'organiser vers la fin de la guerre (travailleurs des abattoirs, travailleurs de l'acier). C'est ainsi qu'en 1919 la Convention de l'United Mine Workers, représentant 400 000 adhérents, donna son appui à la création du National Labor Party.

3. Mettant à profit l'état d'exception et misant sans aucun doute sur le patriotisme de l'A.F.L., les industriels n'hésitèrent pas tout au long de la guerre à battre en brèche le système de la closed shop défendu par les syndi

cats et A « remplacer les ouvriers qualifiés, hautement rétribués, par des travailleurs peu expérimentés et non qualifiés» (John Reed, « Le Mouvement révolutionnaire en Amérique», Bulletin communiste, 1, 36, 14 octobre 1920, pp. 8-10). C'était du reste bien souvent chez ces ouvriers non qualifiés que les I.W.W. avaient le plus d'audience.

4. Une Communist Propagande League fit son apparition aux États-Unis en octobre 1918. L'année suivante se constituait à Chicago, le 1er septembre 1919, le Communist Labor Party de John Reed et le Communist Party of America de Louis Fraina qui ne devaient s'unifier qu'en 1923. En mai 1920 enfin, après que la Convention du Socialist Party eut décidé de n'adhérer à aucune des Internationales, se forma un Committee for the Third International of the Socialist Party, qui fonctionna à l'intérieur de ce dernier jusqu'en septembre 1921 (James Weinstein, *The Decline of Socialism in America: 1912-1926*, New York-London, 1967, p. 247).

5. Nés lors de la Convention de Chicago de 1905 autour de personnalités comme Daniel De Leon, Eugen Debs et William D. Haywood, les I.W.W. (Industrial Workers of the World) étaient passés depuis 1908 sous le contrôle des anarchistes. Gonflés, en 1912, par un afflux de plusieurs milliers de militants socialistes déçus, ils comptaient à la veille de la Première Guerre mondiale quelque 120 000 adhérents dans l'ensemble des États-Unis; adhérents recrutés pour la plupart parmi les ouvriers non spécialisés et les travailleurs itinérants. En dépit de cette relative faiblesse numérique, une série d'actions résolues les faisait considérer comme la principale - et peut-être la seule - force révolutionnaire des États-Unis : grèves du textile de 1912 et surtout de 1913, grève du caoutchouc (1913), campagne d'organisation des ouvriers agricoles (1916), grève des bûcherons de l'Ouest et des mineurs de l'Arizona (1917)... Un tel potentiel révolutionnaire ne pouvait laisser Indifférents les dirigeants de l'Internationale communiste, ainsi qu'en témoignent du reste les critiques que Lénine adresse aux I.W.W. dans *La maladie infantile*. Au sortir de la guerre encore, les I.W.W. ne venaient-ils pas de constituer à Seattle, à l'occasion des grèves générales de Winnipeg, Vancouver et Seattle, les premiers Soviets d'ouvriers, de soldats et de marins du continent américain? Mais, on le sait, les rapports des I.W.W. avec l'I.C. comme avec l'I.S.R. ne devaient jamais être très sereins (sur ce point, cf. par exemple « Chronique Internationale - États-Unis P, in Bulletin communiste, 1, 40, 4 novembre 1920, pp. 14-15 ainsi que Patrick Renshaw, *The Wobblies*, New York, 1968, pp. 197-211).

Page 223.

1. Économiste libéral, Umberto Ricci (1879-1946) était alors professeur d'économie politique à l'université de Pise. Il collaborait à l'organe de l'Association nationaliste Italienne, *L'Ida Nazionale*, mais entretenait de bons rapports avec des libéraux de gauche comme Piero Gobetti, lequel n'hésitait pas à publier ses écrits dans *Energie Nove* ou dans *La Rivoluzione liberale*. En

1919 Ricci participa à la fondation d'un « Gruppo nazionale liberale romano », qui rassemblait des personnalités comme Luigi Einaudi, Giovanni Gentile et Gioacchino Volpe, et dont le programme fut publié dans *Energie Nove*, II, 10, du 30 novembre 1919. Profondément antibolchevique, ce programme exigeait l'instauration d'un État fort accompagné d'une politique de « régionalisation », une réduction du nombre des fonctionnaires et une réforme fiscale, et surtout l'application la plus stricte, en matière d'économie, des principes du libre-échange et de la libre concurrence. Membre de l'Accademia dei Lincei, Ricci devait refuser - en 1934 - de prêter serment de fidélité au fascisme. Quant à Luigi Einaudi, cf. note 2, p. 81.

Noies 433

Page 234.

1. C'est là une polémique sur laquelle Gramsci devait revenir encore dans ses Cahiers de la prison : cf. Cahier 13 (XXX), 1932-1934, p. 10 a. Le point de départ de cette polémique fut la réédition - en 1918 - du livre de Croce, *Materialismo storico ed economia marxistica* [Matérialisme historique et économie marxiste, trad. franç., Paris, 1901]. Dans sa préface à cette troisième édition - préface datée de septembre 1917 - Croce insistait une fois de plus sur la « vaste et bénéfique influence exercée par le marxisme sur les Intellectuels italiens en 1890 et 1900. « Grâce à cette doctrine - rappelait-il -... après une longue décadence, les études historiques furent arrachées à l'incompétence des purs philologues et des hommes de lettres, et donnèrent de beaux fruits d'histoire économique, juridique et sociale. » Rendant compte de cette réédition dans une « note bibliographique » de *La Riforma sociale* (XXV, 7-8, juillet - août 1918, p. 415), Luigi Einaudi contestait abruptement cette réflexion : « Cette affirmation de l'illustre penseur napolitain mériterait de faire l'objet d'une étude particulière. Nous doutons, par exemple, que dans le domaine de l'histoire économique l'influence de Marx en Italie ait été vraiment aussi bénéfique que le voudrait Croce. Les essais vraiment importants d'histoire économique se rattachent probablement à des courants d'idées et des orientations différents de ceux de Marx, tandis que c'est à l'influence marxiste que nous devons rattacher maints essais déplorables de mystification historico-économique. »

Page 236.

1. Il s'agit, bien entendu, du Statut fondamental promulgué par Charles Albert le 4 mars 1848, qui transformait le royaume de Piémont en monarchie constitutionnelle et adoptait le drapeau tricolore comme symbole national italien.

Page 243.

1. Sur le projet de conférence de Prinkipo, cf. note 1, p. 215.

Page 244.

1. Publié sans signature dans L'Ordine Nuovo, 1, 7, du 21 juin 1919, c'est là le fameux article du « coup d'État rédactionnel » dont parle Gramsci dans son texte de 1920, « Le programme de L'Ordine Nuovo », (pp. 368-377).

Quoique L'Ordine Nuovo ait commencé à paraître le 1er mai 1919, ce n'est qu'avec cet Article que la revue commence à découvrir sa voie et à s'ouvrir à la problématique qui va s'attacher à son nom. Jusqu'alors, en effet, Gramsci et ses amis ne se sont guère souciés de se donner une ligne directrice ou de dégager une « idée centrale » et se sont contentés, selon les conceptions exprimées par Tasca dès 1912, de diffuser les éléments d'une « vague culture prolétarienne ». L'idée neuve viendra en fait d'un ouvrier métallurgiste familier de la rédaction de L'Ordine Nuovo, Enea Matta, qui, se faisant l'écho des discussions du prolétariat turinois sur la représentativité des commissions Internes, proposera de faire porter l'effort d'élaboration théorique de la revue sur cette institution originale, dans laquelle certains voyaient déjà un « germe » ou une velléité P de Soviet. C'est alors que, passant outre, semble-t-il, à certaines réticences de Tasca et forts de l'appui de Terracini, Gramsci et Togliatti rédigeront ensemble cet article, qui marquera le début de la rupture avec Tasca et, plus encore, la naissance effective de L'Ordine Nuovo.

Page 246.

1. Les premières commissioni interne - littéralement - commissions internes ou intérieures - firent leur apparition à l'époque de la grève générale

rale de 1904. Il s'agissait d'organismes spontanés, sans existence légale qui se constituaient et se défaisaient selon les besoins de la lutte : des comités de grève ou des comités d'action plutôt que des comités d'entreprise. Les questions de salaires et d'horaires demeurant du seul ressort des syndicats, dans les périodes de calme leurs compétences étaient extrêmement limitées et se bornaient, au maximum, à veiller à la bonne application des contrats conclus avec le patronat.

Dès le 27 octobre 1906, la signature d'un accord entre la FIOM (Fédération de la métallurgie) et la direction de l'entreprise turinoise Itala aboutit, pour la première fois, à la reconnaissance d'un de ces comités. Contemporaines et produits du développement de l'industrie automobile et de la croissance du prolétariat turinois, les commissions internes commencèrent dès lors d'apparaître tantôt comme les instruments privilégiés d'une politique contractuelle (en 1913, par exemple), tantôt, comme au cours des années 1911-1912, comme l'expression d'une tendance spontanée à la gestion directe.

La création, en août 1915, de « comités de mobilisation industrielle » placés sous la tutelle du ministre de la Guerre, avec vocation d'éviter, dans les entreprises, tout conflit susceptible de compromettre la production, parut donner raison à ceux qui dénonçaient dans les commissions internes de simples organes de collaboration de classe. Participant activement à ces comités, les dirigeants réformistes de la FIOM (Bruno Buozzi, Mario Guarnieri, Emilio Colombino) s'efforcèrent, en effet, de promouvoir une politique contractuelle passant par le renforcement et la reconnaissance des commissions internes. Tolérées dans les grandes entreprises métallurgiques, celles-ci ne furent pourtant pas reconnues légalement.

La guerre finie, le problème des rapports entre syndicat et commissions internes se trouva ouvertement posé. Une nouvelle tendance avait, en effet, commencé de se faire jour chez les métallurgistes au cours de la dernière année de guerre : rassemblant anarchistes, syndicalistes révolutionnaires et socialistes intransigeants, elle critiquait la politique de collaboration de classe pratiquée par la direction syndicale et souhaitait définir, en s'appuyant sur les commissions internes, une ligne révolutionnaire fondée sur le refus de la délégation de pouvoir et sur la démocratie directe. La FIOM engagea donc le combat pour confirmer et renforcer son hégémonie sur les commissions.

En janvier 1919, un accord signé entre la FIOM et la Consortium des industries automobiles sanctionna le contrôle des syndicats sur les commissions internes : les candidats aux commissions internes devaient être désignés par la FIOM et élus par les seuls adhérents de la Fédération syndicale. Ainsi se trouvaient définis deux des thèmes centraux de la problématique de L'Ordine Nuovo : les rapports entre commissions internes et syndicat, et la revendication du droit de vote pour les inorganisés.

Le traducteur a pris la parti de rendre ici commissione interna par comité d'entreprise. Dès 1920, la première traduction française de Gramsci (« Le mouvement communiste à Turin», L'Internationale communiste, II, 14, novembre 1920, 2783-2792) avait mis en lumière cette difficulté : les commissioni interne y étaient désignées tantôt comme des « comités », tantôt comme de « petits conseils ouvriers reconnus par les capitalistes », voire même comme des « conseils de fabriques » (loc. cil., 2788). En tout état de cause, les commissions internes et les comités d'entreprise ne recouvrent pas la même réalité. Ces derniers, en particulier, émanent - au moins, officiellement - de l'ensemble des travailleurs, syndiqués ou non, alors que la représentation des inorganisés constitue, à l'égard des commissions internes telles qu'elles existent en 1919, l'une des revendications essentielles de L'Ordine Nuovo.

Notes 435

Page 248.

1. La premier numéro de L'Ordine Nuovo portait en manchette : « La vérité est révolutionnaire P, formule de Ferdinand Lassalle, manifestement reprise du Clarté de Barbusse.

2. Le ministère Nitti fut constitué le 23 juin 1919. Tommaso Tittoni y avait le portefeuille des Affaires étrangères. Il représenta l'Italie à la Conférence de la paix.

Page 251.

1. Vittorio Veneto : victoire italienne (3 novembre 1918), qui mit fin à la guerre sur le front autrichien - dès le lendemain l'Autriche-Hongrie signa l'armistice de la Villa Giusti. La victoire de Vittorio Veneto - tout comme, du reste, la défaite de Caporetto - finit par assumer une valeur métaphorique dans le langage politique de l'Italie de l'après-guerre.

2. Allusion aux arditi - sections d'assaut employées au « nettoyage » des tranchées - qui forment, dans l'après-guerre, les premières troupes de choc fascistes : les fasci di combattimento furent constitués le 23 mars 1919; quelques jours après, le 15 avril 1919, un groupe d'arditi prenait d'assaut et incendiait le siège de l'Avanti.

Page 256.

1. En janvier 1919, Arturo Labriola, qui rentrait d'un voyage en Russie bolchevique, adressa une lettre à Turati pour l'inviter à comprendre et à soutenir l'expérience léniniste; lettre qui fut publiée dans la Critica sociale (XXIX, 2, 16-31 janvier 1919, p. 2). « Quant à nous, lui répondit Turati, nous n'imaginions pas que la " conquête du pouvoir de la part du prolétariat " voulait dire



usurpation du pouvoir et terreur systématique de la part d'une secte, suppression des zemstva et de la Constituante, substitution du Soviet au parlement (ce qui équivaut à dire substitution de la horde à la cité), négation de toute liberté et de toute démocratie.» Turati devait d'ailleurs reprendre ce thème dans son intervention au Congrès de Bologne d'octobre 1919.

Page 262.

1. L'émigration avait pratiquement cessé depuis 1914. Aux États-Unis une clause de loi sur le literary test (1917) interdit, en outre, l'entrée des illettrés, ce qui frappa directement la main-d'œuvre méridionale.

Page 265.

1. Giuseppe Bianchi était le directeur de Battaglie Sindacali, organe de la C.G.L. Dans le cadre de la tribune consacrée par l'Avanti ! à la préparation du XVIIe Congrès du P.S.I., il publia, sous le titre « Le contraddizioni ricostruttive del programma comunista » (Avanti !, 24 août 1919, p. 3), une violente critique des courants révolutionnaires. Outre la présente « Chronique P, le groupe de L'Ordine Nuovo, directement mis en cause, lui répondit par l'intermédiaire de Tasca, dont la réponse fut publiée par l'Avanti! (4 septembre 1919, p. 3) sous le titre « Il programma massima lista ». La querelle fut provisoirement close par une lettre de Bianchi, remettant les choses en place (« Cose a posto », Avanti!, 5 septembre 1919, P. 2).

2. Il s'agit de la « profession de foi » publiée en caractères gras dans la dernière page de La Città futura, dans laquelle Gramsci parle du projet de « revue de vie socialiste » que ses amis et lui avaient formé avant la guerre. Il y écrit entre autres : « Dans la grande foi de notre esprit débordant de

jeunesse et d'ardeur nous pensions recommencer une tradition toute Italienne, la tradition mazzinienne revécue par les socialistes. Mais nous n'avons pas renoncé à notre projet.»

3. Deux textes de Romain Rolland avaient été effectivement publiés jusqu'alors dans L'Ordine Nuovo : « La via che sale a spirale » (O.N., I, I, 1er mai 1919, p. 4) et. « Per una cultura universale. » (O.N., I, 12, 2 août 1919, p. 89).

Page 266.

1. Le quotidien bolognais Il Resto del Carlino avait publié dans son numéro du 25 août 1919, en troisième page, un article non signé, fort bien documenté, sur la situation interne de la section socialiste de Turin : « Le tendenze socialiste a Torino ». Analysant attentivement les positions des « maximalistes participationnistes P, cet article insistait sur les thèses développées par les « intellectuels » de L'Ordine Nuovo : « Dans la fraction maximaliste participationniste se trouvent les quelques intellectuels qui sont sur des positions révolutionnaires et les plus connus des socialistes turinois : ci eux rédacteurs de l'édition locale de l'Avanti ! - Gramsci et Leonotti [...], Gramsci est l'un des éléments les plus cultivés de la fraction maximaliste et le principal responsable de la revue L'Ordine Nuovo, qui est la Critica sociale du maximalisme italien. » Il n'est sans doute pas inutile de noter toi que, dans une lettre à Mario Missiroli, alors directeur du Resto del Carlino, Georges Sorel écrivait dans le même sens, le 11 décembre 1919 : « ... La Critica sociale est d'une nullité épouvantable. Je reçois une petite feuille de Turin, L'Ordine Nuovo, qui est bien plus intéressante que la Critica sociale; c'est le représentant d'organisations tout à fait neuves, qui se sont formées dans les ateliers métallurgiques. Je crois que le Carlino ferait bien de parler de ce mouvement ouvrier, qui peut avoir de grandes conséquences » (G. Sorel, Lettere a un amico d'Italia, Bologne, 1963, p. 268).

Page 268.

1. Le comité d'entreprise (commissione interna) de la Fiat-Centro, qui représentait 10 000 ouvriers, démissionna en août 1919. La nouvelle commission décida de faire désigner des « délégués d'atelier » (Commissari di reparto), dont les fonctions, ainsi que l'Avanti allait le faire remarquer, s'apparentaient à celles des shop stewards britanniques. Sur l'exemple des

42 ateliers de la Fiat, des délégués furent ainsi élus dans la plupart des entreprises métallurgiques de Turin. A la mi-octobre 1919 se réunit la première assemblée des comités exécutifs des Conseils d'usines de Turin. Elle représentait plus de 30 000 ouvriers.

Page 273.

1. Le 12, septembre 1919 une colonne d'un millier de « légionnaires» sous la direction de D'Annunzio occupa la ville de Fiume que l'accord italo-yougoslave du 16 mai 1919 avait placée sous la protection de la S.D.N. Favorisé par des complicités diverses, D'Annunzio en vint à proclamer l'indépendance de la « Régence du Quarnero P, dont les « Statuts P (30 août 1920) devaient inspirer le corporatisme mussolinien. Sur l'intervention énergique de Giolitti l'aventure s'acheva par le « Noël de sang» du 24 décembre 1920.

page 274.

1. Il s'agit, on l'a dit, des sections d'assaut employées pour a nettoyer» les tranchées et faire des coups de main derrière les lignes ennemie&.

Notes 437

Page 276.

1. G. Sorel, « Il massimalismo italiano», Il Resto del Carlino (Bologne), 5 octobre 1919, p. 3. « Grâce à la Révolution russe, écrit Sorel, nous savons aujourd'hui ce qu'est la dictature marxiste du prolétariat : c'est la République des Soviets, nommée par les seuls travailleurs.» Quant au jugement sur l'expérience turinoise, cf. également note 1, p. 266.

Page 277.

1. Gramsci paraphrase ici la dédicace - à Paul et Léona Delesalle - de Matériaux d'une théorie du prolétariat (de Georges Sorel), « livre écrit par un vieillard qui s'obstine à demeurer comme l'avait fait Proudhon un serviteur désintéressé du prolétariat».

2. C'est la conclusion (le l'article de Sorel, a Il massimalismo Italiano

Page 280.

1. « Le Conseil d'usine est le modèle de l'État prolétarien P : On ne peut que souligner ici la parenté qui unit cette formule à l'une des idées forces de Daniel De Leon : « Le syndicalisme industriel (Industrial Unionism) est la République socialiste en construction; et, une fois le but atteint, le syndicat industriel est la République socialiste en oeuvre» (Daniel De Leon, a Industrial Unionism», Daily People, 20 janvier 1913, in Industrial Unionism, Selected Editorials, New York, 1944, pp. 62-65). Sur ce point, cf. également notes 1 et 2, p. 375.

Page 283.

1. Cet article vise manifestement à répondre à l'accusation d'anarcho-syndicalisme ou de syndicalisme révolutionnaire fréquemment lancée - par les dirigeants réformistes de la C.G.L. - contre les positions de L'Ordine Nuovo.

page 286.

1. Le Syndicat des cheminots n'avait pas adhéré à la C.G.L. et comprenait un fort noyau d'anarcho-syndicalistes et de syndicalistes révolutionnaires.

Page 287.

1. Ludovico D'Aragona, secrétaire de la C.G.L., et Bruno Buozzi, secrétaire de la FIOM (Fédération de la métallurgie), représentaient les hommes forts du réformisme dans le mouvement syndical. Anarchiste, Armando Borghi animait au contraire un syndicat révolutionnaire : l'Unione Sindacale Italiana, créée en 1914, et dont le III\* Congrès (20-23 décembre 1919) allait se prononcer en faveur des Consigli di fabbrica.

Page 288.

1. Écrit à la veille des élections législatives du 16 novembre 1919, ce texte recoupe un autre article de Gramsci, publié au même moment dans L'Ordine Nuovo, « 1 Rivoluzionari e le elezioni » (O.N., 1, 26, 15 novembre 1919, - in L'Ordine Nuova 1919-1920, pp. 307-309), et dans lequel Gramsci s'interroge sur la portée des élections pour des « révolutionnaires conscients » qui ne voient, dans le Parlement, que « le masque de la dictature bourgeoise ». Que Gramsci ait ainsi consacré deux articles à défendre et justifier - du point de vue « révolutionnaire » - le « principe électoral », témoigne de la prégnance et de la diffusion des thèses abstentionnistes parmi les révolutionnaires.

Dès sa réunion des 18-22 mars 1919 la direction du P.S.I. avait pourtant adopté à l'unanimité une motion en faveur de la participation aux élec

tions : « [...] La méthode électorale pour la conquête des pouvoirs publics est partie intégrante du programme fondamental et de l'histoire du parti, lequel ne peut y renoncer sans perdre son véritable caractère [...]» Si a una nime» qu'elle tilt, cette position n'en avait pas moins soulevé les protestations de la fraction abstentionniste, qui, regroupée autour de Bordiga et du Soviet de Naples, entama une campagne opposant « préparation électorale» et « préparation révolutionnaire» et, surtout, liant étroitement le problème de l'abstentionnisme à celui de l'élimination de la « droite opportuniste» présente dans le P.S.I. Le XVI<sup>e</sup> Congrès du P.S.I., réuni à Bologne du 5 au 8 octobre 1919, s'était également conclu par l'adoption par 48 966 voix de la motion a maximaliste-électorale» présentée par Serrati, contre 14 935 voix à la motion a maximaliste-unitaire» exprimant la fidélité au « programme de 1892» et 3 359 voix seulement à la motion « communiste-abstentionniste P de Bordiga. Soucieux sans doute de ne pas se couper de ce dernier courant - dont le vote de Bologne ne paraît traduire qu'imparfaitement l'écho et la portée - Gramsci propose donc ici une sorte de bon usage révolutionnaire de l'élection : il s'agit, en substance, d'envoyer au Parlement un groupe socialiste assez fort pour interdire à la bourgeoisie de se donner un gouvernement « stable et fort» et la contraindre, ce faisant, à « sortir de l'équivoque démocratique, à sortir de la légalité».

Page 290.

1. Du nom de Masaniello, chef de l'insurrection napolitaine de 1647 contre le vice-roi espagnol; figure d'aventurier ambitieux, c'est pour Gramsci l'un des prototypes du héros de romans populaires.

Page 291.

1. Les élections du 16 novembre 1919 parurent combler les espoirs de Gramsci, qui écrivait, dans l'attente des résultats : « La révolution sortira des élections indubitablement renforcée» (« 1 risultati che attendiamo», *Avanti !*, édition piémontaise, 17 novembre 1919, - in *L'O.N. 1919-1920*, pp. 309-311). Sur environ 6 500 000 voix les socialistes en obtinrent en effet plus de 1 840 000 avec 156 sièges, la grande surprise étant constituée toutefois par les 1 175 000 voix et les 100 sièges obtenus par le Partito Popolare Italiano (P.P.I.), catholique, créé par Don Sturzo au début de l'année (18 janvier 1919). Sur ces élections, cf. également « Le Elezioni», *L'Ordine Nuovo*, 1, 27, 22 novembre 1919, - in *L'Ordine Nuovo 1919-1920*, pli. 311-313.

Page 301.

1. Sur le même thème, cf. également « Turin et l'Italie», ci-après, pp. 327-329, ainsi que « Le problème de Milan» (L'Unità, 21 février 1924), in Écrits politiques, 111.

Page 302.

1. Il s'agit des Cinq journées de Milan (18-23 mars 1848) au cours desquelles l'insurrection populaire sous la conduite de Carlo Cattaneo, contraignit les troupes autrichiennes du maréchal Radetzky à évacuer la ville. Celle-ci fut reprise après la défaite de Custoza.

Page 303.

1. Sur Giolitti, cf. note 1, p. 85.

Page 304.

1. Sur La Giustizia, cf. note 1, p. 159.

Notes 439

2. « Come avvenne la rivoluzione bolscevica», L'Ordine Nuovo, I, 29, 6-13 décembre 1919, p. 228. J. Wanine est l'auteur d'une Contribution à l'histoire et à la technique d'une révolution prolétarienne (Genève, sd, 37 p.).

Page 305.

1. Cet article est assez caractéristique de l'attitude unitaire de Gramsci et de L'Ordine Nuovo au cours de la période qui va du Congrès de Bologne à la « grève des aiguilles» d'avril 1920. C'est ainsi que, peu après le Congrès, Tasca avait consacré un éditorial de la revue au problème de l'unité du parti (« L'unità del partito», L'Ordine Nuovo, 1, 22, 18 octobre 1919). Autant de prises de position dont allait se nourrir la polémique de Bordiga au moment du He Congrès de l'Internationale communiste (Cf. ci-après la « Chronique» du 9 octobre 1920, pli. 400-402). En fait, le problème de la transformation du P.S.I. comme conséquence logique de l'adhésion à la IIIe Internationale se posa pour Gramsci dès le Congrès de Bologne et, singulièrement, après la publication, dans l'Avanti ! du 6 décembre 1919, de la lettre de Lénine à Serrati invitant ce dernier à poursuivre la lutte contre les « opportunistes avoués ou masqués» présents dans le P.S.I. Commentant cette lettre dans un article du 20 décembre 1919 (« Il rivoluzionario qualificato», in L'Ordine Nuovo 1919-1920, pli. 387-389), Gramsci en venait en effet à constater que les partisans de l'Internationale communiste n'avaient guère travaillé à se

transformer en « révolutionnaires professionnels ». Le problème de la scission et de la « forme-parti » n'était toutefois pas abordé et Gramsci s'efforçait, au contraire, de concilier les exigences léninistes et sa problématique propre : « Pour la Ille Internationale, notait-il en particulier, " faire " la révolution signifie " donner " le pouvoir aux Soviets... a

Page 308.

1. La grève des mineurs du Yorkshire de l'été 1919 fut évoquée au cours du Trade Union Congress de septembre 1919 et fit l'objet de deux congrès extraordinaires. C'est au cours d'une autre grève, celle des chantiers de la Clyde de janvier-février 1919, qu'avait commencé de s'opérer, avec la formation du Clyde Workers Committee, le transfert de la direction de la lutte à des comités ouvriers.

Il semble que ce soit essentiellement par l'intermédiaire de Sylvia Pankhurst et du groupe du Dreadnought que parvinrent, au cours de cette période, les informations sur le mouvement ouvrier britannique publiées dans *L'Ordine Nuovo* comme dans *Il Soviet*. Venue en Italie à l'occasion du Congrès de Bologne du P.S.I., Sylvia Pankhurst était passée par Turin et s'y était entretenue avec Gramsci et Pietro Rabezzana, le secrétaire de la section locale du Parti : un compte rendu de cette rencontre fut publié, un an plus tard, dans le Bulletin communiste de Boris Souvarine. Sylvia Pankhurst, « abstentionniste », comme on sait, y laisse transparaître une certaine méfiance à l'égard de la thèse développée par ses interlocuteurs quant à « l'emploi de l'action parlementaire dans des buts de propagande » (Sylvia Pankhurst, « L'Italie devant la révolution », Bulletin communiste, I, 29, 9 septembre 1920, pp. 7-9). Avec Bordiga, cet obstacle n'existait pas et la rencontre - toujours à la même époque - fut sans doute plus facile. Au demeurant, Sylvia Pankhurst collabora également à *L'Ordine Nuovo* de Gramsci et au *Soviet* de Bordiga. Elle publia, dans le *Soviet* du 20 septembre 1919, un article sur « La situation en Angleterre » qui insistait sur le développement de l'action directe auquel Gramsci fait allusion ici. Dans *L'Ordine Nuovo*, outre l'article « Vite politica internazionale » du 23 août 1919, elle publia une série de « Lettere dall'Inghilterra » (6 septembre et 11 octobre 1919; 7 février, 27 mars, 12 et 26 juin, 17 juillet 1920).

Page 30.0.

1. Il s'agit d'évidence des grèves des postiers et des cheminots qui se sont terminées quelques jours auparavant. Commencée le 13 janvier 1920 la grève des postiers s'était conclue une semaine plus tard sur la pleine satisfaction des revendications des grévistes, qui avaient obtenu en outre le paiement des jours de grève et la promesse qu'il n'y aurait pas de sanctions contre les grévistes. Menée par des anarchistes et des syndicalistes révolutionnaires, la grève des cheminots des 20-29 janvier 1920 s'était également achevée par une victoire, les grévistes obtenant leur réintégration dans leurs postes, la journée de 8 heures et une refonte de la grille des salaires, et la participation de délégués du personnel du Conseil d'administration des chemins de fer. Loin de soutenir ces mouvements de caractère « économique », l'Avanti et la Direction du P.S.I. se plurent à souligner que postiers et cheminots n'avaient pas participé à la grève générale politique des 20-21 juillet 1919, de solidarité avec les révolutions russe et hongroise.

.Page 311.

1. Au cours de la discussion parlementaire portant sur l'extension du droit de vote aux femmes, Filippo Turati s'était élevé, dans son intervention du 4 septembre 1919, contre certaines restrictions que prévoyait le projet de loi et, singulièrement, contre l'ostracisme qui pouvait frapper les -saliés de l'amour». Le texte de ce morceau de bravoure fit l'objet d'une brochure (Il voto alle donne e le salariale dell'amore) qui fut diffusée par l'Avanti au prix de 80 centimes. Spécialiste du droit pénal, Enrico Ferri s'était attaché, quant à lui, à la réforme du système pénal et à la situation des aliénés mentaux. En septembre 1919 il fut nommé président de la Commission pour la réforme du droit pénal.

Page 315.

1. C'est là un épisode sur lequel Gramsci devait revenir quelques années après dans « Alcuni temi della quistione meridionale ». La a Giovane Sardegna » ne représentait qu'une des nombreuses tentatives d'inspiration démocratique ou mazzinienne qui tentaient alors de résoudre, pour la Sardaigne, la crise de l'après-guerre. Né dans les rangs des Anciens Combattants, le plus conséquent de ces mouvements fut le Partito Sardo d'Azione fondé par Camillo Bellieni et Emilio Lussu (1920). Cf. sur ce point Salvatore Sechi, Dopoguerra e fascismo in Sardegna, Turin, 1969.

Page 317.



1. Il semble que cette motion ait été inspirée par Gramsci lui-même (S. F. Romano, Gramsci, Turin, 1965, p. 315).

2. Dans La questione meridionale (1926) Gramsci devait donner une version légèrement différente de l'issue de la réunion : « Une heure après se constituait, à la Chambre du travail, le Cercle éducatif socialiste sarde avec 256 inscrits; la constitution de la - Giovane Sardegna " fut renvoyée sine dit et n'eut jamais lieu.»

,Page 319.

1. La Stampa du sénateur Alfredo Frassati était le principal organe de la bourgeoisie libérale piémontaise. L'inspiration en était surtout « giolittienne». En 1920, Frassati fut nommé ambassadeur à Berlin et C'est Luigi Salvatorelli qui prit la direction politique du journal.

Page 320.

1. D'inspiration libertaire, l'Unione Sindacale Italiana était, on l'a dû, animée par Armando Borghi. Cf. note 2, p. 287.

Notes 441

Page 324.

1. Cf. note 1, p. 290.

Page 325.

1. Allusion au programme des 1. W. W. (Industriel Workers of the World) la formation, au plan national et international, de One Big Union.

Page 327.

1. Cet article fut écrit alors que venait de s'engager la célèbre « grève des aiguilles» qui marque sans aucun doute l'apogée de la combativité ouvrière dans l'Italie du premier après-guerre. Si « futile P qu'en fût le motif, cette grève soulevait en effet le problème de la compétence et du pouvoir des Commissions internes. Le 28 mars, la direction de la Fiat ayant substitué l'heure légale à l'heure solaire sans consulter les Commissions internes, celles-ci proclamèrent une grève qui, le 13 avril, se transforma en grève générale et s'étendit à tout le Piémont, concernant ainsi plus de 500 000 ouvriers et paysans. Désavoué par les instances dirigeantes de la

C.G.I. et nullement soutenu par la direction du P.S.I., le mouvement se terraina, dans l'isolement, le 24 avril.

Page 330.

1. L'Avanti ! avait effectivement publié la veille, sous le titre « Une nouvelle

arme de la lutte de classe à, une note informant ses lecteurs qu'un groupe d'ouvriers turinois, frappés par le lock-out des usines métallurgiques, envisageaient d'émigrer en Russie. « Le Gouvernement russe des Soviets recherche activement de la main-d'œuvre ouvrière qualifiée pour réorganiser l'appareil industriel russe et le mettre en mesure de réparer les destructions qu'ont opérées quatre ans de guerre impérialiste et deux ans de guerre civile. [...] On est assuré que trouveraient aisément à s'employer des ouvriers qualifiés socialistes qui pourraient doter la Russie des Soviets d'un premier établissement de production d'automobiles et de tracteurs mécaniques» (« Una nuova arma della lotta di classe», Avanti !, édition piémontaise, 2 avril 1920, p. 3).

Page 332.

1. Comme l'écrit Gramsci dans une a chronique» de L'Ordine Nuovo du 21 août 1920 - pp. 377-379 - ce rapport avait été rédigé initialement en vue du Conseil national du P.S.I. qui aurait dû se réunir à Turin les 20 et 21 avril 1920 pour débattre, entre autres, du « Projet de constitution de Soviets» soumis par Bombacci à l'approbation des militants socialistes. C'est alors qu'éclata la a grève des aiguilles» du 28 mars 1920. L'élargissement du mouvement et son extension à l'ensemble du Piémont, prolétariat agricole y compris, firent que la direction du P.S.I. préféra convoquer le Conseil national à Milan (18-22 avril 1920). Là, renonçant assez curieusement à défendre leur point de vue, les délégués turinois, Angelo Tasca et Umberto Terracini, se retrouvèrent aux côtés des « bordiguistes» pour s'abstenir dans le vote de la motion de confiance présentée par la direction du parti. Ce fut là, comme Gramsci devait le souligner plus tard, une sorte de répétition de la scission de Livourne : la « scission d'avril», ainsi qu'il la désignera dans une lettre à Alfonso Leonetti du 28 janvier 1924. Une première traduction française de ce rapport fut publiée dès 1920 sous le titre « Pour la régénération du Parti socialiste italien» dans le Bulletin communiste de Boris Souvarine (« Le Communisme en Italie», Bulletin communiste, 1, 44-45, 25 novembre 1920, pp. 9-15; le texte en question se trouvant pp. 13-15).

Il n'est pas inutile, enfin, de noter dès à présent que C'est à ce même texte de Gramsci que se référera Lénine dans ses « Thèses sur les tâches du IIe Congrès de l'Internationale communiste» (in Oeuvres, tome 31, Paris-Moscou, 1961, p. 202).

2. Il s'agit de la Guardia Regia (Garde royale) institués par Nitti le 2 octobre 1919. Elle comptait 25 000 hommes en juin 1920.

Page 333.

1. Allusion à la « grève des aiguilles».

Page 334.

1. Sur proposition de Serrati, le XVIe Congrès du P.S.I. (Bologne, 5-8 octobre 1919) avait voté -par acclamation - l'adhésion du P.S.I. à la IIe Internationale,

Page 335.

1. Il s'agit du putsch Lüttwitz-Kapp», auquel Gramsci avait déjà consacré un article La rivoluzione tedesca», L'Ordine Nuovo, 1, 41, 20 mars 1920). Le 13 mars 1920 la brigade de marine du capitaine de vaisseau Ehrhardt marcha sur Berlin et mit au pouvoir un civil, Wolfgang Kapp, flanqué du général von Lüttwitz, commandant de la place, Les syndicat% appelèrent à la grève générale et le putsch fut brisé en quatre jours.

Page 336.

1. Une conférence des groupes et parti\$ occidentaux adhérents à l'Internationale communiste fut organisée à Francfort-sur-le-Main en décembre 1919 par le secrétariat de Berlin de la IIe Internationale. Elle rassembla des délégués d'Allemagne, d'Autriche, d'Angleterre, de Pologne et de Roumanie. Quoique Serrati eût été informé de la préparation de cette rencontre, l'Italie n'y fut pas représentée. Organisée par le Bureau d'Amsterdam de l'I.C., une autre Conférence internationale pour l'Europe occidentale se tint à Amsterdam le 13 février 1920 avec des représentants des partis et groupes communistes des Pays-Bas, de Belgique, de Grande-Bretagne, d'Allemagne et des États-Unis. Les Italiens n'y participèrent pas.

Z. Allusion probable au Congrès de Heidelberg du K.P.D. (20-24 octobre 1919).

3. Le 20 mars 1920 le réformiste Claudio Treves avait prononcé devant la Chambre des députés un discours que l'on désigna désormais comme le « discours de l'expiation ». Il y déclarait en particulier : « La crise, son tragique est justement en cela : vous ne pouvez plus nous imposer votre ordre, et nous, nous ne pouvons pas encore vous imposer le nôtre. » Et il concluait

« Messieurs, c'est l'expiation ! »

Page 337.

1. La première anthologie italienne des oeuvres de Lénine fut publiée en 1920 par l'un des compagnons de Gramsci, Alfonso Leonetti (Nicola Lenin, Pagine scelte, Milan, sd mais 1920). Une traduction de L'État et la révolution (Stato e rivoluzione) fut également publiée à Milan la même année.

Page 338.

1. Allusion au projet de former une assemblée réunissant au groupe parlementaire socialiste les représentants de la direction du parti, des syndicats et des coopératives. Cette assemblée aurait eu pour tâche d'éla

Notes 443

borer des projets de loi et aurait dû fonctionner, selon la formule de Turati, comme une « opposition de propulsion ». Le groupe de L'Ordine Nuovo fit connaître son hostilité au projet à travers deux articles d'Andrea Viglongo, « Contro il Parlamento del lavoro 9 (L'Ordine Nuovo, 1, 39, 26 février - 6 mars 1920 et 1, 40, 13 mars 1920).

Page 339.

1. Il s'agit, bien entendu, de la grève générale qui a suivi la grève des aiguilles » : cf. note 1, p. 327.

Page 340.

1. Edoardo Giretti avait été élu député en 1919 avec un programme libre-échangiste sur les listes du « Bloc de la victoire P, lequel était formé, pour une bonne part, d'anciens combattants. Sur ce point, cf. P. Gobetti, Scritti politici, Turin, 1960, pp. 162-164.

2. La première Conférence nationale des industriels italiens, du 7 mars 1920, fut décisive pour l'Italie de l'après-guerre. Tandis que la Confindustria y affirmait son hégémonie sur

l'ensemble de l'économie italienne, il y fut décidé une restructuration générale du capital (qui devait, en dernier terme, aboutir au fascisme) et, au plan politique, le rappel de Giolitti.

Page 345.

1. « Syndicats et Conseils P, Il octobre 1919, p. 278.

Page 346.

1. Sur les circonstances de la publication de ce texte, cf. la note suivante.

Page 351.

1. Loin de partager toutes les vues de Gramsci sur les Consigli di fabbrica et, à la différence des autres « intellectuels » de L'Ordine Nuovo, participant étroitement, et depuis plusieurs années, aux activités du mouvement syndical turinois, Tasca n'avait cessé d'oeuvrer en faveur de la subordination de ces « organes d'autogouvernement » (comme les désignait Gramsci) aux institutions plus traditionnelles du mouvement ouvrier, le parti et le syndicat. C'est ainsi que, dans un rapport du 13 avril 1920 à la section socialiste de Turin, il avait insisté sur la nécessité, pour les révolutionnaires organisés, de « conquérir la majorité dans les Conseils » - thèse assez proche, en fait, de l'attitude adoptée par les bolcheviks face aux Soviets - et proposé, plus généralement, d'intégrer les Conseils au mouvement syndical : « Il est absolument nécessaire que les Conseils d'usines deviennent partie intégrante des syndicats » (Cf. A Tasca, 1 Consigli di Fabbrica e la Rivoluzione mondiale, Turin, Alleanza Cooperativa Torinese, 1921). Mais c'est à l'occasion du rapport lu par Tasca devant le Congrès de la Chambre du travail de Turin (23-28 mai 1920) que devait se produire la rupture avec Gramsci.

Ce texte, publié dans L'Ordine Nuovo sous le titre « 1 valori politici e sindacali dei Consigli di Fabbrica » (O.N., II, 3, 29 mai 1920), reprenait la thèse chère à Tasca, à savoir la nécessité de soumettre le Conseil au syndicat, - position qui, on se doit de le souligner, n'était pas isolée, puisque le Congrès approuva ce texte à l'unanimité moins sept voix (des anarchistes). Un premier article de Gramsci, « La relazione Tasca e il congresso camerale di Torino » (O.N., 11, 4, 5 juin 1920), s'efforça de marquer les différences, sans dissimuler le sentiment de quasi-trahison que provoquait, dans le noyau de L'Ordine Nuovo, l'exposé des positions de Tasca (« en quelques heures il a détruit... un an de travail et d'efforts .). Simultanément, un autre article

de Gramsci, « Le Conseil d'usine», que l'on vient de lire, rappelait 169 positions ordinovistes. Premier d'une série de trois articles, le texte de Tasca auquel Gramsci se réfère ici (« Polemica sui programma dell'Ordine Nuovo», O.N., II, 5, 12 juin 1920; 11, 6, 19 juin 1920; 11, 8, 3 juillet 1920), allait effectivement ouvrir une longue discussion, que devait clore, à la veille de l'occupation des usines, « Le programme de L'Ordine Nuovo».

Page 353.

1. Ce rapport, envoyé au Comité exécutif de l'Internationale communiste au début de l'été 1920, a été publié dans les différentes éditions (français, allemand et russe) de l'organe du C.E., L'Internationale communiste (no 14, 1920). Pour la version française, cf. Gramsci [sic], « Le mouvement communiste à Turin», L'Internationale communiste, II, 14, novembre 1920, 2783-2792. L'original italien - que l'on a retraduit ici - ne fut, en effet, publié que l'année suivante, dans L'Ordine Nuovo quotidien, le 14 mars 1921. Gramsci venait alors de publier - le 10 février et le 13 mars 1921 - deux articles consacrés au problème du contrôle ouvrier qui constituaient une reprise du débat de l'année précédente sur les Consigli di fabbrica. La publication de ce texte s'insérait probablement dans cette tentative d'intégrer la problématique ordinoviste à l'ensemble des positions - stratégie et tactique - d'un Parti communiste d'Italie largement « bordiguiste». Il ne semble pas, enfin, que Lénine ait eu connaissance de ce rapport avant le IIe Congrès de l'I.C. (19 juillet - 7 août 1920), où, comme on l'a vu, il ne s'est référé qu'au texte du printemps 1920 : « Pour une rénovation du Parti socialiste.» Sur ce point, cf. les « Chroniques» de L'Ordine Nuovo du 21 août et du 9 octobre 1920, ci-après, pp. 377-379 et 400-402.

2. Allusion à la « grève des aiguilles», dont Gramsci parlera plus loin.

Page 357.

1. Gramsci se réfère ici à la grève insurrectionnelle de Turin des 17-18 mai 1915. Le samedi 15 mai, une manifestation d'étudiants nationalistes appelant à la guerre avait exaspéré le prolétariat turinois. Dès le lendemain, sous la pression des jeunes socialistes et des anarchistes, les dirigeants des sections locales du P.S.I. et de la C.G.L. décidèrent d'appeler à la grève générale. Le lundi matin, 17 mai, une manifestation de près de 100 000 grévistes, déferlant sur le centre de Turin, se heurta aux forces de l'ordre : il y eut un mort et une quinzaine de blessés. L'après-midi, tandis que la ville se couvrait de barricades, des ouvriers pillaient une armurerie, s'emparaient de fusils et se retranchaient dans la Bourse du travail. Celle-ci était alors prise d'assaut et saccagée par la troupe, qui arrêtait les principaux dirigeants de la section turinoise du P.S.I. et de la Bourse du travail. La minorité socialiste du conseil municipal appelait alors à reprendre le travail dès le lendemain, mais des combats se déroulaient tout au long de la nuit dans

les quartiers ouvriers et, le 18 encore, tandis que des patrouilles de soldats, baïonnette au canon, contrôlaient le centre de la ville, l'agitation continuait dans la périphérie. Le 19, enfin, le travail commençait de reprendre. Ce devait être là, comme l'a noté justement P. Spriano, l'une des sources du mythe du « Petrograd de la révolution prolétarienne italienne ».

2. C'est en fait le 13 août 1917 qu'eut lieu la manifestation dont parle ici Gramsci. Officiellement délégués du Soviet de Petrograd, J. P. Goldenberg et E. Smirnov, qui étaient tous deux mencheviks (Josip Petrovic Goldenberg était un ancien bolchevik), étaient surtout des propagandistes du gouvernement Kerenski,

Notes 445

Page 363.

1. L'ouverture de la XXVe législature, le 1er décembre 1919, fut marquée par une manifestation antimonarchique des députés socialistes. L'après-midi du même jour certains d'entre eux furent attaqués et molestés, à la sortie du Parlement, par des groupes nationalistes et des officiers démobilisés. Répondant à cette agression une grève générale spontanée, extrêmement violente, secoua pendant deux jours les principales villes d'Italie du Nord. Gramsci et Togliatti consacrèrent un article à cet événement, en soulignant ce qui leur paraissait constituer l'aspect spécifique des affrontements des 2 et 3 décembre 1919 : l'ouverture de la lutte entre le prolétariat et la petite et moyenne bourgeoisie, - thème que Gramsci devait reprendre dans ses analyses du fascisme. Cf. « Gli avvenimenti del 2-3 dicembre », in *L'Ordine Nuovo* 1919-1920, pp. 61-67.

2. Il s'agit de la première Conférence nationale des industriels italiens (Milan, 7 mars 1920), qui confirma l'hégémonie de la Confindustria sur l'ensemble du capital italien. Cf. note 2 p. 340.

Page 364.

1. Le Conseil national du P.S.I. se réunit à Milan du 18 au 22 avril 1920, alors que se déroulait à Turin la « grève des aiguilles P ».

Page 365.

1. « [...] En régime communiste subsistent pendant un certain temps, non seulement le droit bourgeois, mais aussi L'État bourgeois - sans bourgeoisie ! » (Lénine, *L'État et la révolution*, in *Oeuvres*, tome 25, Paris-Moscou, 1962, p. 509). C'est en 1920 que fut publiée, on l'a dit, la première traduction italienne de *L'État et la révolution*.

Page 366.

1. Commentant ce texte dans sa « Préface » à 2000 pagine di Gramsci (Milan, 1964, 1, p. 96), Giansiro, Ferrata croit y retrouver une évocation « directe » de l'ouvrage de Lénine, Deux tactiques de la social-démocratie (1905). Rien n'atteste pourtant que Gramsci ait pu avoir - dès 1920 - une connaissance directe de ce texte. En revanche, le thème, souligné par G. Ferrata, de l'hégémonie du prolétariat sur la « majorité de la population », est également présent dans ce même État et la révolution auquel Gramsci se réfère dès l'ouverture de son article et qui, au demeurant, devait être (ou paraître encore) en 1920 beaucoup plus actuel que Deux tactiques. Ainsi : « le prolétariat est seul capable d'être le guide de toutes les masses laborieuses et exploitées [...] La bourgeoisie ne peut être renversée que si le prolétariat est transformé en classe dominante capable de réprimer la résistance inévitable, désespérée, de la bourgeoisie, et d'organiser pour un nouveau régime économique toutes les masses laborieuses et exploitées », etc. (Lénine, loc. cit., p. 437).

Page 367.

1. C'est en août 1920 que l'Armée rouge commandée par Toukhatchevski parvint aux portes de Varsovie. Des témoins ont raconté comment les délégués du 110 Congrès de la IIIe Internationale en train de se dérouler à Moscou, suivaient d'heure en heure sur une carte cette avance de l'Armée rouge, et attendaient, enthousiasmés, qu'éclatât la révolution, en Pologne et en Allemagne. Mais le 19 août commença la contre-offensive polonaise.

2. Allusion au mythe de la « victoire mutilée » qui sévissait en Italie depuis la fin de la guerre.



Page 368.

1. Publié dans L'Ordine Nuovo des 14 et 18 août 1920 et comportant assez exceptionnellement la signature complète de Gramsci, ce texte visait formellement à mettre un terme à la polémique avec Tasca. Rompant avec la « discipline » du groupe, ce dernier, on l'a dit, avait développé à plusieurs reprises des thèses en rupture ouverte avec la « théorie » des Conseils d'usines que Gramsci tentait de développer dans la revue : lors d'un exposé sur « Les Conseils d'usines et la révolution mondiale », Tasca avait repris, devant la section socialiste de Turin, la thèse « maximaliste » soutenant l'absolue nécessité de soumettre et même d'intégrer les Conseils aux syndicats et d'adjoindre, au pouvoir ouvrier, un pouvoir politique; il y était revenu par la suite lors du Congrès de la Bourse du travail de Turin, les 23-26 mai 1920... Mais, allant plus loin, il semble que Gramsci ait surtout voulu relancer ici la problématique des conseils, pour tenter peut-être - il le suggérera rétrospectivement dans un article de 1924 - de conférer à ces derniers une fonction maïeutique et d'en faire le lieu privilégié de la rupture avec les réformistes : « susciter le nouveau parti de la révolution comme un besoin inexorable de la situation en cours » (« Cronache », L'Ordine Nuovo mensuel no 1, mars 1924, in *La costruzione del Partito Comunista 1923-1926*, Turin, 1971, pp. 161-162). Position dans laquelle Gramsci se trouvait alors totalement isolé, abandonné de ses compagnons les plus proches. « Togliatti doit se rappeler comment, en août 1920, je me suis détaché même de lui et de Terracini », écrira-t-il à Scoccimarro le 5 janvier 1924. « A ce momentlà, c'était moi qui voulais conserver des rapports avec la gauche [c'est-à-dire Bordiga] plutôt qu'avec la droite, tandis que Togliatti et Terracini s'étaient ralliés à Tasca, qui s'était détaché de nous depuis le mois de janvier. » Ainsi, Tasca en témoignera plus tard, le fameux rapport devant le Congrès de la Bourse du travail avait-il été approuvé par Togliatti (A. Tasca, *1 primi dieci anni del P.C.I.* [1953], Bari, 1971, p. 105). La crise allait ainsi éclater au grand jour à l'occasion du renouvellement de la Commission exécutive de la section socialiste de Turin, le 24 juillet 1920 : tandis que Togliatti et Terracini soutenaient, avec Tasca, des positions « maximaliste-sélectionnistes » proches de celles de Serrati, Gramsci, quoique penchant vers les « abstentionnistes » (à Turin, Giovanni Boero et Giovanni Parodi), constituait un groupe d' « éducation communiste - qui appelait à voter blanc et se proposait de « travailler dans le domaine de l'action de masse : pour les Groupes communistes d'usines et de syndicats, pour le Conseil ouvrier, pour l'unité prolétarienne... »

Page 370.

1. Avocat et propagandiste anarchiste, partisan de l'École moderne de Francisco Ferrer, Luigi Molinari (1866-1918) fonda en 1900 une « Université populaire ». Auteur d'un livre sur la Commune de Paris, *Il dramma della Comune*, 1918.

Page 371.

1. Il s'agit de l'article « Démocratie ouvrière », pp. 244-248. Quant au « coup d'État rédactionnel », Tasca lui-même, tout en reconnaissant volontiers que l'article en question ouvrait un authentique « cours nouveau » dans la vie de L'Ordine Nuovo, déclarera plus tard ne pas s'en être aperçu...

Page 375.

1. Principal théoricien de l'Industrial Unionism et fondateur, dès 1895, de la « Socialist Trade and Labour Alliance », aile « Industrielle » du « Socialist Labour Party », Daniel de Leon ne fut pourtant pas parmi les

Notes 447

signataires du « Manifesto to the Workers of the World » de janvier 1905 constitution des I.W.W. Appuyé par une forte délégation de la S.T.L.A. à la Convention de Chicago du 27 juin 1905 où furent fondés les « Industrial Workers of the World », il parvint en revanche à faire adopter, dans la Charte du mouvement, ses principales vues et, en particulier, une clause insistant sur la nécessité, pour le prolétariat, de se doter d'une organisation politique. Après avoir plus ou moins dominé le mouvement pendant ses premières années, De Leon s'en écarta lors de la Quatrième Convention (21 septembre 1908), qui vit les anarchistes prendre la tête des I.W.W. et faire annuler la « clause politique » de la Charte de 1905.

2. On admet généralement que c'est à travers *The Liberator, A Journal of Revolutionary Progress*, publié à New York par Max Eastman au cours des années 1918-1924, que Gramsci a pu entrer en contact avec l'œuvre de Daniel De Leon. Il est certain, en tout cas, que les fameuses « Conversations avec Lénine » d'Arthur Ransome, dont L'Ordine Nuovo publia une traduction le 13 septembre 1919, ont pu également attirer son attention sur

ce théoricien qui, au dire même de Lénine, aurait été « le seul à ajouter quelque chose à la pensée socialiste depuis Marx ». L'important, au demeurant, est ici dans l'effort pour mettre en parallèle et même unifier les positions du marxiste américain et du dirigeant bolchevique. Coïncidence ? C'est à la même époque que Lénine écrit à Boukharine : « Il faut éditer en russe *Two Pages from Roman History*, de De Leon, avec des notes et une préface de Louis Fraina. J'écrirai aussi quelques mots. »

3. Cet appendice n'a pas été publié et ne paraît pas avoir dépassé le stade du projet.

Page 376.

1. A. Labriola, *Il Capitalismo*, Turin, Bocca, 1910. Le compte rendu de Tasca avait été publié, sous le titre « La concentrazione capitalistica », dans le *Corriere universitario* de Turin, no 4-5, avril 1913.

Page 377.

1. D. R., « Una lettera da Mosca », *L'Ordine Nuovo*, 11, 13, 21 août 1920, p. 104.

2. Lénine, *Thèses sur les tâches du II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste* in *Oeuvres*, tome 31, Paris-Moscou, 1961, p. 202. Ce commentaire de Lénine porte, on l'a dit, sur le texte publié par Gramsci dans *L'Ordine Nuovo* du 8 mai 1920 sous le titre « Pour une rénovation du Parti socialiste », pp. 332-338.

C'est sans doute là le premier contact de Lénine avec les positions de *L'Ordine Nuovo* : dans les pages qu'il consacre au mouvement ouvrier italien dans *La Maladie infantile du communisme* (rédigé en avril-mai 1920), Lénine ne souffle mot, en effet, des thèses de *L'Ordine Nuovo*. Or, « Pour une rénovation... » reprend - comme le souligneront fréquemment Bordiga et ses amis - a les positions défendues par la fraction abstentionniste », en passant sous silence « deux thèses chères au groupe de *L'Ordine Nuovo* » : la théorie des Conseils d'usines et l' « unité du parti (y compris avec les réformistes) » : Gatto Mammone [Virgilio Verdaro], « In margine ad un anniversario », *Prometeo*, 1, 5, janvier-février 1947, pp. 214-222.

3. Cf. note 1, p. 332.

Page 379.

1. Pendant la période de l'occupation des usines, *L'Ordine Nuovo* ne parut point et c'est dans l'édition piémontaise de *L'Avanti* 1 que s'exprimèrent

les positions du groupe. Le présent article représente d'ailleurs, ainsi que le note S. Caprioglio, la première prise de position du quotidien socialiste sur l'événement.

2. A la différence de la « grève des aiguilles » du mois d'avril, l'occupation des usines d'août-septembre 1920 fut l'aboutissement de deux longs mois de discussions - sans résultat - portant sur les salaires des métallurgistes. Les industriels ayant rompu les pourparlers le 13 août 1920, les dirigeants de la FIOM décidèrent de recourir à l'obstruction. L'occupation, par la police, des établissements Romeo, de Milan, le 30 août 1920, mit le feu aux poudres. Le soir même les usines de Milan étaient aux mains des ouvriers et le mouvement s'étendait aux autres villes industrielles, Turin et Gênes en premier lieu. Les ouvriers s'organisèrent dans les usines et les remirent en fonctionnement, sous leur contrôle et pour leur compte. Entre-temps, la police et l'armée, sans intervenir, occupaient les centres industriels et encerclaient les usines. On aboutit ainsi à une sorte de statu quo sur lequel furent appelés à se prononcer la direction du Parti socialiste et les dirigeants de la C.G.L. réunis à Milan du 9 au 11 septembre 1920. C'est au cours de cette réunion - sur laquelle on aura l'occasion de revenir - qu'il fut décidé, par 591245 voix contre 409 596 et 93 623 abstentions, de limiter le mouvement au seul objectif de la reconnaissance, de la part des industriels, du contrôle syndical des entreprises. C'en était fini de l'occupation. Un décret de Giolitti instaurant une commission paritaire chargée d'étudier le problème, parut donner satisfaction aux réformistes. On évacua les usines. Le « travail P reprit le 4 octobre.

3. On voit ici qu'au coeur même de l'événement Gramsci demeurait pleinement conscient des limites et des insuffisances du mouvement et des risques qu'il comportait. Revenant sur cette période, il devait du reste faire l'aveu de ce pessimisme dans une lettre à Zino Zini du 10 janvier 1924 : « [...] Après la révolution, avec un parti comme le Parti socialiste, avec une classe ouvrière qui voyait généralement tout en rose et qui préférait les chansons et les fanfares aux sacrifices, nous aurions connu des tentatives contre-révolutionnaires qui nous auraient irrémédiablement balayés. 3 Au demeurant, et il n'est pas inutile de le souligner, une bonne part des motifs qu'invoquait la présent article contre les illusions et la facilité n'étaient pas le seul fait de Gramsci et reprenaient, en particulier, les arguments avancés par Bordiga dans sa polémique contre L'Ordine Nuovo.

Page 386.

1. Cet « appel du pied » aux anarchistes ne saurait surprendre. Pendant toute la durée de l'occupation des usines, les anarchistes furent sans doute les seuls à envisager sérieusement l'élargissement du mouvement en révolution. C'est ce que devait souligner, par exemple, Jacques Mesnil quelques mois plus tard : « En réalité, Lénine et les communistes russes dans leurs appels

aux travailleurs italiens à propos de ces événements n'étaient d'accord sur la portée [révolutionnaire) du mouvement qu'avec un seul des principaux révolutionnaires italiens : avec Malatesta» (« La Crise Italienne

Revue communiste, 11, 14, avril 1921, pp. 81-85).

2. Cinq mois : c'est la période qui sépare la « grève des aiguilles» d'avril 1920, qui posait, on l'a dit, le problème du contrôle ouvrier à travers les Commissions internes, à l'occupation des usines de septembre 1920, dans laquelle Gramsci paraît voir ici l'occasion révolutionnaire. Cet article fut écrit en fait après la réunion de Milan de la C.G.L. (9-11 septembre) qui vit triompher le point de vue réformiste proposant d'assigner comme unique objectif à la lutte la « reconnaissance de la part du patronat du principe du contrôle syndical des entreprises» : solution, on le sait, qui avait l'agrément

Notes 449

de Giolitti et qui, étant entrée, comme le dit Gramsci, dans le « domaine public», marquait un indéniable recul par rapport aux objectifs possibles.

Gramsci devait d'ailleurs revenir sur ces problèmes dans un article écrit à l'occasion du premier anniversaire de l'occupation des usines, « Avril et septembre 1920», dont le titre même reprenait les articulations du présent article : cf. Écrits politiques, II.

Page 389.

1. Après avoir œuvré au cours du mois de juillet à la formation de « groupes communistes d'usine mi permettant d'envisager une transformation radicale de la forme organisationnelle du parti à (« 11 Gruppi comunisti», O.N., II, 10, 17 juillet 1920, loc. cit., pp. 140-143) et affronté, à la même époque, la crise de la Commission exécutive de la section de Turin (et. note 1, p. 368), au moment de la rédaction de cet article-qui marque un indéniable pas en avant en direction des positions de Bordiga - Gramsci se trouve activement engagé dans le regroupement des différentes fractions communistes de la section de Turin. Dès la fin de l'occupation des usines, le problème de la scission immédiate s'est trouvé en effet posé à Turin par un groupe d'abstentionnistes qui, le 20 septembre 1920, ont décidé de fonder sans tarder un « Parti communiste révolutionnaire». L'initiative - jugée prématurée - a été freinée par Bordiga et par Gramsci. Mais désormais s'opère le regroupement qui aboutira à la réunion de Milan d'octobre 1920 (cf. note 2, p. 405).

2. Sur la place de Sorel et du sorélisme dans le mouvement ouvrier italien, outre la « Chronique» de Gramsci du 11 octobre 1919 - ici, pp. 276-277 - cf. E. Santarelli, « L'esperienza

soreliana», In La revisione del marxismo in Balla, Milan, Feltrinelli, 1964; B. Paris, « Georges Sorel en Italie», Le Mouvement Social (Paris), no 50, janvier-mars 1965, pp. 131-138.

Page 395.

1. Cf. note 1, p. 291.

Page 396.

1. Gramsci pense ici à l'action en milieu agraire de certains dirigeants de cette aile gauche du P.P.I. : le député Guido Miglioli, qui va jusqu'à organiser des occupations de terres dans la province de Crémone, ou Giuseppe Speranzini, avocat de Vérone, qui suscite des syndicats catholiques parmi les métayers de la région. On ne saurait oublier ici que le Parti socialiste, en revanche, n'avait pas de programme agraire.

2. Les anciens combattants italiens étaient regroupés dans deux grandes associations : l'Associazione Nazionale fra Mutilati e Invalidi di Guerra, qui était apparue au cours de la guerre, et l'Associazione Nazionale dei Combattenti, qui commença de se constituer dès la fin du conflit, pour tenir son premier congrès en juin 1919. Le « Manifeste au pays » de l'A.N.C., qui vit le jour à l'époque de Vittorio Veneto et fut suivi de l' « Appel aux combattants » du 12 novembre 1918, développait un certain nombre de revendications d'inspiration démocratique : convocation d'une assemblée constituante, poursuite d'un accord avec la Yougoslavie, règlement de la question méridionale et, surtout, « la terre aux paysans ». Aux élections de 1919 et de 1921 l'A.N.C. présenta ses propres candidats pour défendre son programme.

Page 398.

1. Un pacte plus ou moins tacite liait la C.G.L. et le P.S.I. depuis la Conférence de Florence de 1907. Le 28 septembre 1918, la direction de la centrale syndicale avait décidé de renouveler ce pacte, dans lequel le P.S.I. occupait la position du « demandeur ».

Page 399.

1. L' « équivoque centriste » désigne, il va sans dire, l'attitude de Serrati à l'égard d'un point essentiel des « 21 conditions » de l'Internationale communiste : la rupture avec les réformistes, que Serrati souhaitait limiter à des cas individuels. C'est ainsi qu'il écrivait à Jacques Mesnil : « Je soutiens qu'on doit épurer le parti des éléments nuisibles - et j'ai proposé l'expulsion de Turati - mais qu'il nous faut ne pas perdre les masses des syndicats et des coopératives. Les autres veulent une scission radicale. Voilà le différend » (L'Humanité, 14 octobre 1920).

2. Il s'agit du XVII<sup>e</sup> Congrès du P.S.I. qui aurait dû se tenir à Florence et qui, pour éviter les assauts des fascistes, eut lieu en fait à Livourne du 15 au 21 janvier 1921. Ajoutons que le texte des « 21 conditions » d'admission à l'Internationale communiste auxquelles se réfère implicitement Gramsci avait paru dans l'Avanti 1 du 20 septembre 1920, soit avant la publication de la deuxième partie de cet article.

Page 400.

1. Il s'agit du compte rendu du 111, Congrès de l'Internationale communiste publié par Bordiga à son retour de Moscou (« *Intorno al Congresso Internazionale Comunista P, Il Soviet*, 111, 24, 3 octobre 1920). Quant au 170 point des « Thèses sur les tâches du II<sup>e</sup> Congrès de l'I.C. P, de Lénine, il s'agit, bien entendu, du texte déjà publié dans L'Ordine Nuovo du 21 août 1920 (ici, p. 377) et commentant favorablement les propositions formulées dans « Pour une rénovation du Parti socialiste P.

Page 401.

1. Le Conseil national de Milan des 18-22 avril 1920, auquel fut adressé le rapport « Pour une rénovation du Parti socialiste », publié ici pp. 332-338. Cf. également la note 1, p. 332, ainsi que la lettre à Leonetti du 28 janvier 1924, in *Écrits politiques*, II, qui confirme les déclarations de Bordiga.

2. « L'unità del partito », L'Ordine Nuovo, 1, 22, 18 octobre 1919, pp. 167-168.

3. Carlo Radek, « Sindacati, Consigli, Soviet », L'Ordine Nuovo, 11, 17, 9 octobre 1920, pp. 131-132. Il s'agit des Thèses sur la question syndicale présentées par Radek - au nom du Comité exécutif - au II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste.

Page 403.

1. Gramsci veut parler ici de la période qui va de l'armistice du 4 novembre 1918 aux élections du 16 novembre 1919.

Page 40-5.

1. Le thème de la « nation prolétaire » avait fait son apparition dans les milieux nationalistes dès l'époque de la guerre de Libye. Il retrouva une nouvelle vigueur avec le mythe de la « victoire mutilée ». Quant à la formule de Blanqui : « Qui a du fer a du pain » (Toast de Belle-Ile, 10 février 1851), elle constitua l'un des sous-titres du Popolo d'Italia de Mussolini au moment de sa parution.

Notes 451

2. Vers la mi-octobre se tint à Milan une réunion des représentants des diverses tendances de la gauche du P.S.I., qui élaborèrent un premier manifeste en vue du XVII<sup>e</sup> Congrès du P.S.I., originellement convoqué, on l'a dit, à Florence. Signé par Bombacci, Bordiga, Fortichiari, Gramsci, Misiano, Polano, Repossi et Terracini, ce « Manifesto-programma della Sinistra del Partito - fut publié successivement dans le Soviet du 17 octobre 1920, l'Avanti! (édition piémontaise) du 21 octobre et L'Ordine Nuovo du 30 octobre (« Verso il Congresso di Firenze. Il Programma della frazione comunista », O.N., II, 19).

Page 406.

1. La figure du père jésuite Antonio Bresciani, adversaire du Risorgimento et des libéraux, auteur en particulier de L'Ebreo di Verona, roman où la propagande assume, selon Gramsci, une forme « ignoble et révoltante », désigne, à travers toute l'œuvre de Gramsci, une véritable catégorie politico-culturelle, où le réactionnaire le dispute à l'infâme et l'ignorance au fourbe. Les nipotini di Padre Bresciani » seront une cible favorite de Gramsci.

Page 408.

1. Réunis à Reggio Emilia les 10-11 octobre 1920 les réformistes s'étaient, eux aussi, constitués en fraction : la « Concentration socialiste » (Concentrazione socialista), qui, tout en



réaffirmant son adhésion à l'Internationale communiste, revendiquait l'autonomie et la pluralité des « voies », et insistait, bien entendu, sur les traditions et l'unité du P.S.I. Quant aux « maximalistes » liés à Serrati c'est à Florence qu'ils constituèrent, les 20-21 novembre, la fraction - communiste unitaire » (Comunista unitaria).

Page 409.

1. Barbusse est, avec Péguy et Romain Rolland, l'une des principales « sources » françaises de L'Ordine Nuovo, qui publia dès son second numéro le programme du mouvement Clarté (H. Barbusse, « Il gruppo Clarté », L'Ordine Nuovo, 1, 2, 15 mai 1919) et accueillit, par la suite, plusieurs articles de l'auteur du Feu. Invité au début de l'année par le Cercle des étudiants socialistes de Turin, Barbusse, qui ne put répondre aussitôt à cette invitation, finit par se rendre à Turin le 5 décembre 1920. Sa conférence sur le mouvement Clarté à la Maison du Peuple de Turin fut suivie d'un entretien avec Gramsci et quelques membres de L'Ordine Nuovo.

2. Un autre article de la même époque témoigne de l'enthousiasme de Gramsci pour l'expérience russe du Proletkult: « La Révolution prolétarienne ne peut être qu'une révolution totale. [...] Elle suppose aussi la formation d'un nouveau comportement, d'une nouvelle psychologie, de nouveaux modes de sentir, de penser, de vivre qui doivent être propres à la classe ouvrière, qui devront être créés par la classe ouvrière... » (« Cronache di cultura », Avanti !, édition piémontaise, 14 juin 1920, - in Scritti 1915-1921, pp. 127-129). L'Ordine Nuovo publia du reste plusieurs textes de Lounatcharski, ainsi que le témoignage d'un « camarade russe P sur cette expérience du Proletkult (« Il " Proletkult " russo », O.N., II, 5, 12 juin 1920).

Page 411.

1. La décision de transformer L'Ordine Nuovo en quotidien et en organe de la « fraction communiste » qui venait de se constituer à Imola (28-29 novembre 1920), fit suite à la réunion de Milan de la direction du Parti socia

liste (16-18 décembre 1920) et à la décision qui y fut prise de supprimer, pour indiscipline, l'édition piémontaise de l'Avanti !. Ainsi que l'annonça l'Avanti (piémontais) du 23 décembre, le nouveau quotidien devait être placé sous la direction de Gramsci.

2. Il s'agit, bien entendu, de la Conférence d'Imola de la fraction communiste.

## INDEX DES NOMS

Abegg, Augusto  
Alatri, Paolo  
Albertini, Luigi  
Alcara, Rosa  
Alembert, Joan d'  
Allasia, Leandro  
Althusser, Louis  
Amendola, Giorgio  
Asquith, Herbert Henry  
Augustin, saint  
Avigdor, Ezio  
Babeuf, Gracchus  
Balabanov, Angelica  
Balbo, Felice  
Barberis, Francesco  
Barbusse, Henri  
Barnes, George N.  
Bartoli, Matteo  
Barzilai, Salvatore  
Bass, V. et C.  
Bassi, Enrico  
Bauer, Bruno  
Bell, sir Hugh  
Bellieni, Camillo  
Bellini, Fulvio  
Bellonci, Goffredo  
Bergami, Giancarlo  
Bergson, Henri  
Berneri, Camillo  
Berti, Giuseppe  
Bianchi, Giuseppe  
Billie, Lorenzo Michelangelo  
Bissolati, Leonida  
Blanc, Louis  
Blanqui, Louis-Auguste  
Boere, Giovanni  
Bombacci, Nicola

Bonomi, Ivanoe  
Bordiga, Amadeo  
Borghi, Armando  
Boukharine, Nicolas  
Bresciani, père Antonio  
Buozzi, Bruno  
Burnes, John  
Cabrini, Angiolo  
Calvino, Italo  
Caprioglio, Sergio  
Caracciolo, Alberto  
Carbone, Giuseppe  
Carducci, Giosuè  
Carena, Attilio  
Carena Leonetti, Pia  
Carlini, Armando  
Carlyle, Thomas  
Carnot, Lazare  
Casati, Gabrio  
Castellano, Carlo  
Cattaneo, Carlo  
Cavour, Camillo  
Chaperon, frères.  
Charles-Albert  
Churchill, Winston :  
Cicerchia, Carlo  
Clemenceau, Georges  
Colajanni, Napoleone

Coletti, François  
Colomb, Christophe  
Colombino, Emilio  
Comte, Auguste  
Corradini, Enrico  
Cortesi, Luigi  
Cosmo, Umberto  
Crispi, Francesco  
Croce, Benedetto  
Curzon, lord  
Damen, Onorato  
D'Annunzio, Gabriele  
Dante  
D'Aragona, Ludovico  
Debenedetti, Giacomo  
Debs, Eugen  
De Leon, Daniel  
Delesalle, Paul et Léona  
Della Seta, Alceste  
Denikine, Anton  
Depretis, Agostino  
De Sanctis, Francesco  
Diderot, Denis  
Di Viti de Marco, Antonio  
Dorso, Guido  
Eastman, Max  
Eberlein, Hugo  
Ehrhardt, capitaine de vaisseau  
Einaudi, Luigi  
Ellenbogen, Wilhelm  
Emmanuel-Philibert  
Engels, Friedrich  
Eugénie, impératrice  
Faucher, Julius  
Feroci (A. Leonetti)  
Ferrara, Marcella et Maurizio  
Ferrata, Giansiro  
Ferrer, Francisco

Ferri, Enrico  
Ferri, Franco  
Fichte, Johann Gottlieb  
Fiori, Giuseppe  
Firpo, Luigi  
Fitzpatrick, John  
Forti, Marco  
Fortichiari, Bruno  
Fortunato, Giustino  
Foster, William  
Fournière, Eugène  
Fraina, Louis  
Frassati, Alfredo  
Fubini, Elsa  
Galli, Giorgio  
Gallo, Niccolò  
Garlandi (R. Grieco)  
Gatto, Alfonso  
Gavosto, Pietro  
Gennari, Egidio  
Gentile, Giovanni  
Germanetto, Giovanni  
Ghioldi, Rodolfo  
Ghisleri, Arcangelo  
Gioberti Vincenzo  
Giolitti, Giovanni  
Giretti, Edoardo  
Gobetti, Piero  
Goldenberg, Josip  
Gompers, Samuel  
Gorki, Maxime  
Gramsci, Antonio  
Gramsci, Grazietta  
Gravero, Giovanni  
Graziadei, Antonio  
Greulich, Hermann  
Grey, Edward  
Grieco, Ruggero  
Griziotti, Benvenuto  
Guarnieri, Mario

Haywood, William D.  
Hebbel, Friedrich  
Hegel, Friedrich  
Heine, Henri  
Hervé, Gustave  
Hilferding, Rudolf  
Hofmann  
Humbert-Droz, Jules  
Iglesias, Pablo  
Jésus-Christ  
Kamenev, Lev Borisovic  
Kant, Emmanuel  
Kaplan, Fanny  
Kapp, Wolfgang  
Kautsky, Karl  
Kerenski, Alexandre  
Kipling, Rudyard  
Koltchak, Alexandre  
Kulischoff, Anna  
Labriola, Antonio  
Labriola, Arturo  
La Bruyère, Jean de  
La Cierva, Juan  
Lao-Tseu  
Lassale, Ferdinand  
Laurat, Lucien  
Lazare  
Lazzari, Costantino  
Leibniz, Gottfried Wilhelm  
Lénine, Vladimir  
Leone, Enrico  
Leonetti, Alfonso  
Leumann  
Liebknecht, Karl  
Limongi, Salvatore  
Litvinov, Maxime  
Lloyd George, David  
Lombardo Radice, Lucio  
Longobardi, Ernesto Cesare  
Loria, Achille

Lounatcharski, Anatole  
Lussu, Emilio  
Lüttwitz, général Walter von  
Luxemburg, Rosa  
Luzzati, Luigi  
Mainardi, Luigi  
Malatesta, Errico  
Mammone, Gatto (Virgilio Verdaro):  
Martinelli, Renzo  
Martov, Léon  
Marucco, Dora  
Marx, Karl  
Masaniello (Tommaso Aniello)  
Mathiez, Albert  
Matta, Enea  
Matteotti, Giacomo  
Maura, Antonio  
Mazzini, Giuseppe  
Mazzonis, P. et C.  
Mesnil, Jacques  
Mett, Ida  
Metternich  
Michelet, Jules  
Miglioli, Guido  
Mila, Massimo  
Milioukov, Paul  
Milner, Lord  
Mirski, Dimitri  
Misiano, Francesco  
Missiroli, Mario  
Modigliani, Emanuele  
Molinari, Luigi  
Mondolfo, Rudolfo  
Murri, Augusto  
Mussolini, Benito  
Napoléon 1er  
Napoléon III  
Nenni, Pietro  
Nitti, Francesco Saverio  
Noske, Gustav



Novalis, Friedrich

Nurra, Pietro

Olivetti, Gino

Oriani, Alfredo

Orlando, Vittorio-Emmanuele

Pankhurst, Sylvia

Papini, Giovanni

Parodi, Giovanni

Pascoli, Giovanni

Pastore, Annibale

Pautasso, Sergio

Péguy, Charles

Pelloux, Luigi  
Philippe II  
Pitt, William  
Platone, Felice  
Polano, Luigi  
Poma, Anselmo  
Ponsonby, Arthur  
Prampolini, Camillo  
Prezzolini, Giuseppe  
Proudhon, Pierre-Joseph  
Rabazzana, Pietro  
Radek, Carlo  
Radetzky, Joseph  
Rákosi, Mátyás  
Ransome, Arthur  
Reed, John  
Renshaw, Patrick  
Repossi, Luigi  
Ricci, Umberto  
Robertson, J. M.  
Rolland, Romain  
Romano, Aldo  
Roncoli, C.  
Rousseau, Jean-Jacques  
Russo, Luigi  
Ruta  
Rykov, Alexeï Ivanovic  
Salandra, Antonio  
Salvatorelli, Luigi  
Salvatori, Luigi  
Salvemini, Gaetano  
Santarelli, Enzo  
Santhià, Battista  
Sassenbach, Johann  
Scheidemann, Philip  
Schucht, Julia  
Schucht, Tatiana  
Scoccimarro, Mauro

Sechi, Salvatore  
Semenov, Grigori Mikhailovic  
Serra, Luigi  
Serrati, Giacinto Menotti  
Silvestri, Giovanni  
Sincero  
Smirnov, E.  
Soave, Emilio  
Socrate  
Solon  
Sonnino, Sydney  
Sorel, Georges  
Sorge, Friedrich Albrecht  
Souvarine, Boris  
Spencer, Herbert  
Speranzini, Giuseppe  
Spriano, Paolo  
Staline, Joseph  
Stirner, Max  
Sturzo, Don  
Südekum, Albert  
Szeliga (pseudonyme de Zychlin  
Yon Zychliasky)  
Taine, Hippolyte  
Tamburanno, Giuseppe  
Tusca, Angelo  
Tchaïkovski Nikolai Vasilievic  
Tchapline, colonel  
Tchernov, Victor  
Terracini, Umberto  
Thompson, William B.  
Tittoni, Tommaso  
Togliatti, Palmiro  
Toukhatchevski, Michel  
Townley, Arthur C.  
Treitschke, Heinrich von  
Trevelyan, Charles  
Treves, Claudio  
Trotski, Léon  
Trozzi, Mario

Tseretelli, Iraklij Georgevic  
Turati, Filippo  
Vella, Arturo  
Verdaro, Virgilio  
Verdi, Giuseppe  
Very Well (Claudio Treves)  
Vico, Giambattista  
Victor-Emmanuel II  
Victoria, reine  
Vietti, Pietro  
Viglongo, Andrea  
Vittorini, Elio  
Volpe, Gioacchino  
Voltaire  
Wagner, Richard  
Wanine, J.  
Weinstein, James  
Wild, Enrico  
Wilson, Woodrow  
Zassoulitch, Véra  
Zerbini, Adolfo  
Zibordi, Giovanni  
Zini, Zino  
Zinoviev, Gregor  
Zocca, Elvira

INDEX DES JOURNAUX  
ET DES REVUES

Avanti !  
Battaglie d'oggi  
Battaglie Sindacali  
Bulletin communiste  
Città futura (La)  
Corriere della Sera  
Corriere universitario  
Critica sociale  
Cuore e critica  
Débats (Les)  
Difesa (La)  
Divenire sociale (Il)  
Energie Nove  
Giornale d'Italia (Il)  
Giustizia (La)  
Grido del Popolo (Il)  
Guerre sociale (La) - La Victoire  
Humanité (L') : 449.  
Idea Nazionale (L')  
Justicia Social (La)  
Liberator (The), A Journal of Revolutionary Progress  
Lotta di classe (La)  
Lutte ouvrière (La)  
Manchester Guardian (The)  
Mattino (Il)  
Neue Zeit (Die)  
Nuova Rivista Storica  
Ordine Nuovo (L')  
Petit Comtois (Le)  
Popolo d'Italia (Il)  
Popolo Romana (Il)  
Pravda  
Prometeo  
Resto del Carlino (Il)  
Revue communiste (La)  
Riforma sociale (La)  
Rivista rosminiana

Rivoluzione liberale (La)

Secolo (Il)

El socialista 68.

Soviet (Il)

Stampa (La)

Stato operaio (Lo)

Tempo (Il) : 422, 428.

Unità (L') [G. Salvemini] : 178-179,

Unità (L') [organe du P.C.I.]

Vérité (La)

Voce (La)

Avant-propos  
Introduction

## PREMIÈRE PARTIE

### ÉCRITS DE JEUNESSE (1914-1918)

Neutralité active et agissante (R. P.)  
Après le Congrès du Parti socialiste espagnol (G. M.)  
Le Syllabus et Hegel (G. M.)  
Socialisme et culture (M.-G. M.)  
Le Midi et la guerre (M.-G. M.)  
Contre le féodalisme économique (A. T.)  
Évocation des histoires des filatures de colon et de leurs vicissitudes (M.-G. M.)  
Hommes ou machines? (M.-G. M.)  
La Città futura Trois principes, trois ordres (G. M.)  
Les indifférents (R. P.)  
Discipline et liberté (G. M.)  
Analphabétisme (M.-G. M.)  
La discipline (G. M.)  
Notes marginales (M.-G. M.)  
Modèle et réalité (A. T.)  
Le mouvement des jeunesses socialistes (IR. P.)  
Une vérité qui a l'air d'un paradoxe (M.-G. M.)  
Notes sur la Révolution russe (M.-G. M.)  
Les maximalistes russes (M.-G. M.)  
L'horloger (M.-G. M.)  
Kerenski- Tchernov (A. T.) Lectures (M.-G. M.)  
Intransigeance-tolérance Intolérance-transigeance (M.-G. M.)  
La révolution contre Le Capital (M.-G. M.)  
La « Critique critique» (M.-G. M.)  
Constituante et Soviets (G. M.)  
L'organisation économique et le socialisme (M.-G. M.)  
Notre Marx (M.-G. M.)

L'intransigeance de classe et l'histoire italienne (M.-G. M.)  
Culture et lutte de classe (M.-G. M.)  
Les paysans et l'État (M.-G. M.)  
Pour connaître la Révolution russe (G. M.)  
La politique du « si » (M.-G. M.)  
Utopie (M.-G. M.)  
D'abord, Être libres (M.-G. M.)  
L'exemple anglais (A. T.)  
La démocratie italienne (M.-G. M.)  
L'œuvre de Lénine (G. M.)  
Après le Congrès (M.-G. M.)  
La lutte prochaine (A. T.)  
Le spectre (A. T.)  
La croisade contre la Russie (A. T.)

## DEUXIÈME PARTIE

### « L' ORDINE NUOVO » ET LES CONSEILS D'USINE (1919-1920)

La Russie et le monde (G. M.)  
Le pays de Polichinelle (G. M.)  
Les ruses de l'histoire (A. T.)  
Une débâcle et une genèse (M.-G. M.)  
Majorité et minorité dans l'action socialiste (M.-G. M.)  
L'unité du monde (G. M.)  
L'Internationale communiste (G. M.)  
Le Parti américain du travail (G. M.)  
Einaudi ou « de l'utopie libérale » (M.-G. M.)  
La souveraineté de la loi (M.-G. M.)  
La rançon de l'histoire (M.-G. M.)  
Démocratie ouvrière (M.-G. M.)  
Retour à la liberté (M.-G. M.)  
La conquête de l'État (M.-G. M.)  
Ouvriers et paysans (M.-G. M.)  
Chronique (30 août 1919) (M.-G. M.)  
Chronique (6 septembre 1919) (M.-G. M.)  
Aux délégués d'ateliers... (M.-G. M.)



L'unité nationale (M.-G. M.)  
Chronique (11 octobre 1919) (M.-G. M.)  
Syndicats et Conseils (M.-G. M.)  
Syndicalisme et Conseils (M.-G. M.)  
Lutte antibourgeoise (A. T.)  
La défaite bourgeoise (A. T.)  
Le parti et la révolution (M.-G. M.)  
L'année révolutionnaire (A. T.)  
La fonction historique des grandes villes (M.-G. M.)  
Tout d'abord, rénover le parti (M.-G. M.)  
L'instrument de travail (M.-G. M.)  
La Sardaigne et la classe ouvrière (M.-G. M.)  
L'ouvrier d'usine (M.-G. M.)  
L'unité prolétarienne (M.-G. M.)  
Turin et l'Italie (M.-G. M.)  
La classe ouvrière, instrument de production (R. P.)  
Pour une rénovation du Parti socialiste (M.-G. M.)  
Superstition et réalité (M.-G. M.)  
Le Conseil d'usine (M.-G. M.)  
Chronique (12 juin 1920) (M.-G. M.)  
Le mouvement turinois des Conseils d'usines (M.-G. M.)  
La Russie, puissance mondiale (M.-G. M.)  
Le programme de L'Ordine Nuovo (M.-G. M.)  
Chronique (21 août 1920) (M.-G. M.)  
L'occupation (A. T.)  
Dimanche rouge (M.-G. M.)  
Cinq mois après (A. T.)  
Le Parti communiste (M.-G. M.)  
Chronique (9 octobre 1920) (M.-G. M.)  
Prévisions (A. T.)  
La fraction communiste (M.-G. M.)  
Chronique (11-18 décembre 1920) (M.-G. M.)  
Chronique (24 décembre 1920) (M.-G. M.)  
Notes  
Index des noms  
Index des journaux et des revues

N.B. Les initiales du traducteur sont données entre parenthèses après le titre de chaque texte.  
M.-G. M. : Marie-G. Martin; G. M. : Gilbert Moget ; R. P. : Robert Paris; A. T. : Armando Tassi.